Yadh Ben Achour: Tunisie, une révolution en pays d'Islam



Noureddine Tabboubi: Le syndicaliste pragmatique





La vie est émotions

TUNISIE TELECOM

Partenaire plébiscité par les Entreprises performantes





La promesse d'en finir

oucieux des lendemains, les Tunisiens sont nquiets de ce que pourrait leur réserver l'année qui commence. Des boulets qui plombent l'avancée du pays ou des ressorts qui le font rebondir. Ils cherchent à être rassurés. De tous les vœux qu'ils forment, la promesse d'en finir est la plus forte, la plus ardente. En finir avec tout ce qui a, jusque-là, parasité la révolution, confisqué ses idéaux, clivé les Tunisiens et installé le pays dans le tourbillon de la violence, du terrorisme et des fausses causes.

L'aveuglement des uns et des autres a failli faire basculer le pays dans la catastrophe et compromettre son élan libérateur tant attendu. Qu'il s'agisse de l'embrigadement des jeunes, radicalisés et livrés en sanguinaires aux organisations terroristes, qui se trouvent aujourd'hui complètement perdus, ayant des crimes sur la conscience, et abandonnés à leur triste sort. Qu'il s'agisse encore de l'entêtement d'une classe politique qui, ne représentant plus qu'elle-même, s'enfonce dans le déni des aspirations nouvelles et s'obstine à ne cultiver que sa soif du pouvoir. Qu'il s'agisse surtout des vautours qui s'acharnent sur la bête blessée, dépecant l'économie par la contrebande, les malversations et la corruption. Il est grand

Faut-il s'en remettre aux pouvoirs publics, pour produire cette rupture salutaire? Leur marge de manœuvre est bien réduite. Appliquer la loi, dénoncer le corporatisme, résister à la surenchère syndicale, freiner l'infiltration de l'appareil de l'Etat et préserver la souveraineté tunisienne sont déjà des tâches prenantes. S'y ajoute, de toute urgence, la réduction des fractures sociales, de la précarité, des inégalités entre les régions et du chômage.

Autant ils s'échinent à assurer, sans toujours y réussir, la gestion au quotidien, autant ils peinent à mettre en débat les vrais grands maux de la Tunisie. Les problématiques des finances publiques, des régimes d'assurances sociales et de couverture sociale, de l'insertion de l'informel dans les circuits organisés, du ciblage de la compensation, de la privatisation des entreprises publiques non stratégiques lourdement déficitaires, de l'eau, des énergies renouvelables et autres sont cruciales.

Comment engager ce débat programmatique alors qu'aucun parti n'a pour le moment formulé des propositions pertinentes? Doit-on nous résigner à nous tourner vers des institutions étrangères ou solliciter ce qui reste dans la haute administration de compétences avérées pour imaginer de nouvelles approches et définir des stratégies appropriées? Dans l'insouciance générale, on ne peut que s'interroger sur celui qui va porter ces dossiers, mobiliser les Tunisiens et conduire le débat vers le consensus nécessaire?

C'est pourtant déterminant, c'est pourtant urgent.

En finir avec tout ce climat délétère, tous ces passe-droits, toute cette inconscience et s'attaquer à l'essentiel est pourtant à notre portée. An VI de la révolution, l'année 2017 est aussi, à mi-mandat du quinquennat présidentiel, une année charnière pour préparer les scrutins décisifs de 2019. Tensions apaisées, sécurité renforcée, dynamique d'investissement amorcée : le renversement positif des tendances suscite espoir. Dotée d'une nouvelle direction à l'issue de son 23e congrès (23-25 janvier 2017), la centrale syndicale sera délivrée de sa fébrilité électorale pour restaurer la sérénité des relations professionnelles et œuvrer à l'institutionnalisation du dialogue social. La croissance économique sera timide. Le tourisme continuera à peiner. L'amélioration de la productivité par l'engagement discipliné dans le travail et une meilleure organisation des modes de gestions n'est pas pour l'immédiat. La création massive de nouveaux emplois attendra les investissements promis. Mais la saison agricole, bénéficiant d'une pluviométrie abondante, annonce

Sur le plan géostratégique immédiat, l'initiative lancée par la Tunisie, en étroite concertation avec l'Algérie et l'Egypte, pour la stabilisation de la Libye nourrit beaucoup d'espoir. Même si elle prendra du temps pour convaincre toutes les parties prenantes d'emprunter la voie du dialogue et de la concorde, elle amorcera un processus bénéfique pour tous. Moins de menaces terroristes et d'infiltration de contrebande en Tunisie, reprise du travail pour notre main-d'œuvre en Libye et retour de nos exportations et entreprises

C'est sur cette toile de fond que se tiendra, fin 2017, espérons-le, un évènement politique majeur : les élections municipales. Totalement transparentes, elles augureraient alors un chambardement total du paysage politique, balayant les opportunistes, laissant émerger de nouvelles forces, installant les prémices de la démocratie locale. Longtemps à l'abandon, les municipalités souffrent de laisser-aller ici, de mainmise ailleurs, laissant l'environnement et les prestations gravement se dégrader. De la politique et des politiciens, c'est ce que le citoyen perçoit le plus au quotidien à ses dépens. Il ne demande qu'à en finir.

> De l'aveuglement, de la radicalisation, du terrorisme, de la confiscation des idéaux, du laxisme, de l'inconscience, de l'acharnement des vautours et du corporatisme, finissons-

> > Bonne @ Heureuse Année 2017.

3 N°68 • Janvier 2017 Leaders

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieh

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadi Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouquerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel • Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahioubi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaïes • Mehdi Taj • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni (Directeur Artistique)

> Raïd Bouaziz (Designer)

Marwa Makni (Vidéo)

PHOTOS Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz (Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaifer Haiem (Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn redaction@leaders.com.tn

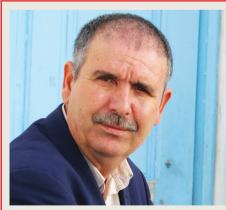
www.leaders.com.tn

Disponible sur



S





Sauf surprise de dernière minute, Noureddine Tabboubi sera l'élu, ce 25 janvier, du 23e congrès de l'Ugtt, à la tête de la centrale syndicale historique et jamais aussi puissante.



S'il est une période particulièrement noire de l'histoire moderne de la Tunisie c'est, sans conteste, les années 1860. >

En couverture

Béji Caïd Essebsi : An III à Carthage

BCE: Mes grands chantiers pour 2017

Comment exerce Béji Caïd Essebsi?

BCE: En trois grandes séquences

38 Le cabinet présidentiel

Nation

Noureddine Tabboubi: le syndicaliste pragmatique

Gestion du retour des jihadistes : l'ARP doit trancher et un pôle dédié est indispensable Par Mohamed Nafti

Education: priorité à l'excellence et l'équité sociale et régionale

International

La politique extérieure du président Trump et le monde arabe Par Ahmed Ounaïes

Société

Un prince chez les montagnards khroumirs La rébellion du prince El Adel Bey en 1867 Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

M'hamed Chenik: entre réalisations économiques et engagement politique, un parcours atypique

Survivance du latin et de la culture antique au Maghreb Par Ammar Mahioubi

Insaf Yahyaoui : protagoniste du service public

Saber Oueslati : homme de théâtre reconverti dans la satire politique

Yadh Ben Achour : Tunisie : une révolution en pays d'Islam Par Mounira Chapoutot-Remadi

Mohamed Maghrebi : de l'information nationale à la communication diplomatique Par Béchir Garboui

Abdellatif Dahmani: le militant, le dirigeant sportif et le chef d'entreprise

Billet

La Tunisie, coupable idéale des malheurs de l'Europe Par Hédi Béhi



Journaliste polyvalente, Insaf Yahyaoui a aussi bien arbitré des débats culturels que traité les questions, plus houleuses, relatives à la politique et aux affaires de société.→



Certains le trouvent « lourd », d'autres drôle et pertinent dans ses analyses satiriques sur la situation politique. Saber Oueslati, chroniqueur à IFM, est avant tout homme de théâtre.



Comment présenter Yadh Ben Achour, sinon rappeler qu'il est professeur émérite de la faculté des Sciences juridiques, spécialiste de droit public, membre du Comité des droits de l'homme aux Nations unies.

P60

Investissement: les deux infinis

Double levier activé pour stimuler l'investissement dans les régions et la création de sources de revenus : de grands projets et des microcrédits. A Carthage, le président Caïd Essebsi réunissait des capitaines d'industrie qui se sont engagés à créer près de 50 000 emplois sur cinq ans dans les régions prioritaires pour 160 MD d'investissements. A Jendouba et Siliana, Youssef Chahed a remis des centaines de microcrédits, en attendant de se rendre dans d'autres gouvernorats.

Pour les grands investissements, l'idée était, au départ, de créer des fonds communs régionaux, réunissant des mies de fonds de plusieurs associés qui se mettent ensemble pour identifier les opportunités, les financer et les gérer. BCE a estimé plus efficace et rapide de laisser chaque investisseur choisir lui-même son projet ainsi que sa région d'implantation et assurer directement le management. Annonces faites, la réalisation ne doit pas tarder : un suivi rigoureux et facilitateur est mis en place.









L'Inde, le Brésil et le Canada

Agenda chargé en 2017 pour le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui. Trois visites importantes sont déjà au programme : l'Inde et le Brésil (tous deux pays membres des BRICS qui comprend en outre la Russie, l'Afrique du Sud et la Chine) ainsi que le Canada. Il aura également à inaugurer les deux nouvelles ambassades qu'ouvre la Tunisie en Afrique subsaharienne, la première à Ouagadougou (Burkina Faso) et la seconde à Nairobi (Kenya). Cinq nouvelles représentations commerciales seront par ailleurs installées sur le continent et

des missions mobiles, économiques, touristiques et culturelles seront dépêchées dans nombre de pays.

A Tunis, le chantier de construction de l'Académie diplomatique, la plus importante d'Afrique, confié à la Chine, doit démarrer pour être fin prêt en 2020. Redimensionné et délocalisé tout près du campus universitaire à El Manar, il comprend, en outre, une grande salle de conférences pouvant accueillir jusqu'à 400 participants.



MILLE MIGLIA 2016 XL RACE EDITION (168580-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-C



BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 860 475 RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 963 555 C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS TÉL.: +216 70 836 224







Un nouveau rendezvous avec l'Europe à **Bruxelles**

Six semaines seulement après la visite du président Caïd Essebsi, le 1er décembre dernier au siège de l'Union européenne, la Tunisie aura un nouveau rendez-vous important à Bruxelles, ce 19 janvier. La deuxième session du dialogue politique de haut niveau sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme prévue à cette date «permettra de dresser le bilan de la coopération en cours dans le domaine sécuritaire et renforcer le soutien de l'UE à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie tunisienne de lutte contre le terrorisme et la radicalisation», annoncent les deux parties . L'UE envisage également de poursuivre son appui à la réforme et à la modernisation du secteur de la sécurité en Tunisie, affirme un communiqué conjoint.

Plébiscitée par The Banker, Attijari Bank, banque de l'année

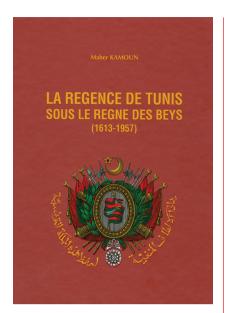
Mohamed El Moncer, directeur général adjoint de Attijari Bank et son équipe sont aux anges. Pour la troisième année consécutive, le magazine londonien spécialisé, The Banker, plébiscite leur établissement Banque de l'Année 2016 en Tunisie. Le jury a voulu récompenser «les performances enregistrées grâce à une stratégie focalisée sur la transformation digitale et les efforts fournis pour améliorer la qualité et la satisfaction des différents segments de clientèle : particuliers, professionnels et entreprises». Il souligne également «le rôle actif de Attijari Bank dans le financement de l'économie, son mode de gouvernance, sa stratégie d'accompagnement à l'international et son niveau de développement technologique, notamment en matière de services de la banque à distance».



Le grand casse-tête de Jhinaoui

Comment assurer la relève à la tête de grands postes diplomatiques tunisiens à l'étranger dont les titulaires, atteints par la fatidique limite d'âge de 60 ans, ont été admis à faire valoir leur droit à la retraite ? Non sans grands regrets. Déjà, Ankara, Vienne et Amman attendent, depuis le 1er janvier 2017, leurs nouveaux ambassadeurs. D'autres postes suivront tout au long de l'année. Corps d'élite exigeant de longues années d'exercice et un précieux capital d'expérience, ne mérite-t-il pas d'être aligné sur celui des magistrats et des universitaires dont l'âge de départ à la retraite est étendu à 65 ans?





La Régence de Tunis sous le règne des beys (1613-1957)

Dans une Tunisie submergée par les débats sur l'actualité, la parution d'un livre sur l'histoire de notre pays est comme une bouffée d'air pur. Maher Kammoun, universitaire bien connu, vient de publier un ouvrage intitulé La Régence de Tunis sous le règne des beys (1613-1957). Destinée au grand public, cette étude couvre une large période qui va de la conquête ottomane à l'abolition de la monarchie en 1957.

L'intérêt de l'ouvrage réside dans son plan qui allie le récit chronologique à la description des institutions politiques centrales et régionales, civiles et militaires ainsi que de la justice séculière et religieuse.

Le texte, bien aéré, est agrémenté d'une riche iconographie qui rend très agréable la lecture et la consultation du livre.

Md.-A.B.A.

La vraie guerre commence

La livraison récente à l'armée tunisienne d'un nouveau lot d'avions de combat, sur le contingent des 24 appareils acquis auprès des Etats-Unis, constitue un renfort substantiel pour les forces armées, en guerre contre le terrorisme. Capables de voler en haute altitude, et dotés de technologies de pointe, ils permettent de traquer les jihadistes dans les montagnes comme dans le désert, sans s'exposer à leurs tirs, et de bombarder avec précision leurs sanctuaires. La guerre menée contre les terroristes prendra ainsi une grande dimension.



Abdessettar Ben Moussa : un Prix Nobel, médiateur administratif en Tunisie

Me Abdessettar Ben Moussa, membre du Quartette tunisien lauréat du Prix Nobel de la paix 2015, a été nommé médiateur administratif. Il succède à Fatma Zahra Ben Mahmoud, en poste depuis 2014, admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter de ce 1er janvier 2017.

Ancien bâtonnier des avocats de Tunisie (2004-2007), Me Ben Moussa était jusqu'en octobre dernier président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, avant de passer le relais à Jamel Moslem.

Auréolé de sa haute distinction internationale et riche de son parcours à la tête du Conseil national de l'Ordre des avocats et de la Ltdh, il donnera sans doute une impulsion nouvelle à l'institution du médiateur administratif, relevant directement de la présidence de la République

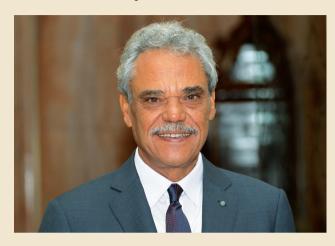




Election

Agence arabe de l'énergie atomique

• Salem Hamdi, directeur général



Nominations

Diplomatie

Nouveaux ambassadeurs tunisiens à l'étranger

• Mohamed Ali Chihi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Tunisie chargé de mission auprès de la Fédération de Russie



• Mohamed Hédi Soltani, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Tunisie chargé de mission auprès de la République fédérative du Brésil



Présidence du gouvernement

• Slim Tissaoui, gouverneur de Sfax



• Ali Saied, gouverneur de Siliana

Ministère de l'Intérieur

• Ramzi Rajhi, directeur général de la Sécurité nationale

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

- Mahmoud Zouaoui, directeur général de l'enseignement supérieur
- **Zoubeir Tourki**, directeur général de la rénovation universitaire
- **Abdelmajid Ben Amara**, directeur général de la recherche scientifique
- Samia Charfi Kaddour, directrice générale de la valorisation de la recherche
- Olfa Zeribi Ben Slimane, directrice générale UGPO, chargée du programme de recherche et d'innovation H2020

Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche

• Faouzi Ben Hmida, P.D.G. de l'Agence des ports et des installations de pêche

Watanya 1

• Hamadi Ghidaoui, rédacteur en chef des news



• Dalila Fradi, rédactrice en chef adjointe



Décès

- Moncef Kaak, ancien P.D.G. de la Cnss
- Mohamed Maghrebi (Voir hommage à)
- Samir Jemai, ambassadeur de Tunisie en Irak
- Khélifa Karoui, ancien P.D.G. de la Sitep, Stir, Cftp et ancien secrétaire général du ministère de l'Economie nationale
- Sadok Ben Mahmoud, journaliste et ancien rédacteur en chef à *La Presse*
- Hassen Mekki, ancien rédacteur en chef à La Presse





Ssangyong Tunisie



ssangyongtunisie



ssangyong-tunisie.com



Route de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine Tél.: (+216) 71 425 355 Fax: (+216) 71 425 253

Fax: (+216) 74 281 020

Route de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax Tél. : (+216) 74 281 000

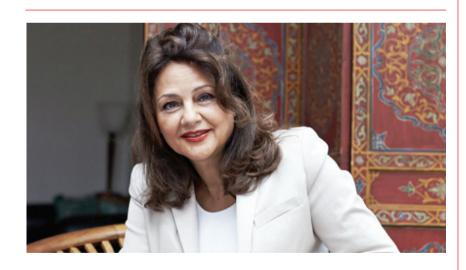
Route de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse Tél.: (+216) 73 343 333 Fax: (+216) 73 343 233

Route de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès Tél. : (+216) 75 278 616 Fax: (+216) 75 274 151

Hélé Béji reçoit le Grand Prix Hervé Deluen



Hélé Béji a été distinguée par l'Académie française qui lui a décerné, au titre des prix littéraires 2016, le Grand Prix Hervé Deluen. Destiné à récompenser «toute personne ou toute institution qui contribue efficacement à la défense et à la promotion du français comme langue internationale», il lui a été remis en présence d'un grand nombre d'académiciens, lors d'une séance publique solennelle tenue sous la prestigieuse Coupole de l'Académie consacrée aux lauréats des prix pour l'année 2016.



Fawzia Zouari, lauréate du Prix des 5 continents de la Francophonie

Les membres du jury du Prix des 5 continents de la Francophonie ont désigné la lauréate de 2016. Il s'agit de l'écrivaine Fawzia Zouari pour son livre Le corps de ma mère, Editions Demeter (Tunisie) et Joëlle Losfeld (France).

Hédi Jalleb décoré par Caïd Essebsi

La décoration par le chef de l'Etat du directeur général des Archives nationales, Hédi Jalleb, des insignes de Commandeur de la République, ne manque pas de signification. C'est d'abord un hommage à un historien de haute compétence académique. C'est aussi une reconnaissance pour son œuvre à la tête de l'une des institutions les plus importantes pour la préservation de la mémoire nationale et ainsi que pour sa contribution à la promotion de l'archivistique. C'est également une marque de considération à l'œuvre qu'il accomplit au palais de Carthage à la tête d'une équipe chevronnée pour la réorganisation des archives présidentielles. Un travail minutieux réalisé par des spécialistes dévoués.



Mbarka Brahmi reçoit le prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe 2016

La députée du Front populaire et veuve de Mohamed Brahmi, Mbarka Aouania Brahmi, a reçu le prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe 2016 pour son engagement pour les libertés et les droits humains et son rôle dans la transition démocratique en Tunisie.





En couverture En couverture

Béji Caïd Essebsi An III à Carthage

Déjà deux années bouclées à Carthage, depuis son élection en décembre 2014 à la présidence de la République. Béji Caïd Essebsi commence en ce mois de janvier 2017 la troisième année de son mandat, une année charnière de son quinquennat. Jamais, avant lui depuis la fondation de l'Etat tunisien, un bey ou un président de la République ne savait d'avance la date précise de l'expiration de son règne. Premier chef d'Etat démocratiquement élu et ne briguant pas un second mandat, il garde toujours en tête qu'il doit passer le relais à son successeur, dans trois ans. fin décembre 2019.

Dans ce compte à rebours, chacun des 1 095 jours est pour lui déterminant pour qu'il se concentre sur l'important et privilégie l'essentiel. Lié par son engagement à transmettre un pays se portant mieux que celui dont il avait hérité, Béji Caïd Essebsi se fixe deux grands objectifs et prend un pari guère gagné d'avance. L'ancrage de la démocratie et l'amorce de l'essor économique, avec comme corollaires, la réduction du chômage, l'éradication des inégalités régionales et de la pauvreté, constituent ses préoccupations majeures. La capacité d'Ennahdha à se convertir en parti civil moderne est le postulat qui sera déterminant pour la réussite de son œuvre : renforcer l'unité nationale.

«L'avantage que j'ai, confie le président Caïd Essebsi à Leaders, c'est celui d'avoir été là le jour de l'indépendance. Depuis lors, j'ai tout suivi et le plus souvent de très près. Je suis pragmatique : on ne règle pas des comptes avec son histoire. Il faut toujours regarder l'avenir. On ne gouverne pas avec des états d'âme, mais avec le sens de l'Etat et la prééminence de l'intérêt supérieur de la nation».

Dans ce dossier conçu sous forme de retour sur parcours et de projections sur 2017, Leaders a recueilli une interview exclusive du président Béji Caïd Essebsi, où il développe sa vision, révèle ses priorités pour 2017 et présente les vœux concrets qu'il forme pour la Nation.

Nous avons cherché également à percer à travers une lecture analytique sa démarche opérationnelle, pour comprendre comment il orchestre son mandat de cinq ans en trois grandes séquences successives bien charpentées.

Aussi, et afin de mieux décoder le personnage, *Leaders* a pu obtenir des témoignages significatifs de certains de ses proches collaborateurs. Comment fonctionne-t-il ? Quels sont ses principaux traits de caractère, ses points forts et ses points faibles, son mode opératoire ? Comment s'organise sa journée ? Qui sont les membres de son cabinet ? Inédit!



Leaders N°68 • Janvier 2017 | 16

Béji Caïd Essebsi Mes grands chantiers **pour 2017**

«Je n'ai fait allégeance à personne. Mon seul engagement, c'est celui que j'ai pris à l'égard de mon pays, la Tunisie, et du peuple tunisien», a répété plus d'une fois le président Béii Caïd Essebsi lors de l'interview qu'il a accordée à Leaders fin décembre, au palais de Carthage. Totalement affranchi de tout contrat, il martèle sa devise : « Fais ce que dois, advienne que pourra!» (Rabelais). Que retient-il le plus de l'année 2016 ? Et quels sont ses plans pour celle qui commence, 2017?

Pour le chef de l'Etat, la Tunisie amorce une remontée significative qu'il s'agit de confirmer et d'accélérer, tout en restant très vigilant quant à la situation sécuritaire. La consolidation de l'unité nationale et le renforcement d'une information plurielle, libre et responsable sont fondamentaux. La création d'un climat propice à l'alternance à échéances fixes, si prononcée par le verdict des urnes, est une expression essentielle de la démocratie.

Aussi, les prochaines élections municipales seront-elles l'occasion de mieux refléter la représentation locale.

Au niveau régional, la stabilisation de la Libye, menacée par une redoutable partition et suiette à des confrontations armées internes aux lourds dégâts, revêt une importance cruciale. C'est ce qui conduit la Tunisie à œuvrer avec les deux autres pays voisins immédiats et les plus concernés, l'Algérie et l'Egypte, à faciliter le dialogue interlibyen et permettre aux différentes parties concernées d'aboutir à la concorde. Interview

Monsieur le Président, que garderez-vous le plus de l'année

Si je m'étais présenté aux élections, c'était pour me remettre de nouveau au service de la Tunisie. Nous avons trouvé le pays au bord du gouffre. Aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie, au début d'un processus inverse. Nous sommes en train d'amorcer une remontée qui, j'espère, se confirmera et s'accélèrera.

Nous étions confrontés au terrorisme et avons pris des coups assez durs, au Bardo, à Sousse, à Ben Guerdane et à Tunis. Mais nous avons déployé beaucoup d'efforts en matière de sécurité et enregistré une avancée positive. Le coup de Ben Guerdane aurait pu être fatal. Une horde de plus de deux cents terroristes étaient partis à l'assaut, cherchant vainement à créer un émirat. Ce n'était pas une simple menace, mais un véritable complot. On ne gagne pas facilement et rapidement la bataille contre le terrorisme. C'est une véritable guerre. Nous restons optimistes

quant à notre capacité à lui faire face et à l'emporter, grâce à la mobilisation des Tunisiens, à l'action du gouvernement et celle des forces sécuritaires et armées. Nous devons rester vigilants.

Et quid du retour des jihadistes?

Le procès d'intention qu'on nous fait de faire revenir les terroristes est un faux procès. Nous respectons la constitution et laissons chacun à la vertu de son dossier. Nous appliquons avec grande rigueur la loi et nous ne laisserons pas en liberté ceux qui ont été reconnus coupables.

Quels sont vos objectifs essentiels pour 2017?

Au moins trois.

D'abord, créer les conditions de l'union

Il faut y œuvrer à l'échelon du peuple et des différentes composantes des sociétés politique et civile et en faire une haute priorité. C'est la clé de la réussite. Les grands défis à relever



ont tous besoin d'un engagement collectif et il n'est guère impossible d'y parvenir, malgré les divergences des uns et des autres. Depuis la création de Nidaa Tounès, ma première préoccupation était de mettre fin à la polarisation, au sectarisme et aux clivages, convaincu qu'ils n'aboutissent à rien.

Nous avons réussi à engager un processus démocratique : des représentants de 16 partis et des indépendants sont élus à l'ARP, un gouvernement de coalition nationale est formé, mais en définitive, la démocratie ne se décrète pas, elle se pratique. Je sais que c'est long, difficile, mais nous finirons par y arriver. Il faut d'abord un Etat de

Et le deuxième objectif?

Favoriser une information plurielle, libre, responsable. Pendant plus d'un demi-siècle, la Tunisie a été gouvernée par un seul parti. Elle ne comptait qu'une seule chaîne télé et quelques journaux. Nous voilà avec 85 publications, plusieurs dizaines de journaux électroniques, 44 stations radio et une douzaine de chaînes télé qui tous opèrent sur un même paysage politique, économique et social.

Je suis toujours pour la liberté d'expression, pour l'indépendance des médias et le respect du métier de journaliste. Mais l'exercice de la profession doit relever de principes. C'est à la profession de les définir et de les faire

respecter à travers ses instances représentatives. Je ne crois pas que l'autorité soit la plus appropriée pour le faire, je suis pour l'autorégulation par la profession elle-même.

Quel sera alors votre troisième objectif?

Créer un climat propice à l'alternance. L'alternance en elle-même n'est pas une obligation à l'issue de chaque scrutin. C'est aux électeurs de la confirmer ou non, à des dates fixes. Heureusement que le peuple tunisien est mûr, pleinement conscient de ces enjeux et attaché à ses droits.

Evidemment, d'autres préoccupations majeures restent à résoudre au cours de l'année qui commence.

C'est-à-dire?

Le grand problème au lendemain de l'indépendance, c'était de combattre l'analphabétisme. Notre problème aujourd'hui, c'est de donner de l'emploi à ceux qui ont été éduqués, plus particulièrement les jeunes diplômés. Chômage étouffant, pauvreté, régions marginalisées : c'est une situation explosive qui nous interpelle et exige qu'on intervienne d'urgence. Il faut reconnaître que depuis quelque temps, les tensions commencent à se réduire progressivement. Mais, nous devons agir.

Les prochaines élections municipales seront importantes?

Assurément. Ce sera une étape cruciale dans l'instauration de la démocratie locale et la consolidation de la démocratie en Tunisie.

Ce scrutin de proximité à travers 365 municipalités suscitant sans doute l'entrée en lice de nombreuses listes indépendantes pourrait changer la cartographie politique et laisser émerger de nouvelles figures issues notamment de la société civile...

Tant mieux !→



→ Il n'y a pas un responsable valable pour tous les temps et tous les lieux. Il faut que la représentation locale, régionale et nationale soit le miroir qui reflète la réalité du pays.

Séquence après séquence, apaisement des tensions internes, renforcement de la sécurité et mobilisation des investissements, vous abordez à présent pleinement la question libyenne. Vous vous en êtes entretenu, tout récemment à Alger, avec le président Bouteflika et vous avez dépêché votre ministre des Affaires étrangères au Caire auprès du président Sissi. Peut-on parler d'une initiative tunisienne?

La politique d'un Etat tient compte de l'histoire et de la géographie. Or, nous sommes entre deux pays voisins. Sur le plan sécuritaire, nous avons fait beaucoup de choses avec l'Algérie. Nos frontières sont mieux sécurisées. Mais avec la Libye, la situation est différente. Des frontières de plus de 500 km long temps ouvertes au trafic de marchandises, aux contrebandiers et aux terroristes.

Nous disons toujours que la Tunisie et la Libye forment un seul pays, avec deux Etats. Aujourd'hui, il n'y a plus d'Etat en Libye, mais l'émergence de nombreux groupuscules fortement armés.

La Tunisie ne prend position ni pour les uns, ni pour les autres. Elle est avec la Libye et nous tenons à ce qu'elle ne subisse ni intervention extérieure, ni partition.

Les voisins immédiats de la Libye ont leur mot à dire. Il y a d'autres qui peuvent aider, mais ce sont les plus proches, l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie, qui ont le plus intérêt à ce que la Libye s'oriente vers l'entente et l'unité nationale. Aucun des voisins n'a à intervenir avec un agenda propre. Le seul agenda, c'est celui de la Libye et des Libyens. Le risque de partition est fort menaçant. Ce sera alors la catastrophe. La Tunisie est en train d'œuvrer dans le sens du rapprochement, de l'entente et de l'union nationale. Les parties réticentes



n'y ont pas intérêt. Nous pouvons avancer dans ce processus et tenir des réunions au niveau des ministres des Affaires étrangères des trois pays, puis au niveau des chefs d'Etat.

Quels sont vos vœux pour 2017

Confirmer l'avancée. Je crois à la dynamique du changement qui va crescendo. Etre vigilants et être unis.

Il y a aussi l'important et l'essentiel. Ne pas diverger sur l'essentiel. L'essentiel, c'est l'intérêt supérieur de la Tunisie. Aucun défi ne peut être relevé sans l'unité dans le patriotisme et le sens de l'Etat.

Un effort sur soi-même est indispensable pour chacun et pour tous. Dans mon livre Tunisie, démocratie en terre d'islam, j'ai cité deux versets coraniques:

«فأمّا الزّبد فبذهب جُفاء وأمّا ما ينفع النّاس فيمكث في الأرض» الرّعد الآبة 17

... L'écume est jetée au rebut, tandis que ce qui est utile aux hommes demeure sur la terre.

«إنّ اللّه لا يُغيّر ما بقوم حَتَّى يُغيّرُوا الرّعد الآية 11

... Dieu ne modifie point l'état d'un peuple tant que les hommes qui le composent n'auront pas modifié ce qui est en eux-mêmes.

Je suis confiant en l'avenir. Les Tunisiens iront dans ce sens. C'est un peuple mûr, produit de 60 ans d'éducation depuis l'indépendance et d'une civilisation trois fois millénaire.

Propos recueillis par Taoufik Habaieb

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES EN UN CLIC!

VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ASSURANCES

UNE EXCLUSIVITÉ TECHNOLOGIQUE CARTE ASSURANCES

VOUS ÊTES UN ASSURÉ CARTE **ASSURANCES**



GAGNEZ EN SIMPLICITÉ

Simulez vos futurs contrats d'assurances, souscrivez et payez directement en ligne par carte bancaire sans avoir besoin de vous déplacer.



Consultez vos contrats, les encaissements* vos échéances de prime et payez directement en ligne.



SOYEZ AVERTIS

En recevant des sms et notifications de succès de paiement ainsi que des alertes nouveautés pour être toujours informés.



Vous recevez vos contrats par e-mail et/ou courrier et recevez vos recus de paiement par e-mail.

APPLICATION À TÉLÉCHARGER SUR







ET NOTRE SITE WEB



* Consultation de vos contrats d'Assurance Vie et Assistance Voyage

DEVENEZ

IMMEDIATEMENT

UN ASSURÉ

CARTE ASSURANCES

OÙ QUE VOUS SOYEZ

Téléchargez l'application

CARTE ASSURANCES

ou connectez-vous sur

notre site web www.carte.tn

Choisissez votre

produit d'assurance

en ligne.

Souscrivez et payez

par carte bancaire

directement en ligne.

Dès la réception de la

notification de succès

de paiment

VOUS ÊTES ASSURÉ

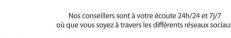
CARTE ASSURANCES!



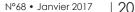




DES QUESTIONS?



f in You



En couverture En couverture

Comment exerce Béji Caïd Essebsi ?



Qui est-il en fait, quel est son caractère, son style de chef d'Etat, et son mode opératoire? Quels sont ses points forts et ses points faibles? Quelle est sa devise? Et quel est le plus grand pari qu'il prend? Sous le sceau de l'anonymat, nombre de ses proches collaborateurs ont accepté de répondre à nos questions. Leurs témoignages, certes marqués par leur attachement personnel au Président, éclairent des facettes peu connues de Béji Caïd Essebsi. Sans tabou.

Il est rare qu'un homme soit à ce point lié à son pays et à son histoire récente», disait de lui une journaliste française. Béji Caïd Essebsi est habité par Bourguiba. Il entend parachever son œuvre. Il sait qu'il a un grand rendez-vous avec l'Histoire, au

terme de son mandat, et tient à le réussir. Il veut laisser de lui une grande image, celle d'un Bourguiba démocrate.

D'un abord fort agréable, BCE n'est pas pour autant facile à décoder. Il faut le lire, l'entendre discourir, et prêter attention à ses moindres faits et gestes, voire ses propos lancés sur un ton parfois faussement spontané pour saisir quelques facettes de sa pensée. Dans son livre *Le bon grain et l'ivraie*, publié en avril 2009 (Sud Editions) alors qu'il était en rupture totale avec le régime de Ben Ali, il lève le voile sur son parcours, ses années Bourguiba, ses propres convictions politiques, et son attachement à la démocratie. Sept ans après, premier président de la République démocratiquement élu en 2014, il développe, dans son second livre Tunisie, la démocratie en terre d'islam (Plon), sa vision pour le pays, son pari sur le *«tawafouk»* et son engagement à doter la Tunisie d'une nouvelle génération de dirigeants politiques et lui passer le flambeau à la fin de son mandat. Deux livres-repères qui balisent en fait sa doctrine.

A-t-il changé depuis qu'il est à Carthage? Pas du tout : Béji Caïd Essebsi est resté égal à lui-même. Un seul élément a changé pour lui : le manque de temps, la pression du temps.

Il sait que le temps lui est compté. Son mandat de cinq ans, et qu'il a décidé non renouvelable, s'achèvera dans trois ans, fin 2019. Tout son génie, toutes ses énergies, il doit les déployer pour ancrer la démocratie et non se faire réélire. La démocratie réussira en Tunisie grâce, aussi, à l'âge de BCE. Ne briguant pas un second mandat, il se dédie à l'œuvre de sa vie : la démocratie et la relance de la prospérité.

Le style

Il travaille toujours par objectifs. Quand il en fixe un, il conçoit rapidement la stratégie qui va avec, celle qui lui permettra de l'atteindre. Aussi, met-il en place les différentes étapes, calcule-t-il les risques et évalue-t-il les probabilités de réussite.

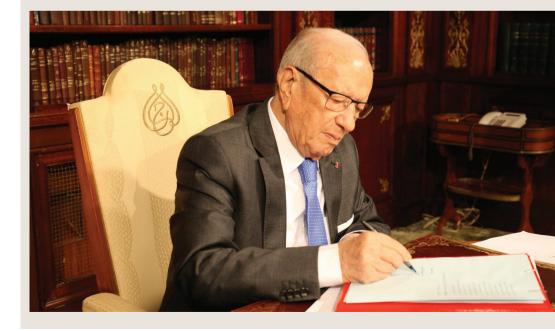
Concentré sur l'objectif, il ne s'occupe que de la stratégie, rien que de l'essentiel. Le reste, le quotidien, il le laisse à son équipe, en qui il a entière confiance. Il les suit de près, veille sur l'essentiel, et c'est en définitive lui qui décide.

Il prend le temps de réfléchir, pose à ses différents interlocuteurs des questions souvent indirectes.

En fait, il travaille beaucoup. Hors du bureau, il reste en veille constante, multiplie les contacts, les lectures et s'aménage le temps nécessaire à la réflexion.

Il écoute tous, mais recoupe tout. Il garde ses conclusions pour lui-même et n'en parle à aucun de son entourage. Souvent sa décision est déjà prise, mais il ne s'en ouvre à personne. Il engage les siens à chercher la solution, les laisse réfléchir, mais quand il les sent patauger et sur le point de s'embourber, il vient à la rescousse. BCE tient toujours en main la clé qui déverrouille les obstacles et apporte la solution.

Ce qu'il attend le plus de ses collaborateurs, et apprécie hautement, c'est qu'ils lui apportent de la valeur ajoutée et fassent preuve d'un esprit de synthèse. Le temps lui étant compté, il est attentif à celui qui lui dit l'essentiel en quelques messages clairs, bien réfléchis, et rigoureusement vérifiés, et lui soumet une note de synthèse qui ne dépasse pas une page. Fort de son intelligence et de son expérience, il comprend vite et va droit à l'essentiel pour nourrir sa pensée et construire sa décision.



3 | N°68 • Janvier 2017 | 22

Toujours connecté

En fait, il maîtrise bien les médias. Rien ou presque ne lui échappe, à travers la revue de presse qu'il reçoit mais aussi directement en suivant lui-même les médias.

Réflexe d'un ancien ministre des Affaires étrangères, et se débrouillant pas mal à lire en anglais, il s'intéresse beaucoup aux articles de fond des grands journaux internationaux : Le Monde, le Washington Post, le New York Times, Foreign Policy. En rentrant à la maison, il les emporte avec lui pour les lire attentivement et les garder auprès de lui.

Il reste toujours connecté, disponible. Il garde son portable sur lui, ouvert. D'ailleurs, il commence par répondre à la communication avant même d'identifier son appelant.

En mode de gestion de **črise**

Il réagit plus vite que son staff, n'hésitant pas à se rendre immédiatement sur les lieux, comme lors des attentats du Bardo ou de Sousse. Il se déclenche immédiatement et son équipe rapprochée arrive à peine à rattraper son cortège.

Il trouve les mots justes, sincères.

Un caractère entier

D'une grande urbanité, d'un commerce agréable et de bonne compagnie, ses propos sont émaillés de vers de poésie, de citations coraniques, de proverbes du terroir, d'anecdotes, de mots savamment choisis.

Charmeur, séducteur, il produit un grand effet sur ses interlocuteurs.

S'emporte-t-il ? Est-il facilement irritable ? A-t-il des accès de colère ? Nullement! Il a plutôt la colère froide. D'un simple revers de main, il sait banaliser. Il n'est pas dans la réaction épidermique et intempestive, restant toujours serein, ouvert à tous et ne s'offusquant jamais. Ce qui suscite le plus sa réprobation, c'est le non-respect de l'Etat, de ses institutions, de ses symboles. Autant il peut être indulgent vis-à-vis d'un collaborateur qui n'a pas bien travaillé son dossier, autant il ne tolère aucun manquement au sens de l'Etat, à son prestige.

Son silence suffit pour tout exprimer. Il s'y emmure, stoïquement. Ce qui le contrarie le rend plutôt soucieux.

Face aux trahisons, il est plutôt déçu. Même blessé, sans le laisser apparaître, et ne gardant aucune rancune, il s'arrange pour oublier vite, tourner la page.

Pour lui, la politique est une affaire sérieuse. Sérieuse ne veut pas dire parfaite, mais responsable.

Nullement obstiné dans ses idées, il reconnaît que vous l'aviez alerté sur telle ou telle situation et qu'il n'y avait pas prêté toute l'attention requise ou n'avait pas suivi votre recommandation. Il est très ponctuel, s'imposant à être toujours à l'heure précise. Il tient à ne pas faire attendre un visiteur, quitte à écourter une audience ou un entretien avec un collaborateur. Très perfectionniste, il s'assure que tout est bien organisé, bien ficelé.



Ses points forts

C'est un connaisseur exceptionnel de la Tunisie, de la scène politique, de ses acteurs, de l'Administration, des familles.

Ayant été ambassadeur (à Paris et Berlin) et ministre des Affaires étrangères, il a beaucoup d'amis de par le monde.

Quand il part en voyage, il sait bien où il va et qui il va rencontrer. Il a toujours un souvenir à évoquer, un personnage à mentionner, une citation à rappeler... Il est impressionnant par son sens de la répartie, la vivacité de l'esprit et la pertinence de ses phrases.

Quels que soient le discours ou la fiche d'entretien qui lui sont préparés d'avance, il adapte ses propos à l'auditoire, aux développements qui peuvent survenir à la dernière minute.

Un «très bon client» pour les journalistes. Il résume tout, en quelques mots, produisant un fort impact. Souvenez-vous de sa phrase, en pleine campagne électorale, visant alors à la fois Ennahdha et Marzouki: Ou encore:

لاغول ولا مهبول، نحبّو حاكم مسؤول

- «Nous aider, c'est vous aider vous-mêmes» (à l'adresse de l'Europe).
- «Vivre avec son temps tout en restant fidèle à ses origines et ses valeurs»
- « L'important, ce n'est pas l'Etat civil, mais l'état d'esprit» Il a le sens de la formule!

Ses citations favorites

Il puise dans le Coran, la poésie arabe classique et moderne et les proverbes populaires, des citations qui expriment le plus sa pensée du moment.

Dans son dernier livre Tunisie, la démocratie en terre d'islam, il avait tenu à mentionner, à bons propos, deux versets significatifs du Coran:

- Le compromis n'est pas la compromission.
- La démocratie ne se décrète pas, mais se pratique et se construit
- L'important et l'essentiel
- « Il faut un minimum de confort pour pratiquer la vertu » (Saint Thomas d'Aquin).

Il a toujours sur le bout de la langue la phrase qui s'impose, qu'il récite par cœur, faisant preuve d'une mémoire d'éléphant.

Sa devise

Fais ce que dois, advienne que pourra!

Ses points faibles

Son problème, c'est que dans la foulée de la constitution de son parti, il a brassé large, ouvrant les rangs à tous, sans filtrage, ni sélection.

C'est aussi son caractère paternaliste qui l'amène souvent à pardonner, oublier, tourner rapidement la page. Rechignant à s'ombrager de détails, il laisse les problèmes s'accumuler, sans trancher, et ses proches collaborateurs faire, sans les suivre de près dans leurs actions quotidiennes. Tel a été son style durant sa période d'opposition, à la tête de Nidaa, puis à la Présidence à Carthage. Ses points faibles sont, en fait, en opposition avec ses points forts. Grand tribun qui captive son auditoire lorsqu'il improvise ses déclarations et discours, il l'est beaucoup moins lorsqu'il lit un texte qu'on lui a préparé, même s'il y avait inséré ses propres réflexions et décisions!

Il excelle quand il se lâche, il touche les Tunisiens au fond du cœur lorsqu'il prend la parole dans des circonstances graves, quand la patrie est en danger. Autre point faible : les chiffres. Il s'emmêle les pinceaux. Comme Bourguiba, l'économie n'est pas son fort. Mais, il comprend vite et impressionne par sa mémoire d'éléphant. Il s'intéresse aux grandes tendances et garde en tête des indicateurs essentiels, n'hésitant pas à relancer un interlocuteur qui des mois plus tard lui ressortira d'autres chiffres, différents de ceux qu'il lui avait mentionnés auparavant. Il cherche alors à comprendre le pourquoi. acceptant un changement des paramètres ou une évolution de la conjoncture.

Le stratège

Dans sa stratégie, les évènements se tiennent en séquences successives. En maillons, chaque étape prépare la suivante. Dès la clôture de la Conférence Tunisia 2020 et la visite à l'Union européenne, il attaque le dossier libyen. Stabiliser la Libye est essentiel pour la Tunisie tant que c'est synonyme d'investissements, d'ouverture sur un pays voisin qui constitue un prolongement naturel et s'apprête à se reconstruire. Un fort potentiel de coopération. Cela fait partie du plan d'émergence de BCE : créer une nouvelle dynamique, donner à la Tunisie le marché tout proche qui lui manque.

Le grand pari

Une seule chose lui échappe: l'issue du grand pari qu'il a pris. Béji Caïd Essebsi mise sur la capacité d'Ennahdha à se convertir en parti civil moderne. C'est sur ce postulat qu'il a échafaudé toute sa pensée et fondé sa stratégie.

Le visionnaire

Il se considère investi d'une grande et noble mission : faire de la Tunisie le premier pays démocratique dans la région. Il a commencé à le faire en 2011, en acceptant de reprendre du service pour organiser les premières élections libres et transparentes. Il est revenu à la charge en créant son parti, NidaaTounès, pour rééquilibrer le paysage politique, s'opposer à l'exclusion, s'attaquer à l'hégémonie islamiste et faire adopter la nouvelle constitution. Il s'était battu de toutes ses énergies, lors des élections de 2014, pour remporter les législatives et la présidentielle. Plus encore, une fois élu à la présidence de la République, il n'a pas versé dans l'exclusion, s'érigeant, bien au contraire, en rassembleur de tous les Tunisiens et favorisant la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Malgré tous les écueils et difficultés rencontrés, il a toujours agi en démocrate.





Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 860 475

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS TÉL.: +216 71 963 555

C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS



En trois grandes séquences

Habituellement, un quinquennat présidentiel est séquencé en deux grandes périodes de 2 ans + 3, ou de 3 ans + 2, selon le rythme qu'on veut lui imprimer. Béji Caïd Essebsi en a décidé autrement. Il opère, jusque-là, par des séquences de 18 mois, bien charpentées, l'une après l'autre.

Séquence 1

De janvier 2015 à juillet -novembre 2016 La première période va du 1er janvier 2015, date de son accession à Carthage, au 12 juillet 2016, le jour de la signature du Pacte de Carthage, et a été prolongée à fin novembre 2016. Elle aura été celle de l'apaisement politique et du désamorçage des tensions, de la stabilisation sécuritaire, du redéploiement gouvernemental et de la relance de l'investissement. D'où son choix de Habib Essid, une personnalité non clivante, un fin connaisseur de la haute administration et des régions, pour conduire cette étape. L'institution sécuritaire, qui était fort contestée

• Visite officielle à Riyad sur invitation du Roi

d'Arabie Saoudite, Salmane Ben Abdelaziz Al

Saoud >

à l'époque, parviendra à reconquérir en grande partie l'estime des Tunisiens. La machine se met en branle, même s'il faudra par la suite la relancer.

Premiers signaux forts, dès 2015 : la visite à Washington (avril 2015), marquée par la décision du président Obama d'octroyer à la Tunisie le statut de pays allié majeur non

membre de l'Otan, avec tous les bénéfices d'appui sécuritaire et militaire, la visite d'Etat

26 • 01/2016 Visite officielle au Koweït et entretiens avec l'Emir du Koweït Cheikh Sabah al-Ahmed al-Jabir al-Sabah ->

Visite officielle –la première depuis l'indépendance – à Bahreïn et entretiens avec Cheikh Hamed Ben Issa Al Khalifa, le Roi de

Bahreïn >

à Paris (avril 2015), et la participation en

tant qu'hôte d'honneur au sommet du G7,

au château d'Elmau, en Allemagne (juin 2015), couronnée par l'engagement des 7

pays les plus industrialisés à soutenir la

La bataille de Ben Guerdane, vaillamment

remportée le 7 mars 2016 contre les terroristes,

porte pour la première fois, dans l'ensemble

de la région, un coup très dur à Daech qui

ne s'en remettra pas. Une victoire qui marque

la montée en puissance militaire et sécuritaire.

La sécurité d'abord, l'investissement ensuite!

Comme il avait pavé le terrain pour la sécurité,

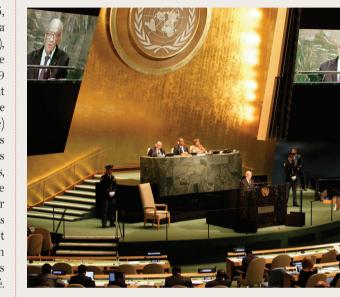
BCE devait passer à la cruciale étape de

l'investissement, avec en point de mire la

conférence Tunisia 2020, programmée pour

Tunisie.

novembre 2016. Dès le 22 décembre 2015, il ira en Arabie Saoudite, puis se rendra successivement au Koweit (26 janvier 2016), à Bahreïn (le 27 janvier 2016), au Oatar (le 17 mai 2016), et à l'ONU (à partir du 19 septembre 2016) où il rencontrera notamment Barack Obama, John Kerry, Christine Lagarde (FMI), Jim Yong Kim (Banque mondiale) et les dirigeants de grandes compagnies américaines, et prononcera un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. Puis, fort de la réussite de Tunisia 2020, il se rendra le lendemain même à Bruxelles pour s'entretenir avec les dirigeants des institutions européennes, le président du Parlement européen, le président du Conseil européen et la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Son discours devant le Parlement européen sera applaudi par une longue «standing ovation» (le 1er décembre 2016). Il s'entretiendra également à cette occasion avec le Roi des Belges, Philippe de Belgique. Mais, entre-temps, BCE devait aussi sécuriser le politique. Il le fera par touches successives qui ne manqueront pas de créer la surprise. Un premier signal qui ne peut passer inaperçu: le changement de son directeur de cabinet et la promotion à ce poste d'un jeune compétent et loval, Sélim Azzabi. Première initiative, solder les frustrations des soixante premières années de l'indépendance, en amorçant une grande réconciliation qui tourne la page du passé. A la faveur de la célébration, le 2 mai, du 60e anniversaire de la diplomatie,→



Nomination de Sélim Azzabi, ministre-directeur









En couverture En couverture

→il reçoit au Palais de Carthage tous les anciens ambassadeurs de Tunisie, depuis l'indépendance, ceux qui avaient servi sous Bourguiba, comme ceux du temps de Ben Ali et après la révolution. Côte à côte, des figures emblématiques étaient réunies pour la première fois, depuis fort long temps, dans une grande émotion difficile à cacher. En une heure, la page est tournée.

Mais, ce n'était qu'un début. La deuxième étape ne tardera pas. Seulement un mois après, jour pour jour, et à la faveur d'une interview à la télévision nationale, BCE jette un gros pavé dans la mare: son mécontentement à l'égard du gouvernement Habib Essid et sa volonté d'impulser fortement la scène politique. Sans dévoiler totalement sa véritable intention, il avancera à fleuret moucheté jusqu'à rallier neuf partis et trois organisations nationales à son Pacte de Carthage (signé le 13 juillet 2016), une onde de choc signifiant le départ du chef du gouvernement, Essid. Le choix de son successeur, Youssef Chahed, 41 ans (le 3 août 2016), surprendra les Tunisiens. Les observateurs auraient déjà relevé que BCE avait accepté l'invitation d'Ennahdha pour assister à l'ouverture

• Déplacement à Ben Guerdane pour rendre

Guerdane et aux forces armées et sécuritaires

hommage aux héros de la bataille de Ben

grandiose au stade couvert de Radès, archicomble, du 10e congrès du parti islamiste, devant annoncer à cette occasion sa mue vers un parti civil et moderne. L'entente des deux cheikhs est au zénith, ce qui facilitera

> Pour BCE, objectif atteint. D'abord, faire émerger une nouvelle génération politique, transversale, issue de divers partis et la hisser aux commandes. Ensuite, stimuler l'action gouvernementale et accélérer son avancée. La première grande séquence du quinquennat de BCE est ainsi bel et bien bouclée. On passe

ور المرابعة 2016 من المرابعة 13 Séquence 2

> De décembre 2016 aux élections municipales Pour drainer l'investissement, indispensable pour créer des emplois et générer de la croissance, l'assainissement du climat des

> > • Forte symbolique de réconciliation nationale à

l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de

la diplomatie tunisienne : tous les anciens

ambassadeurs, depuis l'indépendance, sont

doivent bénéficier d'une sécurité renforcée, surtout face aux risques et menaces suscités par le voisinage avec la Libye. La stabilisation de la Libye devient une priorité nationale. Le moment est donc venu pour BCE de s'y

Visite officielle au Qatar→

attaquer sérieusement. Jusque-là, il avait gardé des contacts suivis avec toutes les factions intérieures agissantes et toutes les parties extérieures concernées. Sans cesse sollicité pour apporter son intermédiation, fort de son crédit auprès de tous, il s'était jusque-là retenu d'agir, tant qu'il n'avait pas réuni les conditions nécessaires à la réussite de sa démarche. Farouchement opposé à toute intervention étrangère, acquis aux vertus du dialogue interlibyen et favorable à une facilitation dans ce sens par les voisins immédiats, notamment l'Algérie et l'Egypte, il prend son bâton de pèlerin et s'envole pour

Alger (le 15 décembre 2016) pour en discuter avec son ami de longue date et homologue, Abdelaziz Bouteflika. Quelques jours après, il dépêchera son ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, auprès du président égyptien, Abdelfettah Sissi.



à la suivante.



• 05/2016 • Visite inopinée à Beb El Fella, « écœuré ».→

31 | N°68 • Janvier 2017 Leaders



• Inauguration de la statue équestre de Bourguiba, réinstallée avenue Bourguiba

→ Le processus est enclenché. Long, pénible, et guère gagné d'avance, BCE le sait bien, mais il estime qu'il finira par aboutir, et y croit fermement.

Ce n'est pas l'unique grand défi qu'il doit relever durant les prochains dix-huit mois qui commencent à partir du 1er janvier 2017. L'action majeure sera la tenue des élections municipales, puis régionales. Le budget adopté, les institutions constitutionnelles se mettant toutes en place, le gouvernement doit s'attaquer à ce grand dossier devant marquer un tournant historique. Il s'agit donc de faire adopter la loi électorale et le nouveau code des collectivités locales. Idéalement, cela ne devrait pas dépasser le mois de mars prochain, ou avril au plus tard, pour permettre à l'Isie de prendre toutes les dispositions logistiques appropriées et tenir du moins le scrutin municipal, avant la fin de l'année en cours.

La compétition se déroulera dans 365 communes couvrant l'ensemble du territoire et mettra en lice non seulement les partis politiques, grands et petits, mais sans doute un grand nombre de listes indépendantes. Scrutin de proximité, avec des enjeux locaux concrets collant aux attentes directes et

Lancement des consultations avec des

partis politiques >

personnalités nationales et des dirigeants de

concrètes des citoyens, il aboutira, selon les pronostics, à la confirmation de grandes bannières nationales (Ennahdha, bloc démocratique, etc.) mais aussi et surtout à une forte atomisation des listes indépendantes. Ce qui est certain, selon de sérieuses études d'opinion, c'est que nombre de formations traditionnellement présentes seront balayées et des figures jusque-là en vogue risquent de passer à la trappe. Une nouvelle génération naîtra des urnes. Tout le paysage politique sera chambardé. Sa nouvelle composition changera la donne.

D'où l'importance de la lecture qu'en fera alors BCE.

Séquence 3

Du lendemain des élections municipales à la fin du quinquennat, décembre 2019.

Lorsque les résultats seront proclamés, qu'il s'agisse des élections fin 2017 ou début 2018, il ne restera plus à BCE que moins de 20 mois pour parachever son œuvre. Qu'a-t-il en tête au juste? Personne ne le sait d'avance.

Tous l'apprendront, y compris ses plus proches collaborateurs, le jour où il l'annoncera publiquement, prenant de court l'ensemble de la classe politique et les Tunisiens.



• Interview à Watanya 1 : appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale élargi à plus de partis et d'organisations nationales >



En couverture En couverture

La journée de BCE

Méticuleux et bien organisé, le Président Béji Caïd Essebsi tient à maîtriser son agenda qu'il organise en séquences successives. Tout en se dédiant au service de l'Etat, il s'aménage des temps d'écoute, de lecture, de réflexion et ... de rédaction. Le peu de temps qui lui reste, il le consacre, surtout le soir et en fin de semaine, à la famille et aux amis, une manière de décompresser de ses longues et dures journées. Le tout sans jamais se départir de son humour raffiné, de son sens de la répartie et de son attachement constant à l'autorité de l'Etat.

6 heures du matin

Le petit-déjeuner en famille est un moment de pur bonheur. Lève-tôt, et pas nécessairement couchetôt, il parcourt la presse tunisienne et lit des articles et éditoriaux qui retiennent son attention, écoute la radio (des stations tunisiennes et étrangères) et vérifie son programme pour la journée.

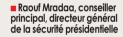
7 heures du matin

Il quitte sa résidence située dans l'enceinte du palais de Carthage et se dirige vers son

- Il est accueilli par le directeur général de la Sécurité présidentielle qui lui présente un briefing de la situation.
- Séance de travail, essentielle, avec le ministre-directeur du Cabinet présidentiel qui lui rend compte du suivi des instructions reçues, l'informe de l'état d'avancement des dossiers en chantier, porte à sa connaissance les demandes reçues, les propositions avancées, les nominations proposées et lui soumet les décisions et les actes à signer.

- En moins de trente minutes, en temps ordinaire, tout est plié.
- Le Président Caïd Essebsi n'aime pas s'encombrer de dossiers volumineux. C'est une machine à décider. Ce qu'il attend de son directeur de cabinet et de l'ensemble de ses conseillers, c'est qu'on lui fournisse en toute synthèse les meilleurs éléments qui lui permettent de décider. Aucun dossier ne traîne sur son bureau. Tout est tranché sur-le-champ. expédié le jour même. Demander plus de précisions, élargir davantage les consultations, approfondir l'examen de tel ou tel point, c'est pour lui une décision.
- Puis, c'est au tour du conseiller principal en communication de lui faire part des faits saillants dans les médias tunisiens et étrangers et surtout les réseaux sociaux. Il recueille aussi, selon les circonstances, ses instructions quant aux messages →







■ Le président donnant ses instructions à Sélim Azzabi... ■ ...et à Firas Guefrach





Habib Essid sollicite en séance plénière sa réinvestiture par l'ARP qui la lui refuse



Habib Essid, non reconduit par l'ARP, reçu par le président Béji Caïd Essebsi

• Réunion des signataires de l'Accord de Carthage pour convenir du choix du nouveau chef de gouvernement >



- Réunion des signataires de l'Accord de Carthage Youssef Chahed officiellement chargé de former
- le nouveau gouvernement





En couverture En couverture

- →clés à délivrer, des communicateurs à recevoir et des interviews à accorder...
- Un rendez-vous hebdomadaire, au moins, est fixé avec le chef du gouvernement et un deuxième avec le ministre des Affaires étrangères.

Jusqu'à 10 heures du matin

Le Président enchaîne les réunions avec ses conseillers et autres proches collaborateurs, examine les notes qu'ils lui soumettent, lit le courrier diplomatique et autres missives reçues, annote ses commentaires, passe des coups de fil...

10 heures du matin

Les activités officielles commencent.

• Cérémonies protocolaires : réception de lettres de créance d'ambassadeurs étrangers accrédités en Tunisie, audiences d'adieu lors des fins de mission, remise de lettres de créance à de nouveaux ambassadeurs de Tunisie, prestation de

Youssef Chahed s'apprête a annoncer

la composition de son gouvernement

20 • 08/2016

serment de nouveaux ambassadeurs. gouverneurs, etc., remise de décorations...

- Présidence de conseils : Conseil des ministres (à sa demande, selon les circonstances), Conseil supérieur des armées, Conseil de sécurité nationale...
- Audiences officielles accordées à des visiteurs étrangers, envoyés spéciaux, hôtes en visite officielle, etc.
- Entretiens avec des ministres, chefs de partis, dirigeants d'organisations nationales, représentants de la société civile, parlementaires, élus locaux, vieux militants, chefs d'entreprise, écrivains, gens de lettres et des arts, etc.

12 h30-15 h00

La pause-déjeuner, à la résidence, quand il n'y a pas un déjeuner officiel offert en l'honneur d'un hôte de marque.

A partir de 15h30

- Un dossier complet comprenant la mise à jour de l'actualité, des urgences signalées atterrit sur son bureau.
- Entretiens avec des visiteurs de divers bords

18h30

- Un gros dossier lui est remis, comprenant
- La mise à jour de l'actualité
- Le suivi de la mise en œuvre des instructions données durant la matinée et des décisions prises
- Le programme de la journée du lendemain, avec les notes et fiches appropriées.

Le soir

· La famille, la lecture, la télévision... C'est là la trame habituelle du programme d'une journée « normale ». Mais, lorsque l'actualité s'en mêle, les priorités changent...

La famille, c'est son bonheur. Chaleur, convivialité et simplicité. Une grande attention à tous, particulièrement, les petis enfants.



Avec son épause



• Discours-programme de Youssef Chahed devant l'ARP qui lui accorde son investiture



- Youssef Chahed et les membres de son gouvernement prêtent serment devant le chef de
- Cérémonie de passation de pouvoir entre les gouvernements Essid et Chahed



• Béji Caïd Essebsi en visite officielle à New York, dans le cadre de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies : déjeuner avec le président Barack Obama, John Kerry, Justin Trudeau, Christine Lagarde (FMI), Jim Yong Kim (Banque mondiale), discours devant l'Assemblée générale de l'ONU... >



• Rencontre avec des chefs d'entreprise et



• Visite officielle au siège de l'Union européenne à Bruxelles, la première d'un chef d'Etat tunisien depuis l'indépendance. Entretiens avec le président du Parlement européen, le président du Conseil européen et la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, discours devant le Parlement européen • Entretien avec le Roi de Belgique, Philippe de Belgiquet



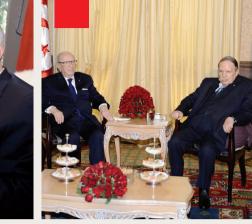
• A Paris, en séjour privé à

l'occasion de la parution de son

livre La démocratie en terre

d'Islam →

15 • 12/2016 Visite de travail en Algérie→



Cartographie

Le cabinet présidentiel

Plus resserré et rajeuni que celui de 2015 et ses précédents, le cabinet du président de la République ne compte désormais que 22 membres au total pour gérer l'ensemble des tâches et missions. Autour du ministre-directeur du cabinet, Mohamed Selim Azzabi, figurent représentant personnel, Lazhar Karoui Chabbi, le ministre conseiller chargé des Affaires politiques, Slim Chaker, six premiers conseillers, huit conseillers, deux chefs de département et trois attachés. Cartographie actualisé au 31 décembre 2016, par ordre protocolaire.



Ministre-directeur du cabinet présidentiel











































Youssef Chahed, 2017

Réformer et réaliser de la croissance

Même s'il l'aborde avec sa sérénité coutumière, l'année 2017 s'annonce dure pour le chef du gouvernement Youssef Chahed. L'urgence du quotidien ne doit pas l'accaparer au détriment du stratégique. Ses priorités sont claires : les grandes réformes et la croissance, tout en donnant de la cohérence au Plan de développement économique et social et en imprimant au management du gouvernement - qui est appelé à être complètement digitalisé - optimisation et efficience. Pas de remaniement en vue, confie-t-il à Leaders, mais une plus grande mobilisation sur tous les fronts.

timulé par le nouvel esprit d'interaction avec la réforme fiscale qui a commencé à régner à la faveur des débats sur la loi de finances, Youssef Chahed entend instaurer des débats publics sur les grandes réformes indispensables. Les caisses sociales, l'informel, la compensation des produits de base, les entreprises publiques en difficulté, le soutien à l'agriculture et au monde rural, la problématique de l'eau et celle des énergies : autant de grands chantiers prioritaires qui requièrent une nouvelle vision, des décisions radicales et un consensus.

La vision globale du développement économique pour les trois prochaines années 2017-2019 est à approfondir. Il faut en effet rentrer dans les chiffres avec précision et tout recadrer.

La lutte contre la malversation exige de son côté une exécution accélérée et un suivi attentif, notamment en termes de textes juridiques et de dispositifs opérationnels.

Quant à l'emploi, l'encouragement des microcrédits servira d'appoint aux nouvelles créations escomptées de l'investissement public et privé. L'enveloppe de 250 MD alloué à des microprojets, dont le ticket moyen est de l'ordre de 5 000 D, permettra de générer près de 25 000 sources de revenus.

Pour Youssef Chahed, la véritable réussite de la conférence Tunisia 2020 doit être confirmée par la réalisation des investissements annoncés. Pour absorber utilement les 34 milliards de dinars, il faudrait imaginer différentes façons de les canaliser. L'une des idées serait de créer un fonds dédié à l'infrastructure, alimenté par une mise initiale de la CDC et ouvert, en tant que véhicule financier, à divers investisseurs. Confié à une gestion de haut niveau, aux normes professionnelles internationales, il aura à mobiliser les ressources nécessaires pour de grands projets d'infrastructure. Ce fonds absorberait 3 à 4 milliards de dinars et il faudrait concevoir d'autres véhicules et d'autres approches pour les autres secteurs et projets.

L'essentiel pour le chef du gouvernement est de créer une réelle dynamique économique à fort impact social dans les régions. Un bon retour sur la production commence à poindre dans nombre de secteurs. L'extraction du phosphate s'est accrue à 500.000 tonnes

en novembre dernier, augurant une production annuelle de pas moins de 6 millions de tonnes par an. Le tourisme tarde encore à reprendre, mais les tendances sont à l'optimisme. Quant à l'agriculture, elle promet, grâce à la bonne pluviométrie, une saison au-dessus de la moyenne qu'il faut bien soutenir et mettre à la disposition des agriculteurs tous les moyens nécessaires. Sur le plan politique, Youssef Chahed sait qu'il doit s'employer à finaliser la mise en place des institutions constitutionnelles qui n'ont pas encore vu le jour, et œuvrer à la tenue, le plus tôt possible, des élections municipales, dans des conditions d'indépendance, de liberté et de transparence. Mais aussi consolider la mobilisation politique et parlementaire autour de son gouvernement. Son approche sera: plus de dialogue et plus de concertation. S'il doit pourvoir au poste de ministre des Affaires religieuses resté vacant depuis le limogeage d'Abdeljélil Ben Salem, début novembre dernier, il n'envisage pas de procéder à un remaniement ministériel, confie-t-il à Leaders. La consolidation de la sécurité et de la défense constitue une haute priorité pour le chef du gouvernement. L'entrée en service d'un centre de renseignements, tout récemment créé, sera d'un apport substantiel. Aussi, une vision nouvelle est à développer pour ce qui est des forces sécuritaires. Happées par la pression du quotidien, elles n'ont pas bénéficié de suffisamment d'attention et de réflexion quant à la restructuration de leur organisation, d'où l'importance de cette nouvelle vision. Le chef du gouvernement n'oublie pas qu'il doit prêter attention à la culture. Toute une stratégie qui se veut innovante vient d'être adoptée en Conseil interministériel, dotée de pas moins de 30 MD et dédiée essentiellement à la promotion des activités culturelles dans les régions, l'aménagement de places des arts et l'encouragement de la production littéraire et artistique. Dès à présent, il a engagé les préparatifs pour la gestion de la nouvelle Cité de la Culture, érigée sur l'avenue Mohamed-V au cœur de la capitale, et qui doit ouvrir ses portes à la fin de cette S'il compte poursuivre ses visites dans les régions, le chef du gouvernement prévoit également une série de déplacements à étranger au cours du premier semestre 2017. C'est ainsi qu'il

se rendra au Forum économique de Davos qui se tiendra du 17

au 20 janvier et une visite en Allemagne est programmée. Fort

probablement, il aura à se rendre à Washington au printemps

prendre contact avec la nouvelle Administration Trump et

rencontrer les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale. Par

ailleurs, une tournée en Afrique subsaharienne figure sur son agenda.

Elle devra le conduire au Burkina Faso, au Niger et au Soudan.



Choisissez votre logement dans un endroit magique et profitez de notre offre exceptionnelle du 21 Novembre 2016 au 31 Janvier 2017







Deux superbes résidences à Ennasr 2 aux couleurs de la nature





Le Patio

Kenza

- Duplex, S+1,S+2,S+3 de Très Haut Standing
- Cuisines Installées et Equipées
- Chauffage Central et Climatiseurs
- Jardins Collectifs et Privatifs

Double Vitrage

Meilleurs rapport qualité prix

Remise des clés immédiate

Nous contacter: 27349005 - 55401020

Boulevard Hédi Nouira Résidence Amira Ennasr 2 Tél : 71. 827. 300 / Fax : 71. 827. 348



GAMMARTH IMMOBILIERE
SA au capital social de 1 000 000 DT
Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
Immeuble AL KARAMA HOLDING
Les berges du lac Tunis 1053
MF: 425194L/P/M/000
TEL:+ 216 71 962 218 - +216 71 960 100
GSM: +216 98 910 000 - Fax: +216 71 962 175
www.gammarth-immobiliere.tn
Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant A.O. N° 33/2016

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable pour le compte de l'Etat tunisien de Sept (07) Biens Immobiliers sis à Alain Savary, à Manzeh V, à El Manar-Tunis-, à Chott Mariam, à Hammam Sousse, à El Kantaoui et à Sahloul (en Lots séparés):

Lot	Nom du Bien	Titre Foncier	Emplacement/Adresse	Descriptif	Sup. Terrain	Sup. Couv.
1	Florallis	119249 sousse 117808 sousse 128830 sousse 23600 sousse 28003 sousse 82729 sousse 29745 sousse	La zone touristique El Kantaoui-Sousse. Angle avenue les palmiers et rue Sidi El Kantaoui en mitoyenneté avec l'hôtel « Vincci Desde Arcobaleno » et à proximité du port El Kantaoui et Aqua Palace	Une résidence principale d'une superficie couverte de 1 383m², 08 bungalows, un espace aménagé et un Salon de Thé loué	5 121 m²	2 590 m ²
II			Angle rue Ezzine Ben Hmida et rue El Misk, dans un quartier résidentiel chic à quelques mètres de la plage de Chott Mariem à proximité de l'hôtel « Diar Mariam » et à 15 minutes du port de plaisance et du terrain de golf El Kantaoui	Une résidence principale d'une superficie couverte de 581 m2, une annexe (un espace de détente) de 80 m2 et un parking de 80 m2	1 447 m ²	741 m ²
Ш	III El Karam 99337 Sousse		N°03, angle rue Mohamed El Djerbi et rue Bechir Salem Belkhireiya Sahloul 1- Sousse dans un quartier résidentiel à proximité de l'hôpital Sahloul	Villa composée de 04 étages et un jardin aménagé d'une superficie approximative de 84 m²	325 m ²	729 m²
IV	«Lucienne Thérèse» 112430 Tunis		N°32, angle avenue Louis Braille et rue Claude Bernard, Alain Savary,Tunis (Ex-Restaurant El Khalil)	Villa (R+1) ainsi que le fonds de commerce avec ses éléments corporels et incorporels	406 m²	412 m ²
V	Camélia	40558 Tunis	05, Rue El Hafsides, Menzah V, Tunis. A proximité du complexe commercial «Cité Jamil» et du centre culturel et sportif d'El Menzah VI	Villa principale (299 m2) Appartement au RDC : S+1 (90 m2) Appartement au 1er étage : S+2 (100 m2)	725 m2	489 m²

Lot	Villa	Titre Foncier	Adresse	Descriptif	Sup. Terrain	Sup. Couv.
VI	VI Villa 58962 Tunis		62, Av. Salah Ben Youssef, El Manar-Tunis A quelques minutes du complexe commercial et de loisirs d'El Manar et Cité Ennasr	Villa composée de trois étages et d'un jardin aménagé d>une superficie approximative de 90 m2	583 m ²	617 m ²

Lot	Terrain	Titre Foncier	Emplacement	Superf.	Caractéristiques
VII	Océane	3265406/4866048 parts dans l'indivision du TF 93485 Sousse	Terrain nu clôturé à côté de la route touristique de Hammam Sousse, Avenue 14 janvier et à 100 m de la plage	1 600 m ² environ (04 lots)	Habitat Individuel Isolé et jumelé R+2 R+1 et

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobilière.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière.

Tous les biens objet de la cession sont libres de tous droits ou hypothèques à l'exception du lot VI et relèvent de la propriété privée de l'Etat tunisien. La propriété a été acquise par l'Etat aux termes des décisions de confiscation et en application du Décret-loi n° 2011-13.

Les personnes intéressées par l'acquisition des biens objet de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant auprès des autorités locales et des services techniques compétents de leur vocation avant de participer à la présente procédure de cession.

La vente porte sur les lots dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers techniques et juridiques sous sa propre responsabilité. Gammarth Immobilière et l'Etat garantissent que la possession soit paisible contre les troubles de droit du fait des tiers - garantie incidente et appel en garantie.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du 12 Décembre 2016 au 18 Janvier 2017. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200 DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Chaque candidat est admis à participer à un ou plusieurs lots séparément. Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre central de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n° 33 /2016

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenu des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C et fixé à cinquante mille dinars (50 000 DT) pour le lot l et à Dix mille dinars (10 000 DT) pour chacun des lots de II à VII.

La date limite de remise des offres est fixée au Jeudi 19 Janvier 2017 à 15H00, le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. La séance publique d'ouverture des plis sera tenue le même jour à 15H30 au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent cinquante (150)** jours à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+21671960100 ou + 2167196218 ou + 21673369037 ou + 21698910000)

En couverture En couverture

Noureddine Tabboubi

Le syndicaliste pragmatique

- Sera-t-il le successeur de Hassine Abbassi?
- Sa vision, son programme

Sauf surprise de dernière minute, Noureddine Tabboubi sera l'élu, ce 25 ianvier, du 23e congrès de l'Ugtt, à la tête de la centrale syndicale historique et jamais aussi puissante. A 55 ans, natif de Béià, père de quatre enfants, ouvrier de base à la société publique Ellouhoum, ce potentiel successeur de Hassine Abbassi a gravi en 26 ans d'action militante continue tous les échelons jusqu'au bureau exécutif de l'Ugtt et à une fonction éminemment importante. Lors du congrès de Tabarka en 2011, Tabboubi était en effet élu secrétaire général adjoint chargé des structures et du rèalement intérieur.

Une vocation devenue une spécialité et un poste-clé qui lui fait tenir l'appareil et gérer la «machine». S'inscrivant pleinement dans la ligne achouriste, fidèle à l'héritage de Farhat Hached et Habib Achour, les deux grands leaders du mouvement ouvrier tunisien, se projetant dans la continuité avec une réelle valeur aioutée, il s'affirme en syndicaliste pragmatique, mais aussi rénovateur. Comme il le confie à Leaders. révélant les grandes lignes de son programme... de candidat, en attendant d'être élu.→

oureddine Tabboubi n'avait que 29 ans seulement en 1990 quand, fort engagé dans les revendications des salariés de la société Ellouhoum en charge d'apporter l'appoint nécessaire en viandes au marché tunisien, il se trouve porté à la tête du syndicat de base. Spontanément et avec beaucoup d'ardeur, il se lancera dans le combat qui le mènera quelques années plus tard à rejoindre l'Union régionale de Tunis en qualité de secrétaire général adjoint chargé du règlement intérieur et la section du Grand Tunis de la Fédération de l'agriculture, en tant que secrétaire général. Deux postes- tremplins qui vont le faire élire en 2009 secrétaire général de l'Union régionale de Tunis, un bastion des plus forts en nombre de structures de base, d'adhérents et de poids économique et syndical. La voie des instances exécutives centrales commencait à s'ouvrir à lui. En 2006 déjà, lors du 21e congrès tenu à Monastir, Noureddine Tabboubi en avait pris un bon goût. Président de la commission du règlement intérieur (toujours la même spécialité), il avait vécu en direct l'architecture des congrès, observé attentivement le jeu des alliances et des confrontations, compris le mode d'activation des leviers et leur fonctionnement. Ces enseignements lui seront utiles lors du 22e congrès à Tabarka qui le propulsera au cœur du dispositif, place Mohamed-Ali, dans le bureau le plus proche de Hassine Abbassi.

Le bureau ouvert, le cœur aussi, et la parole ferme

Fibre sociale, ADN de syndicaliste, Tabboubi a toujours gardé la porte de son bureau ouverte, recevant tous ceux qui demandent à le voir, prêtant écoute, apportant réconfort, fournissant soutien financier, n'hésitant pas à intervenir immédiatement pour réparer une injustice, résoudre un problème, arbitrer un conflit, rappeler à l'ordre un camarade indélicat. En un mot, un style de «syndicaliste classique, traditionnel», comme du temps des pères fondateurs de l'Ugtt.

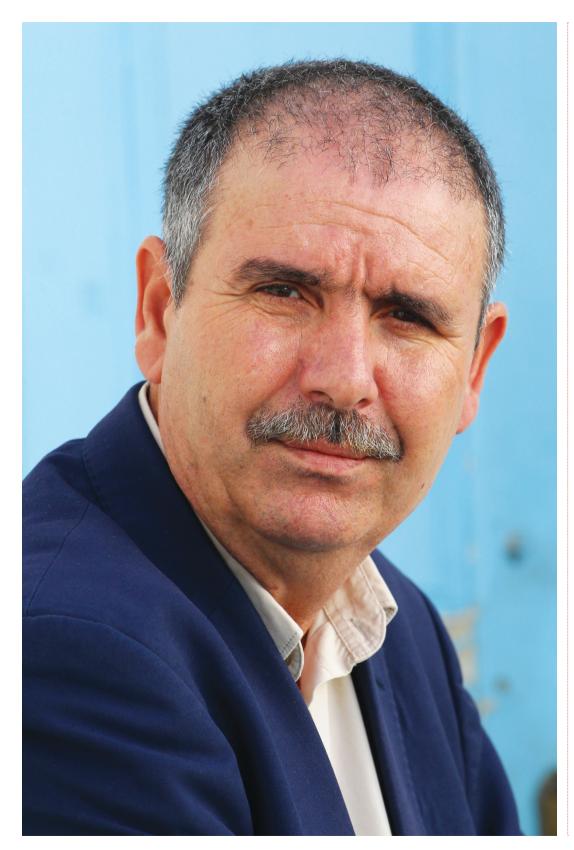
Cette action au quotidien qui le garde en connexion directe avec «la machine», si absorbante qu'elle soit, ne l'empêche pas cependant de s'impliquer dans les grands dossiers stratégiques aux côtés de Abbassi et des autres dirigeants de la centrale. Bien qu'il se tienne discret, évitant les médias, il a en fait son mot à dire et n'hésite pas à l'exprimer en toute clarté sur un ton bien ferme au sein des instances internes, comme lors des séances de travail officielles.

«Ma vision, mon projet»

«Si j'ai cédé aux pressantes sollicitations pour me présenter à la succession de Hassine Abbassi, confie Noureddine Tabboubi à Leaders, c'est pour parachever une œuvre renouvelée depuis la révolution, dans la continuité de ce qui a été initié par Hassine, en lui apportant une bonne dose d'innovation et de valeur ajoutée. J'entends en effet poursuivre et renforcer davantage cet accompagnement des transitions, non seulement sur la scène publique tunisienne, mais aussi au niveau de la pensée syndicale et de la pratique militante.»

Le gardien du temple

En gardien du temple syndical, Noureddine Tabboubi se tiendra vigilant quant à deux



piliers fondamentaux. « D'abord, celui du rôle patriotique que l'Ugtt n'a cessé depuis Hached et continue de jouer aujourd'hui, nous dit-il. Sa contribution dans la protection et la consolidation du processus de transition en initiant le Dialogue national et en le faisant aboutir au consensus en est une nouvelle illustration bien édifiante. Pour s'en convaincre, il suffit d'imaginer l'ampleur des risques de dérapages, d'affrontements, voire de guerre civile qui guettaient alors la Tunisie et menaçaient sa stabilité, comme cela s'est passé dans d'autres pays du «printemps arabe», la Syrie et la Libye notamment.»

Le deuxième pilier auquel tient précieusement Tabboubi, c'est le rôle social de l'Ugtt, dans l'indépendance et la neutralité. «Nous devons assurer la défense des intérêts de la classe ouvrière à travers le mécanisme du dialogue et de la négociation, tout en prenant en considération l'intérêt national», souligne-t-il.

«Ces deux dimensions, patriotique et sociale, sont essentielles, estime le très probable futur secrétaire général de l'Ugtt, surtout dans cette conjoncture fort pressante. La Tunisie aborde à présent une phase bien difficile qui exige davantage de dialogue, de partenariat et de consensus entre toutes les forces nationales, pour mettre en œuvre les grandes réformes sociales, comme celle des caisses d'assurance sociales et de maladie et l'institutionnalisation du dialogue social.»

L'interne aussi!

Au sein même de l'Ugtt, Noureddine Tabboubi considère qu'il y a une valeur ajoutée à apporter. «Nous devons engager des réformes profitables à notre centrale syndicale, annoncet-il. Je travaillerai avec mes collègues et nos instances sur la refonte de l'organisation structurelle, l'ancrage des pratiques démocratiques dans la prise de décision et le fonctionnement de tous les rouages. C'est notre esprit démocratique et notre sens de l'entente qui ont jusque-là préservé l'Ugtt des tiraillements et lui ont permis de faire face aux crises et de les surmonter. Nous devons persévérer et aller encore de l'avant.».

Aondher Bedhiafi

Leaders N°68 • Janvier 2017 | 44

OUVERTURE DE 2 NOUVELLES

AGENCES BT



EL MREZGA

Cité El AGBA, Route de Khénis - 5000 Monastir Tél: 70 025 126 / Fax: 70 025 526

Cité El WAFA, Route de Hammamet - 8000 Nabeul

Tél: 70 025 125 / Fax: 70 025 525

Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn



Gestion du retour des jihadistes

L'ARP doit trancher et un pôle dédié est indispensable



Mohamed Nafti

Affaire urgente et question politique d'importance, la question du retour des jihadiste est aussi hautement sécuritaire exigeant une préparation immédiate et concertée. Dans l'exercice de ses responsabilités, l'Assemblée des représentants du peuple doit se prononcer clairement, non seulement au niveau du principe, mais aussi quant au processus de démobilisation, de réhabilitation et de réinsertion dans la société. Eclairages.

a Tunisie sera à un moment ou un autre confrontée au retour d'un nombre important de jihadistes qui s'enfuiront des zones de conflits en Syrie, en ■ Irak et en Libye. A travers les médias, des voix commencent à tirer la sonnette d'alarme et à s'inquiéter des conséquences graves qui pourraient résulter de ce retour. Et malgré la position claire du chef du gouvernement, annoncée lors de sa première interview il y a deux mois, et celle relativement rassurante du président de la République ces derniers jours, l'essentiel de ce sujet n'est pas abordé. Il serait intéressant de traiter ce sujet d'une manière intégrale qui consiste à gérer ce problème épineux et le résoudre au niveau politique, sécuritaire, juridique et social.

Sur le plan politique, le but est d'assurer l'opinion publique par l'annonce de mesures concrètes visant la protection du territoire, des institutions et de la population sur le court et le moyen terme des dangers que constitue le retour des jihadistes. Le parlement (ARP), considéré à juste titre comme la plus haute institution représentative du peuple, doit assumer entièrement sa responsabilité pour se prononcer clairement sur le retour des jihadistes tunisiens et sur sa gestion. Cette opération pourrait comporter un processus de démobilisation, de réhabilitation et de réinsertion dans la société. Mais avant tout, l'ARP devrait en premier lieu trancher la question du retour des jihadistes et «légitimer» un processus de gestion. La décision mérite d'être prise par consensus au sein du parlement et communiquée à l'opinion publique et sera d'un soutien capital pour le gouvernement dans cette épineuse

Le gouvernement devrait ainsi entamer, sans tarder, les préparatifs de la gestion du retour. Cette opération est une affaire urgente et complexe qui demande une large opération de planning, de coordination et de préparation. Avec l'écroulement de l'Etat Islamique (Daech), la Tunisie va avoir des centaines, peut-être même quelques milliers de jihadistes, qui vont revenir au pays dans les semaines à venir. Le gouvernement n'a d'autres choix que de mettre les bouchées doubles pour se préparer à ce retour massif. Les expériences vécues dans certains pays européens laissent émerger quelques initiatives porteuses de beaucoup de solutions et d'espoir dans le bon déroulement de cette opération.

La question du retour est une affaire urgente. Ce n'est plus un scénario parmi tant d'autres qu'il faut imaginer mais une bien belle réalité. Tous les experts conviennent que les jours de Daech sont comptés. En Syrie et en Libye, l'organisation terroriste est en phase de désagrégation. Elle vient de perdre Alep et Syrte, ses deux plus importants fiefs. Beaucoup de ses chefs opérationnels ont été liquidés. Tactiquement, ses troupes sont vaincues. Le soutien financier commence à tarir et la logistique ne suit plus. Bientôt les jihadistes vont déferler sur Tunisie et il sera inutile d'improviser des solutions précipitées pour gérer leur affluence. On n'a pas encore digéré les leçons des réfugiés venus de la Libye en février 2011. Cette fois, il faut ajouter la menace potentielle que présente chaque individu qui revient au pays. 2 000 ou 3 000 jihadistes représentent une véritable armée capable de mettre en péril la population et les institutions s'ils ne sont pas pris en charge dès leur retour. Cette prise en charge doit inclure la mise→

GARANTIE

أمي للتأميين AMI Assurances

ASSISTANCE MOBILITÉ



MI met à votre disposition un véhicule de remplacement pour vous « particuliers »

ami offre le service à domicile exclusivement pour vous sous certaines conditions de souscription





en partenariat ave



→ en œuvre d'une opération de gestion du retour. Elle implique la désignation d'un pôle de gestion qui va procéder au planning, à la préparation de l'infrastructure d'accueil. Et bien sûr, cette opération exigera un coût financier.

La gestion est avant tout sécuritaire. La première phase du processus devrait concerner le tri. Il s'agit, sur la base d'un effort de renseignement avec les différents acteurs présents dans les zones de conflit, de rassembler le maximum de données sur le séjour des jihadistes et leurs accompagnateurs dans ces lieux. Ce travail incombe en premier lieu aux services de sécurité du ministère de l'Intérieur qui va solliciter la coopération des services de Syrie, d'Irak, de Libye, mais surtout américains, français, britanniques, turcs et algériens et autres, si nécessaire. Le tri va permettre de constituer un dossier détaillé pour chaque individu et le classer suivant son comportement durant son séjour dans les lieux de conflit. La procédure judiciaire suivra de très près ce processus et en constituera la deuxième phase. Sur la base du dossier individuel, le juge entamera son travail. Il sera question de respect des droits de l'homme sans aucun doute, la Tunisie étant un pays démocratique et un Etat de droit, mais la méfiance est de rigueur. Ces individus sont partis faire la guerre de leur propre gré. Ils sont restés longtemps dans un environnement marqué par la violence extrême, ont participé à différentes actions de combat et ont peut-être commis des exactions sur des civils désarmés ou des militaires prisonniers. En un mot, il est possible qu'ils aient commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, ce qui est passible de peines conséquentes. D'autres ne seront pas soupçonnés d'actes criminels mais le fait de vivre dans un climat de terreur et de violence extrême marquera leur esprit à vie. D'autres aussi auront éventuellement, durant le reste de leur vie, une inclination pour le crime et la vengeance et n'hésiteront pas un jour à commettre des atrocités.

C'est ce côté psychique qui mérite le plus d'attention dans le processus de gestion du retour des jihadistes. Il sera nécessaire, durant la prise en charge, d'inclure tous les individus dans un programme de déradicalisation en vue de les réhabiliter et les insérer dans la société. Même s'il n'y a aucun soupçon envers l'individu qui revient de ces lieux de conflit, il est nécessaire de le mettre en quarantaine pour une période déterminée, le surveiller avant de décider de sa libération définitive des camps de réhabilitation. Le problème se pose aussi pour les accompagnateurs des jihadistes, les membres de sa famille. Les femmes ne seront pas exemptées de cette opération et suivront le même processus. Mais les enfants mineurs et les bébés recevront un traitement exclusif.

En conclusion, on dira que le problème du retour des jihadistes est une affaire qui presse et ne devrait plus être différée. Le danger est imminent et il importe d'anticiper une préparation judicieuse qui sera initiée suite à une décision consensuelle des représentants du peuple et un appui sans faille au gouvernement. Ce dernier sera chargé de mettre en œuvre une opération d'accueil, de tri et déclenchera une procédure juridique pour gérer tous les cas qui méritent une traduction devant la justice. Ceux qui seront hors de tout soupçon passeront une période de réhabilitation avant d'être intégrés dans la société.

M.N.

Agence de conseil en communication









Des professionnels à l'écoute

Avec un peu d'épargne, réalisez vos rêves et concrétisez vos projets... Fructueuse, disponible et généreuse... Epargne El khir vous donne accès au crédit qui vous convient, aux meilleures conditions.

سبّق الخير... تلقى الخير بزايد.

ATB TUNISIE

Education

Priorité à l'excellence et l'équité sociale et régionale

au Maroc.

Habib Touhami

Si, faute de temps et de movens, la Tunisie ne peut pas procéder à la réforme concomitante de tous les niveaux de l'enseignement, cette œuvre ne doit pas être réduite à l'aménagement des vacances scolaires et à la réfection des murs, mais toucher à l'essentiel. C'est-à-dire la quête de l'excellence et de l'équité sociale et régionale. Analyse. On ne saurait apprécier l'évolution des caractéristiques éducatives de la population tunisienne (analphabétisme scolarisation, répartition de la population selon le niveau d'instruction) avec le recul et l'objectivité nécessaires sans revenir brièvement sur le bilan éducatif laissé à la charge de la Tunisie indépendante par le colonialisme français.

n 1956, le pays comptait 5 125 instituteurs dont 3 637 Tunisiens, 1 957 professeurs et autres enseignants dans les établissements du second degré, 729 établissements du primaire et 104 établissements du second degré. En 1956, le taux global d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus atteignait 84,7% en Tunisie (96% pour les femmes et 74,5% pour les hommes). En 1960, le taux d'analphabétisme des adultes était de 76% en Tunisie, 88% en Algérie et 89%

Quant au taux de scolarisation, il atteignait à peine 30% en Tunisie, 20% en Algérie et 17%

Le bilan éducatif du colonialisme français au Maghreb n'a donc qu'un rapport lointain avec la « mission civilisatrice » dont la France se targuait pour justifier sa mainmise politique et économique sur la région. En fait, « l'œuvre scolaire » de ce colonialisme n'a jamais pu dépasser le postulat de l'infériorité de l'indigène. Le bilan infirme en tout cas la thèse largement répandue dans certains cercles en France et ailleurs selon laquelle ce bilan serait, malgré tout, «globalement positif».

Quoi qu'il en soit, le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus, c'est-àdire le rapport entre les effectifs des analphabètes âgés de 10 ans et plus et les effectifs de la population âgée de 10 ans et plus, serait de 18,8% en 2014 selon le Rgph. Il atteint 12,4% pour le sexe masculin et 25,0% pour le sexe féminin. Plus de 1,7 million sont analphabètes en 2014 dont 1,16 million de femmes. Nous sommes évidemment loin des 84,7% hérités du colonialisme, mais le taux d'analphabétisme reste élevé malgré les efforts consentis depuis une soixantaine d'années.

Evolution du taux d'analphabétisme (10 ans et plus)

	1956	1966	1975	1984	1994	2004	2014
Hommes	74,5%	53,9%	42,3%	34,6%	21,3%	14,8%	12,4%
Femmes	96,0%	82,4%	67,9%	58,1%	42,3%	31,0%	25,0%
Global	84,7%	67,9%	54,9%	46,2%	31,7%	22,9%	18,8%

Quant au taux global de scolarisation, il n'a pas cessé d'augmenter après l'Indépendance passant de près de 29% en 1955-56 à 71% en 1967-68 et à 86,2% en 1994 et à 95,8%

Source: INS

→en 2014. Il s'est stabilisé pour la période 2004–2014 entre 95 et 96% après avoir enregistré des bonds significatifs par genre et par milieu depuis 1956. Le taux global de scolarisation des enfants de 6 ans aurait atteint 99,5% en 2015-2016; 99,1% pour la tranche d'âge 6-11 ans dont 99,2% pour les filles ; 94,3% pour la tranche d'âge 6-16 ans dont 95,7% pour les filles ; 81,2% pour la tranche d'âge 12-18 ans dont 85,9% pour les filles.

Taux de scolarisation 6-14 ans en %

Année	1994	2004	2014
- Masculin	89,0	95,5	95,5
- Féminin	83,2	94,7	95,9
-Global	86,2	95,1	95,8
-Milieu communal	92,2	96,8	97,7
-Milieu non communal	77,8	89,3	92,2
-Global	86,2	95,1	95,8

La population âgée de 10 ans et plus sans niveau d'instruction représente près de 19,0% de la population totale considérée en 2014. Elle représentait 63,4% en 1966 ; 46,2% en 1984 ; 31,7% en 1994 et 23,1% en 2004. A l'inverse, la part de la population âgée de 10 ans et plus d'un niveau supérieur d'instruction dans la population totale considérée n'a pas cessé d'augmenter depuis pour passer de 0,5% en 1966 à 2,4% en 1984; 3,8% en 1994; 7,9% en 2004 et 12,9% en 2014.

Population 10 ans et plus selon le niveau d'instruction en %

Niveau d'instruction	1966	1984	1994	2004	2014
Néant	63,4	46,2	31,7	23,1	19,0
Primaire	30,7	34,2	40,2	37,0	32,8
Secondaire	4,4	17,2	24,3	32,0	35,3
Supérieur	0,5	2,4	3,8	7,9	12,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Source: INS					

Nul ne peut donc contester l'avancée formidable que la Tunisie a réalisée dans le domaine éducatif au cours de ces soixante dernières années. Mais la massification accélérée de l'enseignement à laquelle elle a été obligée de recourir pour réaliser cette avancée a fini par développer des effets pervers allant à l'encontre de l'équité et de la performance que l'on doit attendre de tout système éducatif dans un régime républicain digne de ce nom.

Ces effets sont suffisamment parlants pour inciter l'Etat, les enseignants, les parents, les pédagogues et les syndicats à se convaincre que la Tunisie ne peut plus continuer sur cette voie suicidaire. Une réforme d'urgence s'impose donc et elle doit commencer par le niveau supérieur et la formation professionnelle, sinon le chômage des diplômés du supérieur atteindra un taux dépassant très largement 50% dans la décennie à venir. Il serait absurde et totalement irresponsable de retarder indéfiniment la mise en œuvre de cette réforme au motif fallacieux que toute réforme de l'éducation doit commencer par le commencement, c'est-à-dire l'école de base.

Tel qu'il est, le pays ne peut pas procéder à la réforme concomitante de tous les niveaux de l'enseignement. Il n'en a ni les moyens, ni le temps. Il lui faut donc faire un choix clair et ferme, et ce choix s'impose de lui-même, faute de quoi la Tunisie continuera à sacrifier des générations entières de diplômés et de non-diplômés sur l'autel du corporatisme et de la bienséance.



En tout état de cause, la réforme de l'enseignement primaire et secondaire doit suivre son cours. Mais elle ne doit pas être réduite à l'aménagement des vacances scolaires et à la réfection des murs, mais toucher à l'essentiel, c'est-à-dire la quête de l'excellence et de l'équité sociale et régionale. S'agissant d'un problème chargé de passion au sujet duquel chaque partie avance masquée sans prendre en considération l'intérêt général et la sacralisation de l'école, le salut doit venir d'une prise de conscience salutaire et collective.

Mais si ce n'est pas le cas, si le débat national sur la réforme du système éducatif continue à être parasité par des querelles secondaires ou dérisoires, si chaque partie campe sur ses positions, le devoir commande de passer outre et de tracer le chemin en faisant fi de tous les blocages, de tous les corporatismes et de toutes les idées reçues. L'avenir de la Tunisie, de sa jeunesse et de son développement est à ce prix.

H.T.

Groupe Banque de l'Habitat



www.modernleasing.com.tn





Un compte de placement ouvert avec un taux de rémunération évolutif sur une période de 5 ans pouvant atteindre 8% du placement initial.

Pour plus d'informations, contactez l'une de nos agences la plus proche de vous.

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn

La politique extérieure du président Trump et le monde arabe



Ahmed Ounaïes

Depuis la Grande Guerre de 1914-18. il y a déjà cent ans, les Etats-Unis

tiennent un rôle central dans le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le rôle des Etats-Unis s'est encore étendu au domaine de l'assistance économique et des grands équilibres et, d'autre part, à la défense de l'ordre libéral dans sa double acception économique et politique. Les Etats-Unis ont volontairement assumé ce rôle et se sont donné les moyens de le remplir. Ce fait, inséparable de la politique extérieure des Etats-Unis, constitue l'une des données fondamentales de l'ordre mondial. Depuis lors, quatre facteurs ont contribué à changer l'ordre mondial et la posture des Etats-Unis.

abord, l'implosion de l'Union soviétique et le discrédit jeté sur la doctrine communiste en tant qu'alternative à la doctrine libérale: l'élimination consécutive de la tension Est-

Ouest, au cours des années 1990, cède la place à un faisceau de tensions de moindre intensité mais qui menacent la paix et la stabilité et qui défient la toute-puissance des Etats-Unis;

D'autre part, l'avènement de puissances secondes en mesure d'affirmer, sur le plan international, une concurrence économique de plus en plus forte et une capacité stratégique défiant la capacité et la centralité des Etats-Unis;

Par ailleurs, l'extension du terrorisme international qui s'attaque aux principales métropoles occidentales, dont Washington et New York, et qui se donne des bases territoriales dans diverses parties du Moyen-Orient, du Golfe et de l'Afrique du Nord, précipitant l'affaiblissement des régimes arabes et l'aggravation des courants migratoires;

Enfin, l'évolution libérale de la société américaine confère un rôle accru aux minorités, détermine de nouvelles exigences sociales et de nouvelles majorités électorales et tend à modifier l'équilibre politique intérieur; cette évolution provoque un durcissement du courant conservateur qui revient en force au sein du Parti républicain et qui renforce l'option isolationniste.

L'élection de Hillary Clinton aurait signifié la continuité de l'évolution libérale à l'intérieur et de la politique d'entente et de compromis à l'extérieur. C'est l'option que les électeurs de base ont soutenue le 8 novembre 2016 à la majorité de 52,5%. L'élection formelle de Donald Trump, acquise du fait d'un système électoral très particulier, est cependant confortée par une majorité numérique réelle du Parti républicain au Sénat et à la Chambre des représentants. Elle signifie un sursaut conservateur qui met un terme à la politique libérale et qui vise à rétablir le pouvoir de la hiérarchie traditionnelle à l'intérieur et la posture de puissance impériale à l'extérieur. Les deux courants sont ancrés dans la société américaine; ils coexistent de tout temps en une tension fondamentale qui s'exprime périodiquement aux échéances électorales, à travers quelques voix extrémistes qui sont rarement les voix des candidats majeurs. Le courant libéral, porté par deux grands Présidents, John Kennedy et Jimmy Carter, avait déjà fait évoluer la société ségrégationniste. Barack Obama, à son tour, a porté la dynamique libérale à un palier supérieur qui laissait espérer un dépassement de la tension. Or, la campagne électorale de Trump exprime avec violence l'exacerbation de la droite conservatrice et traduit la conviction d'un pan entier de la société américaine que la politique libérale dénaturait l'identité de l'Amérique profonde, qu'elle avait provoqué le désordre mondial et qu'il fallait mettre un terme au cataclysme. Comment esquisser, à un mois de l'élection du 8 novembre, la politique extérieure du Président investi? Nous explorons les discours et la caractérologie du candidat Trump, l'environnement proche du Président élu ainsi que les réactions de la scène mondiale. En général, le Président investi s'assigne une ligne plus modérée en interaction avec les institutions, gardiennes d'une certaine raison d'Etat. A Washington, les institutions sont déterminantes.

Le candidat Trump saisit imparfaitement les impératifs de la politique extérieure



DÉCOUVREZ LA NOUVELLE GAMME UTILITAIRE DE HYUNDAI H350





80 10 25 25 N° Vert

www.sotudis.com.tn

Chemin de réussite





→et les repères des relations internationales. Son discours repose sur des jugements à l'emporte-pièce et sur les points d'ancrage classiques de l'extrême droite. L'homme est en rapport direct avec les standards de l'opinion publique moyenne, loin des partis politiques et des cercles d'expertise : il traduit ainsi la sensibilité flottante, superficielle et très large. C'est ainsi qu'une certaine base sociale, inquiète et désarçonnée, se reconnaît dans son discours. L'opinion a toujours suspecté les politiciens et les élites de compliquer les choses, de brouiller la vérité, de dissimuler l'essentiel. Le simplisme est électoralement porteur.

Le contenu du discours reflète trois éléments : le repli identitaire, l'hypernationalisme et la suprématie impériale de l'Amérique, que le candidat Trump résume dans le slogan "Make America great again!" La référence aux valeurs est absente : les droits de l'homme. l'Etat de droit, la démocratie ne sont guère mentionnés. Quant aux libertés de propos et aux jugements-chocs qui heurtent la société bien-pensante, ils reflètent le profil des pionniers et des bâtisseurs rudes et roués qui croient dans la force, qui méprisent le faible, le résigné, le fatras du discours savant, et qui exaltent

la notion de achievement, la réalisation concrète. la volonté de détruire l'obstacle, de défier l'ordre établi et de changer le réel. Ces éléments de tradition et de caractère transcendent le raisonnement. Lorsque le Président investi sera appelé, en relation avec les institutions établies, à formuler une politique extérieure et à poser une démarche rationnelle, ces éléments ne disparaîtront pas, ils en formeront le substrat.

Nous pouvons dès lors extrapoler les grandes lignes d'une politique extérieure et de positionner éventuellement la Tunisie dans ce contexte. Dans certains champs d'action, les prémices sont sensibles.

Compte tenu de notre problématique, je m'arrêterai à quatre thèmes relatifs au monde

D'abord, un jugement de bravade : le candidat Trump répète en septembre 2016, dans un forum de NBC, un jugement déjà formulé dans le Wall Street Journal en 2011 : «Je n'aurais pas quitté l'Irak et abandonné le pétrole à l'Iran, dit-il, j'aurais saisi le pétrole de l'Irak et des zones contrôlées par l'Etat Islamique!» Son raisonnement est le suivant: «Nous entrons en Irak, nous dépensons 3 trillions de dollars, nous perdons des milliers de vies... et puis rien, nous en sortons sans rien. De tout temps, conclutil, le butin appartient au vainqueur.» Il ajoute «Il ne s'aoit nullement d'un vol. nous aurions privé l'Etat Islamique de remplir ses coffres et nous aurions remboursé les Etats-Unis pour le coût de son engagement au Moyen-Orient.» Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York, pressenti à un moment comme futur secrétaire d'Etat, soutient l'idée : «En état de guerre, tout est légal !».

L'idée est certes condamnée par de nombreux experts des relations internationales, elle ne sera vraisemblablement pas remise sur le tapis. Je la mentionne cependant pour illustrer le type de raisonnement qui anime Donald Trump et son équipe, et leur représentation du rôle des Etats-Unis dans le monde, en particulier dans le monde

D'autre part, un refrain majeur ponctue le discours de Donald Trump, son mépris pour l'Islam tel qu'il le voit : le déchaînement de la terreur, la destruction des Etats et la ruine du patrimoine, l'esclavage sexuel et l'égorgement, l'étalement cynique des

International

→ forfaits; les luttes sanglantes pour confisquer et monopoliser les Etats, l'extermination réciproque entre sectes ennemies; l'Islam incapable de bien-être collectif, voué à la spéculation, à la consommation aveugle et sans lendemain. Pour Trump, la conclusion est simple : éradiquer, tenir loin de l'Amérique les hordes barbares, détruire les foyers qui enfantent ces monstres!

Comment situer la Tunisie dans ce contexte? Nous traînons un contentieux : la Tunisie avait alimenté cet enfer en fournissant les proportions les plus élevées de volontaires parmi les combattants-terroristes. Pour la Tunisie, il faudra travailler, convaincre, dissiper l'amalgame, établir la distinction entre la masse des Tunisiens ainsi enrôlés et l'Etat moderne et tolérant qui lutte contre les extrémismes et qui édifie des institutions démocratiques au cœur du Maghreb arabe. L'image présente de la Tunisie est-elle suffisamment détachée de la Troïka pour fonder avec quelque crédit l'argument de la Tunisie étrangère à cet islam dévoyé, avorton de notre civilisation? D'autre part, quelle fiabilité subsiste pour le statut d'Allié majeur non membre de l'Otan? Dans cet effort, les institutions des Etats-Unis sont réceptives et peuvent aider la Tunisie à passer le cap, sachant que le parti islamique Ennahdha. aux origines du contentieux et objet constant de leurs attentions sympathiques, est partie prenante de la transition en cours.

3e appréhension. Devant le groupe de pression pro-israélien Aipac, le candidat Trump déclare le 21 mars 2016 : «Je reconnaîtrai Jérusalem comme la capitale d'Israël et transférerai l'ambassade américaine dans la Ville sainte ; je le ferais (...) plutôt rapidement». Presque tous les candidats présidentiels passent par Aipac et font de telles déclarations. Or, le vice-président Mike Pence, David Friedman et Jason Greenblatt, conseillers pour les questions israéliennes, affirment aussitôt que le Président investi passera à l'acte sans tarder.

Je rappelle qu'un tel acte constituerait une violation de la résolution 478 du Conseil de sécurité du 20 août 1980.



D'autre part, en réaction à la résolution du Conseil exécutif de l'Unesco du 18 octobre 2016 sur la protection du caractère arabe de Jérusalem, un rassemblement juif de protestation se tient dans la Ville sainte le 26 octobre ; par vidéo, Trump s'adresse spécialement à cette manifestation; il rappelle son engagement pour Jérusalem et ajoute: «Ensemble, nous ferons face à l'ennemi tel que l'Iran, qui se dit voué à détruire Israël». Trump avait déjà qualifié l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien de "catastrophique", il pourrait aussitôt passer à l'acte. Sur la prolifération nucléaire, tout est possible pour Donald Trump : il a déjà invité le Japon et la Corée du Sud à se doter de l'arme nucléaire pour pouvoir neutraliser la Corée du Nord.

Au Moyen-Orient, nous sommes devant deux risques sérieux : d'une part, la reconnaissance précipitée de Jérusalem comme capitale d'Israël et le transfert consécutif de l'ambassade américaine; d'autre part, une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, que le président Trump qualifierait aussitôt d'acte préventif et de mesure défensive.

La Tunisie a toute raison de redouter de tels précédents qui équivaudraient à rompre la garantie du droit international, à lâcher la bride aux forces hégémoniques dans diverses régions du monde et à soulever une vague irrésistible d'antiaméricanisme dans la région. Enfin, la mise en question des traités multilatéraux en matière de défense, de nonprolifération, de changement climatique et de libre-échange pourrait provoquer des réactions en chaîne qui élèveraient le niveau de violence dans le monde et qui affecteraient les grands équilibres. Relativement au monde arabe, il faudrait craindre le bouleversement de la carte politique. Relativement à la Tunisie, nous serions appelés à revoir les engagements de sécurité régionale.

A.O



www.tvaltrade.com

votre plateforme de négociation électronique



Accédez dès maintenant à votre plateforme Tval Trade :

- Passez vos ordres de Bourse et surveillez vos positions où que vous soyez.
- Accédez à votre portefeuille valorisé en direct.
- Suivez les cours, les graphes, les indices et les palmarès des valeurs en temps réel.





Société • Histoire

■ Les monts de Khroumirie



Mohamed-El Aziz Ben Achour

S'il est une période particulièrement noire de l'histoire moderne de la Tunisie c'est, sans conteste, les années 1860. En apparence, la décennie s'annonçait sous d'heureux auspices : en 1861, était promulgué le Qanoun, première constitution du monde arabe et islamique dans la foulée de la charte libérale de Ahd El Amen ou Pacte fondamental de 1857. →

n ensemble d'institutions consultatives, d'administration et de police était créé tandis que des tribunaux de diverses instances étaient constitués à Tunis et dans les grandes villes mettant théoriquement fin à la justice exercée par le Bey en personne. Mais tout cela n'était qu'illusion. Hormis une poignée de dignitaires du Bardo et de rares oulémas imbus de l'esprit réformiste, le monarque lui-même et l'essentiel de la classe politique et des lettrés restaient crispés sur un modèle despotique oriental.

La société, frappée de plein fouet par la crise de pans entiers de l'activité économique, la rapacité d'un pouvoir en faillite et une série de calamités naturelles, ne voyait dans toutes ces innovations qu'une inutile et dangereuse imitation de l'étranger. Ni exigence réformatrice du souverain ni doléance «civique» de la

population, ces réformes étaient en réalité l'expression de l'ingérence des puissances européennes dans les affaires tunisiennes. Malgré ses oripeaux « modernes », l'Etat n'apparaissait plus aux yeux des populations citadines, sédentaires et nomades que sous sa forme la plus détestable : celle d'un appareil entièrement voué à « faire suer le burnous » avec d'autant plus de rapacité que ses caisses étaient vides. En 1864, l'impôt de capitation (el majba), déjà lourd à supporter à 36 piastres, était doublé à 72. C'en était trop. Une révolte partie de la région ouest éclata en avril à l'initiative d'un homme de la tribu des Majer, du nom d'Ali Ben Ghedahem. La révolte prit rapidement l'ampleur d'un soulèvement général contre le doublement de l'impôt bien sûr mais aussi contre toutes les réformes. On réclamait la suppression des nouvelles cours de justice, lentes et à la procédure compliquée, et le retour à la justice traditionnelle des caïds et du bey. Surtout, les dignitaires

mamelouks et en particulier le puissant grand vizir Mustapha Khaznadar (1837-1875) furent accusés de tous les maux. Contexte précolonial oblige, les consuls européens à Tunis ne manquèrent pas d'exploiter la crise pour accroître leur emprise sur l'Etat tunisien. Le rôle du consul de France, de Beauval, fut, en cette occasion, particulièrement retors. Les témoignages du temps affirment qu'il établit des contacts secrets avec les insurgés et réussit à infiltrer leurs rangs par ses espions qui attisaient le feu de l'insurrection par des attaques en règle contre les ministres mamelouks et en particulier Mustapha Khaznadar que la France n'aimait pas car il était du «parti» anglais, rival des intérêts français en Tunisie.

Une fois les tribus et villes insurgées vaincues en juillet 1864, une répression féroce s'abattit sur les populations. Outre les exactions, familières en pays d'Orient, elle fut→



■ Mustapha Khaznadar, Premier ministre de 1837 à 1873 (coll. de l'Etat)

Leaders N°68 • Janvier 2017 60

■ Montagnards insurgés

déposer ne peuvent rien vous avoir dit de vrai. car ils sont tous dans l'ignorance complète de tout ce qui s'est passé. C'est moi seul qui ai amené le prince Sidy El Adel à la montagne, mais je ne l'ai engagé à cela que lorsque j'ai eu son assurance qu'il était entendu avec vous d'aviser aux moyens de faire disparaître de la Cour de notre maître (...) le Grec Khaznadar qui est cause de sa ruine et celle de la Régence.» Cubisol poursuit : «En élucidant toutes les particularités qui se rattachent à l'allée du prince(...) à la montagne et à son arrestation, il est permis de conclure que tous les princes étaient d'accord pour faire disparaître le khaznadar de l'administration et qu'un coup d'Etat était préparé par eux pour cela. Mais que voyant dans le départ spontané de Sidy El Adel ainsi que dans les effets qu'avait produit sa présence au milieu des insurgés, une certaine nuance d'ambition personnelle qui pouvait réussir surtout étant sous la direction de Si Mahmoud Gellouly dont l'intelligence était bien connue, ils aient voulu en paralyser les conséquences par son arrestation ainsi que celle des personnes qui par leur influence auraient pu mener les affaires dans le sens qu'ils avaient lieu de redouter.»

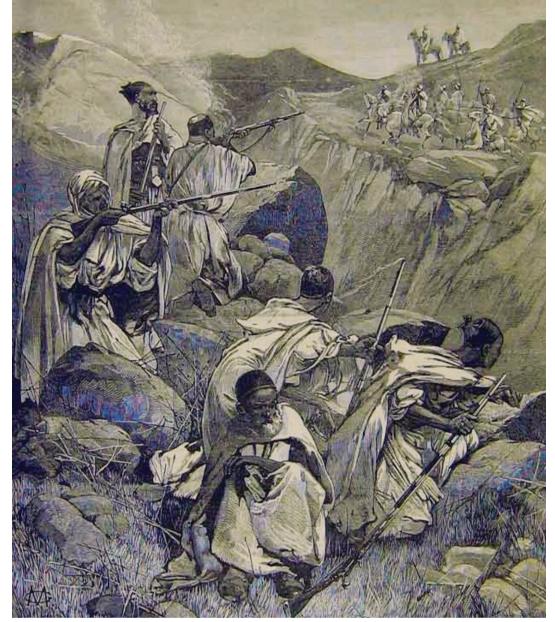
A l'occasion de l'exécution tragiquement spectaculaire des généraux Ismaïl et Réchid, les consuls de France et de Grande-Bretagne, ravis de donner au monarque une leçon d'équité et de modernité, lui adressèrent des lettres au ton comminatoire. Le vice-consul d'Angleterre, insinuant dans une lettre datée du 8 octobre et reproduite par Ben Dhiaf dans le tome VI de sa chronique que le bey n'avait pas intérêt à persister dans cette antique tradition des exécutions sommaires, lui rappelait que la Tunisie étant «proche de l'Europe», il n'y avait pas d'autre solution pour l'Etat beylical que d'adopter les mœurs politiques du temps sinon celles-ci finiraient par s'imposer à lui. Quant au consul de France de Botmiliau, il suggérait carrément à son ministre à Paris une occupation de la Tunisie, «annexion définitive à l'Algérie ou occupation temporaire à titre de gage.» (Jean Ganiage, Les origines du protectorat français en Tunisie, Paris 1959, p.311).

Le prince El Adel, que les conditions de séjour chez ses pauvres hôtes avaient éprouvé,



Cet épisode révolutionnaire et son épilogue tragique sont généralement connus des Tunisiens. Ce qu'ils savent moins, c'est que le mécontentement ne fut pas seulement le fait de la masse (al 'Amma, comme on disait à l'époque) mais qu'il avait aussi gagné les milieux aristocratiques. Et cela pour différentes raisons et en particulier les difficultés financières consécutives aux dépenses vertigineuses d'une élite sociale séduite par le luxe à l'européenne et l'hostilité au Vizir, accusé d'avoir incité le bey à recourir à la confiscation des fortunes pour renflouer les caisses de l'Etat. Le 11 septembre 1867, le bey fut informé que son demi-frère le prince El Adel, alors âgé d'une trentaine d'années, prétextant un déplacement au Bardo, avait quitté subrepticement son palais de La Marsa et s'était réfugié chez les montagnards de Khroumirie, eux-mêmes en insurrection depuis plusieurs mois. Il était accompagné de quelques compagnons et notamment d'un membre de l'illustre famille Djellouli, Mahmoud, petit-fils et homonyme du puissant Mahmoud (voir Leaders, mai 2016).

Indice de l'ampleur du mécontentement dans le milieu des dignitaires politiques, et des contrecoups de la terrible année 1864, El Adel semble avoir pris cette périlleuse décision en coordination avec l'héritier présomptif lui-même, Ali Bey, lui aussi frère de Sadok, qui aurait promis de rejoindre la révolte. Désigné à la tête de la colonne chargée de ramener El Adel et de châtier ses compagnons, il aurait changé d'avis en cours de route, et arrivé en Khroumirie, il fit arrêter tout le monde. Mahmoud Djellouli, avec un courage salué par les contemporains, ne manqua pas de lui en faire le reproche et il fut décapité sur-le-champ et sa tête expédiée au Bardo où elle roula aux pieds du pacha en présence des frères du supplicié. Un autre compagnon



exécuté. Au Bardo même, deux très hauts dignitaires mamelouks, Ismaïl Saheb Ettabaâ dit El Sunni et le général Réchid, héros de Crimée, tous deux en disgrâce depuis 1865, furent étranglés sans autre forme de procès le 4 octobre, le jour même où El Adel, ayant fait sa soumission à son frère Ali, donna sa version des faits. Etaient-ils de mèche avec El Adel ou bien ont-ils été victimes d'une inimitié du Khaznadar ou d'une rancœur cachée du bey? Nous ne le saurons jamais comme jadis le bey lui-même qui ordonna leur exécution sans même les avoir interrogés...Plusieurs arrestations eurent lieu dans les rangs des officiers du Bardo. D'autres officiers et des notables de l'intérieur

d'El Adel, Ahmed b. Taïeb El Fillali, fut

comme le vice-gouverneur (kahia) de Djendouba, Youssouf Ben Bishr, son fils et son frère furent menacés et ne durent leur salut que dans la fuite à Alexandrie.

Sur les objectifs de la révolte d'El Adel, la correspondance du consul du Danemark à Tunis, Charles Cubisol, étudiée et publiée par Ali Chénoufi (Khéredine et ses contemporains, Tunis 1990), nous donne en la matière un éclairage intéressant. Voici ce qu'écrit le consul à son ministre des Affaires étrangères à Copenhague dans un rapport daté du 19 octobre relatif à l'interrogatoire des révoltés par Ali, le bey du Camp: «Lorsqu'arriva le tour de si Mahmoud Gellouly, celui-ci dit à Sidi Aly Bey: ceux qui viennent de



■ Sadok Pacha Bey (1859-1882) (coll.de l'Etat)

Leaders N°68 • Janvier 2017 | 62

Société • Histoire

→ fut ramené en berline à Tunis en octobre. Son arrestation semble avoir été le résultat d'un guet-apens rendu possible par quelques chefs khroumirs insurgés qui, trahissant leur hôte, s'étaient ralliés à Ali Bey en échange de la promesse - toujours faite et jamais tenue en pays d'Orient -, d'une vie sauve (al amân). Ils vinrent tout contents au palais du bey, mais, nous dit Ben Dhiaf, ils furent battus à mort en guise de récompense et de pardon. El Adel Bey, claquemuré au Bardo, mourut le 5 novembre, un peu plus d'un mois après qu'Ali Ben Ghedhahem, le chef de l'insurrection populaire de 1864, mourut en captivité au bagne de La Goulette. La rumeur courut que l'un comme l'autre avaient été empoisonnés. Ainsi prit fin cette révolte où l'on vit un prince, que rien ne prédestinait à prendre la tête de montagnards insurgés, se réfugier dans les forêts de Khroumirie. La tentative tourna court mais elle donna une idée de l'ampleur des bouleversements qui affectaient la Tunisie depuis la révolte de 1864. Elle mit en relief aussi le désarroi des populations et la crise qui couvait au sein de l'élite au pouvoir. La protestation ne visa jamais Sadok Bey et le trône de ses ancêtres qui gardèrent aux yeux des insurgés de 1864, comme des révoltés de 1867, toute leur légitimité mais le système despotique qu'on persistait à réduire – assez injustement, il faut le dire - aux dignitaires mamelouks les plus influents.

Parmi les causes de l'échec de la révolte princière, il convient de mentionner la misère quasi-générale. Témoin des événements, Ben Dhiaf rapporte que la soumission des rebelles ralliés aux princes n'avait été possible que parce que les populations, victimes des exactions consécutives à la répression de l'insurrection de Ben Ghedhahem et à la disette, mouraient littéralement de faim.

Une fois la révolte réduite, le bey crut que les choses reprendraient leur cours. Il ne tira aucune leçon ni de la révolte de 1864 ni de celle de 1867. Politiquement, Le Bardo continua d'être soumis à l'autorité de Mustapha Khaznadar. Socialement, →



■ Ali Bey. Photographié ici à l'époque où il était le bey régnant (1882-1902)

■ Le Bardo au XIXe siècle



→ la situation était effroyable. Poussées par la misère, les populations rurales venaient en ville mourir de faim, de froid et de maladie. Ceux des leurs qui étaient restés dans leur territoire n'avaient plus rien à manger sinon des herbes, des racines ou des charognes. La seule mesure prise par le Bey fut de confier à des notables de Tunis de procéder à des distributions de mauvais pain. Face à l'ampleur du désastre (les cadavres jonchaient les venelles de la médina), ces malheureux furent conduits au cours de l'année 1868 jusqu'aux ruines du palais de la Mohammédia, à une trentaine de kilomètres de Tunis, où ils furent parqués. Cette épouvantable famine eut pour résultat un exode rural massif, le premier dans la Tunisie moderne et contemporaine, avant les grandes vagues d'émigration du XXe siècle.



La révolte du prince El Adel fut une autre expression tragique de la déliquescence de l'Etat et de la rupture définitive de l'équilibre traditionnel entre le pouvoir et la société. La révolution de 1864 avait consommé la rupture du milieu tribal non point avec le Bey, dont la personne et le trône de ses ancêtres gardaient toute leur légitimité.

La révolte d'El Adel Bey était aussi l'expression du mécontentement des plus riches, princes beylicaux et fils de grandes familles du Makhzen, ruinés par un train de vie dispendieux, endettés auprès de créanciers européens ou rançonnés par un Etat financièrement aux abois (la famille Djellouli, entre autres, toujours loyale, connut les affres de ces mutations sociales et de la rapacité du pouvoir après avoir naguère joui des avantages liés à sa proximité du pouvoir; d'où sans doute la rébellion du jeune Mahmoud).

Le drame est que les réformes initiées à partir de 1857 – et censées engager la Tunisie sur la voie du modernisme - étaient venues se superposer à une société en crise, à une économie frappée de plein fouet par la concurrence étrangère. Aussi furent-elles perçues comme une aggravation du caractère prédateur et inique du pouvoir et de ses agents en même temps que la manifestation d'une influence de plus en

Le prince Mahmoud, fils d'El Adel Bey mort en 1939, alors qu'il était prince héritier. plus forte, de plus en plus arrogante des représentants des puissances européennes accréditées à Tunis.

A la veille de la conquête française, le pays était en piteux état. La violence des années 1860 avait été telle qu'à un degré ou à un autre, chacun, à quelque milieu qu'il appartînt, avait un grief à l'égard du Bardo. A telle enseigne que, et après une période de résistance héroïque et désespérée (1881-1883) face à une armée française à la puissance redoutable, le protectorat (régime, rappelons-le, beaucoup moins agressif que celui mis en place par la France en Algérie) a sans doute été vécu, à ses débuts, comme un étrange et dramatique soulagement par une population exsangue et abasourdie par tant de tragiques bouleversements.

L'échec de l'entrée dans l'ère moderne par nos propres moyens nous infligea de nous adapter au monde dans l'humiliation de l'occupation étrangère. Paradoxalement, le Trône beylical, débarrassé de son caractère prédateur qui l'avait mis en péril en 1864 et en 1867, apparut durant toute la période coloniale, aux yeux de tous, comme un repaire familier et rassurant. Sa légitimité, jamais contestée, en fut ainsi prolongée jusqu'en 1957.

Md. A. B.A

N°68 • Janvier 2017 | 64

Société • Histoire Société • Histoire

M'hamed Chenik

Entre réalisations économiques et engagement politique, un parcours atypique



Safia Mestiri

Mesdames et messieurs Avant de parler devant cette si belle assistance du parcours de M'hamed Chenik, je voudrais rendre un hommage affectueux à la mémoire de mon père Saïd Mestiri qui a été le premier à écrire sur M'hamed Chenik et, bien sûr, Moncef Bey. Je voudrais également rendre un hommage respectueux et reconnaissant à la mémoire de deux grands historiens, Claude Liauzu et Hassine Raouf Hamza, qui m'ont encouragée dans le choix de mon sujet, qui m'ont facilité tous les accès à la recherche et qui m'ont encadrée par leurs connaissances. Enfin, un profond et affectueux hommage à Madame Annie Rey-Goldzeiguer gui m'a guidée, entourée et appris le métier d'historien. Très chère famille, permettez-moi de saluer votre doyenne, Madame Zohra Chenik épouse Mestiri, ma très chère mère, qui n'a eu de cesse

d'entretenir la mémoire de son "

père M'hamed Chenik.→

aussi connu dans le monde politique que le monde économique Aussi, afin de mieux cerner sa personnalité, je vais dire quelques mots sur son environnement

familial. Puis, je vais présenter rapidement ses réalisations économiques car mon ami Moncef Bouchrara est plus connaisseur en la matière. Dans un second point, je vais m'intéresser à son engagement politique. Si Noureddine Dougui en a brossé une partie, et enfin dans un dernier point je vais vous dire pourquoi j'ai qualifié son parcours d'atypique.

Quant à sa casquette de réformateur, mon cher camarade et ami Hédi Jalleb aura le soin de le présenter car il a très bien étudié la question.

Les réalisations économiques de M'hamed Chenik

M'hamed Chenik est né en décembre 1889, dans la Médina de Tunis, à la rue de l'Obscurité, Zankat Dhlem. Il est l'aîné d'une fratrie se composant de quatre sœurs et d'un frère.

Son grand-père, Hassan, faisait le négoce avec l'Egypte à l'aide de ses voiliers. D'après Ibn Abi Dhiaf, il faisait partie du Conseil des Dix. Son père, Mohamed, faitsait partie de la première promotion du Lycée Sadiki (1875); il était l'un des premiers greffiers du Tribunal de Tunis. Mais il démissionne pour devenir oukil. Il était membre du Cercle Tunisien, qui comptait entre autres Abdejelil Zaouche.

M'hamed Chenik poursuit ses études secondaires au sein du Collège Sadiki, mais en 1908, alors qu'il était élève en seconde, et qu'il était âgé de dix-huit ans, son père meurt brutalement d'une crise cardiaque. C'est la grande rupture dans la vie de M'hamed qui se retrouve d'adolescent lycéen, choyé en tant qu'aîné, en chef de famille ayant non seulement son propre destin à gérer, mais également ceux de sa mère et de ses jeunes frère et sœurs.

Il est obligé de quitter les bancs du Collège Sadiki, pour chercher du travail et pouvoir subvenir aux besoins de sa famille. Mais. cherchant à garder des liens avec les études, il s'inscrit aux cours du soir en comptabilité. C'est à partir de cette date qu'il est encadré par Abdejelil Zaouche, et qu'il appellera son père spirituel.

Zaouche, associé dans une minoterie avec les frères Ramella, le fait engager comme aide-comptable. Il ne restera pas longtemps dans cette minoterie, une altercation à cause de la guerre italo-turque, avec l'un des frères Ramella, l'oblige à quitter son travail.

Abdejelil Zaouche lui vient une nouvelle fois en aide et le fait embaucher dans une société commerciale, l'Union commerciale, L'Union commerciale va être la plateforme



de M'hamed Chenik. C'est là qu'il va découvrir toutes les ficelles du commerce tunisien, c'est là qu'il va apprendre le terrain. Petit à petit, il va gravir les échelons, d'aidecomptable, il devient cogérant; et en 1919, il va procéder à l'ouverture d'une succursale de l'Union commerciale à Marseille, pour écouler les produits tunisiens en Europe.

Son séjour en France et en Allemagne va lui faire découvrir une autre réalité et d'autres pratiques. Il est impressionné par la modernité et le progrès. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, la France est la première puissance économique. Et il va mesurer le fossé énorme qui sépare son pays de la France. Il est également très impressionné par la reconstruction de l'Allemagne, et le travail acharné des Allemands pour rebâtir leur pays dévasté par la guerre. A Marseille, il rencontre Cheikh Thaalbi qui l'informe de la création d'un parti tunisien, le Destour. Il y adhère avec le parrainage du Cheikh.

De retour à Tunis, il va se consacrer à la construction de l'économie tunisienne. Il va commencer par structurer et organiser le secteur afin de le protéger et de lui donner les moyens de lutter contre la concurrence des produits manufacturés venus d'Europe. Les Français de Tunisie ont bien leur Chambre de commerce, aussi avec le concours des gros commerçants, il va créer la Chambre tunisienne de commerce en 1921.

Il va constituer un groupe, celui de l'Union commerciale, et qui bénéficie d'un réseau basé sur les artisans des souks, les Djerbiens, les juifs tunisiens, les tisserands de Ksar Hellal. Des élections sont organisées et il sera le premier secrétaire élu de la Chambre tunisienne de commerce qui est très mal accueillie par les Français de Tunisie et particulièrement les membres de la Chambre de commerce de Tunisie.

A la suite de la Première Guerre mondiale. une crise économique qui sévit en Tunisie, du fait du manque ou plutôt de l'absence d'écoulement des produits tunisiens

N°68 • Janvier 2017 | 66 67 N°68 • Janvier 2017 Leaders





→ dans la métropole et qui restent sur le port de Tunis, les artisans des souks, les commerçants et les agriculteurs connaissent un véritable état de misère, et ils ne peuvent bénéficier des crédits bancaires qui ne sont accordés qu'aux Français.

Devant cette situation catastrophique, M'hamed Chenik et son groupe décident de créer une banque qui accordera des crédits aux seuls commerçants et artisans tunisiens.

Je voudrais ajouter deux points :

• Lors de son passage au sein de la Chambre de commerce, il instituera un système de bourses en faveur des étudiants tunisiens en France et la Chambre de commerce a construit la Maison de Tunisie.

L'agriculture

D'une parcelle de terrain qu'il loua, en 1921, à la famille de sa femme, les Chelbi, M'hamed Chenik devient l'un des plus grands exploitants agricoles puisqu'à la fin de sa vie, il possédait un grand cheptel et était à la tête d'un millier d'hectares.

La Coopérative tunisienne de crédit

Il faut dire qu'il y a eu création de plusieurs banques à l'époque, mais aucune n'a pu réussir, et encouragées par ces exemples, les autorités du protectorat accordent l'autorisation de la Coopérative tunisienne de crédit en 1922. Elle durera jusqu'après l'indépendance. Cette banque a été la soupape de sécurité de milliers de commerçants, d'artisans et même d'agriculteurs tunisiens. Devant son succès, la Coopérative tunisienne de crédit va subir deux tentatives de déstabilisation de la part de deux résidents généraux :

•La première en 1933, Manceron, désappointé par la victoire de la délégation du Grand conseil, conduite par M'hamed Chenik, président de la section tunisienne, qui a obtenu gain de cause devant le Parlement français. Ce dernier, convaincu par les doléances de la délégation devant l'état catastrophique de l'agriculture tunisienne, décide de dépêcher le député Tardy pour enquêter.

Quelques mois plus tard, le rapport Tardy vient confirmer les doléances des Tunisiens.

Manceron décide de punir Chenik, en posant des scellés sur la Coopérative tunisienne de crédit. En principe, pour une banque, les scellés signifient retrait des capitaux et faillite, mais c'est l'action inverse qui s'est produite. En effet, les clients de la Coopérative ont défendu leur banque en y déposant encore plus de capitaux et l'argent affluait de partout.

Le vice de forme trouvé par Manceron, c'est que la Coopérative accordait des crédits à des agriculteurs qui ne sont ni commerçants, encore moins artisans. Ce à quoi Chenik répondit qu'ils étaient commerçants en grain. Une affaire devant le tribunal de Tunis fut intentée et Chenik engagea l'avocat français Vincent Auriol, futur Président de la République. Le procès fut remporté et les scellés levés. La deuxième affaire fut intentée par Peyrouton en 1935. Pour punir M'hamed Chenik de s'être opposé énergiquement au sein du Grand conseil à la circulaire qui impose le visa du secrétaire général du gouvernement tunisien sur toutes les minutes des ministres, Peyrouton, par un autre décret, l'obligera à choisir entre le Grand conseil et la Chambre de commerce. Et lui intentera un procès par l'intermédiaire du Syndicat des tisserands à métier.

Chenik restera éloigné pendant une année du Grand conseil et de la Coopérative tunisienne de crédit, mais il reviendra très vite, et reprendra, à l'aide d'élections, le poste de président de la section tunisienne du Grand conseil. Il s'est également intéressé à l'industrie.



METTRE EN PISTE UNE ANALYSE PUISSANTE

POUR QUE VOS PLACEMENTS PRENNENT DE L'ENVOL

BH Invest a pour rôle d'accompagner les entreprises, les investisseurs et les particuliers dans leurs croissance. C'est un véritable partenaire et créateur de solutions financières innovantes: Gestion d'actifs, Ingénierie financière, Intermédiation boursière, Analyse & recherches.



Immeuble Assurances SALIM, Centre Urbain Nord - 1003 Tunis Tél.: +216 71 948 545 www.bhinvest.com.tn

Concrétisons vos projets! Découvrez nos crédits à l'immobilier

Vous rêvez de devenir propriétaire de votre logement ? Une occasion en or se présente ?

Vous souhaitez acquérir un terrain pour v construire la villa de vos rêves ?

Vous aimeriez construire ou agrandir votre maison?

Nous mettons à votre disposition notre panoplie de formules de financement immédiat ou couplé à une phase d'épargne préalable, adaptée à vos moyens et à vos objectifs et qui vous permet de réaliser vos projets immobiliers rapidement et dans des conditions très avantageuses.





→La Stufit

La Société tunisienne de filature et tissage, la première usine tunisienne.

Cette idée, M'hamed Chenik l'a eue au cours de sa visite en Egypte. En 1935, il a rencontré Talaat Bacha Harb, le père de l'économie égyptienne.

A cause de la crise économique des années trente, le partenaire français est devenu concurrent, donc pour sauver l'économie tunisienne, il fallait chercher d'autres débouchés, M'hamed Chenik eut l'idée de rouvrir le marché moyen-oriental et donc d'aller sur place pour essayer d'écouler les produits tunisiens.

Accompagné de Hamadi Badra, Chenik rencontra les décideurs économiques égyptiens et à leur tête Talaat Bacha Harb qui sauva l'économie égyptienne en fondant la banque Misr et Mehala Kubra, qui abrite le grand centre de filature et tissage.

A son retour à Tunis, la délégation tunisienne a été accueillie par des centaines d'artisans et de commerçants au port de Tunis.

Avant de se consacrer à l'économie, M'hamed Chenik s'est engagé en politique.

L'engagement politique

Enthousiasmé par la création du Destour, il s'y engage grâce au parrainage du Cheikh Thaalbi en 1920. Lors de son élection en tant que secrétaire à la Chambre de commerce, et c'est en tant que tel qu'il est également élu président de la section tunisienne du Grand conseil. Mais le Destour demande aux Tunisiens de boycotter les institutions du Protectorat, et Chenik refuse d'obtempérer, car, d'une part, il a été élu pour représenter les commerçants et artisans et, d'autre part, il n'était pas partisan de la chaise vide. La guerre avec le Destour est déclarée.

Il faut dire que la politique partisane ne l'a pas emballé, surtout lors des luttes intestines survenues au sein du parti après le départ de Thaalbi et la scission du groupe Guellaty qui crée le Parti réformiste. Il préfère se consacrer aux activités économiques et défendre sa vision de l'intérieur des institutions.

Deux rencontres vont le marquer en politique:

La rencontre avec Bourguiba et celle quelques années plus tard avec Moncef En 1933, lors de la première crise de la Coopérative, M'hamed Chenik est attaqué de toutes parts, autant par les Français de Tunisie que par les Destouriens.

Bourguiba a été le seul à prendre sa défense car il a compris l'importance de l'affaire de la Coopérative et son enjeu.

Et depuis cette date, des relations d'amitié, d'estime et de respect ont lié les deux hommes pendant de très longues années, en témoignent les nombreux lettres et télégrammes qu'ils se sont échangés durant toutes ces années, particulièrement pendant les nombreuses détentions de Bourguiba ou pendant l'exil de Chenik à Kébili.

Ce qui rapproche les deux hommes c'est leur méthode d'action, tous les deux sont des hommes de terrain. La deuxième personnalité qui a eu beaucoup d'influence sur Chenik, c'est bien sûr Moncef Bey.

Là aussi l'entente fut immédiate, ils partageaient la même vision, la même fidélité et la même abnégation pour leur pays. C'est pour cela qu'il lui confie le soin de diriger son gouvernement d'union

Même si le gouvernement qu'il dirigera le 31 décembre 1942 ne durera que→

→quelques mois, jusqu'à mai 1943, c'est la période la plus heureuse que vécurent les Tunisiens. Et c'est pourquoi les Tunisiens n'ont jamais accepté la déposition de leur souverain bien-aimé, et que le moncéfisme prit la place de la résistance pacifique nationaliste, il en devient même son liant : le Congrès de la Nuit du Destin, où pour la première fois et grâce aux moncéfistes, les représentants des deux destours ont pris part à la réunion.

M'hamed Chenik devient la personnalité politique incontournable.

Lorsque la France décide de constituer un «gouvernement chargé de négocier l'autonomie interne», c'est à M'hamed Chenik que Lamine Bey et Louis Périllier décident de lui confier. Les négociations échouèrent par la lettre du 15 décembre et devant la résistance de Chenik de ne pas céder et rappeler ses ministres Hamadi Badra et Salah Ben Youssef, partis déposer la plainte à l'ONU. De Hautecloque décide alors d'arrêter tout le gouvernement et de l'envoyer à Kébili en résidence surveillée. C'est la retraite politique de Chenik.

Un parcours atypique

En quoi le parcours de M'hamed Chenik est atypique?

M'hamed Chenik a occupé la scène durant de très longues années (1920 à 1952).

Trente ans, ce n'est peut-être pas beaucoup pour nous aujourd'hui, mais à l'époque, Habib Bourguiba était l'une des rares personnalités à l'avoir dépassé.

En plus du temps, il y a aussi la diversité; en effet, le parcours de M'hamed Chenik comporte une triple trajectoire entrepreneur, réformateur et homme politique.

C'est un parcours qui est à contre-courant du parcours destourien.



Les Destouriens ont construit un parti, mais il y a eu scission en 1934; le Néo-Destour prendra la tête du mouvement national:

Chenik réussit à construire et à structurer une force économique indépendante du système du protectorat basée sur un groupe pour faire pression, un réseau pour la diffusion et une banque pour le financement. Je ne crois pas que M'hamed Chenik ait changé de politique, il a toujours eu le même objectif: faire évoluer la Tunisie vers la modernité et le progrès. Les années vingt, M'hamed Chenik est en rupture avec le Destour et dialogue avec les autorités du protectorat. Les années trente, il dialogue avec le Néo-Destour et c'est le bras de fer avec les autorités du protectorat.

Les années quarante, c'est la rupture avec les autorités du protectorat et il devient le chef de file du moncéfisme, qui représentait à l'époque le symbole de la protestation et de la résistance auprès de la majorité des Tunisiens. Les années cinquante, il dirige le gouvernement qui est chargé de négocier l'autonomie interne de la Tunisie.

Conclusion

L'apogée de M'hamed Chenik est sans aucun doute sa rencontre avec Moncef Bey, qui est la rencontre du pouvoir économique avec le pouvoir politique, c'est la réalisation de l'autonomie interne. Et c'est pour cela que la France n'a jamais voulu du retour de Moncef Bey sur le trône, injustement déposé. M'hamed Chenik, qui était chargé de négocier l'autonomie interne de la Tunisie, a été injustement envoyé en exil à Kébili durant de très longs mois. Au moment de la signature de l'autonomie interne le 31 août 1955, une question se posait : pourquoi M'hamed Chenik est écarté?

Avant de terminer, j'aimerais rendre hommage aux compagnons et amis de M'hamed Chenik. Jules Steeg, le premier ami de la rue de l'Obscurité. Hamadi Badra, qui a pris la suite de son frère Ahmed, et qui a été secrétaire général de la Chambre de commerce puis chef de cabinet lors du ministère de Moncef Bey, ministre des Affaires sociales, porteur de la plainte à l'ONU. Hamouda Skandrani qui a aidé à la création de la Coopérative tunisienne de crédit, organisé la rencontre avec Talaat Bacha Harb et a beaucoup fait dans les relations avec Hooker Doolittle. Mahmoud El Matri, il a été le trait d'union entre Chenik et les Néodestouriens puis a été ministre de l'Intérieur dans les deux ministères.

Victor et Albert Bessis qui l'ont accompagné depuis l'Union commerciale et dans ses réalisations économiques. Aziz Djellouli, ministre des Habous sous Moncef Bey, ami, voisin et allié puisque Mustapha Chenik épousa Asma Djellouli. Abdelaziz Ben Mahmoud, chef de cabinet lors du gouvernement de négociations, a été le trait d'union avec les socialistes, que Chenik ne connaissait pas, il l'a entouré d'une affection fidèle et quotidienne jusqu'à sa mort.

S. M

Avis financier

Société Atelier du Meuble Intérieurs «SAM» Admission à la Cote de la Bourse

Admission de la Société Atelier du Meuble Intérieurs «SAM»

Admission au Marché Principal de la Cote de la Bourse

Lors de sa réunion du 07 décembre 2016, le Conseil d'Administration de la Bourse a donné son accord de principe pour l'admission au Marché Principal de la Cote de la Bourse des 4 213 360 actions de nominal un dinar chacune constituant le capital actuel de la société SAM.

Diffusion des titres offerts

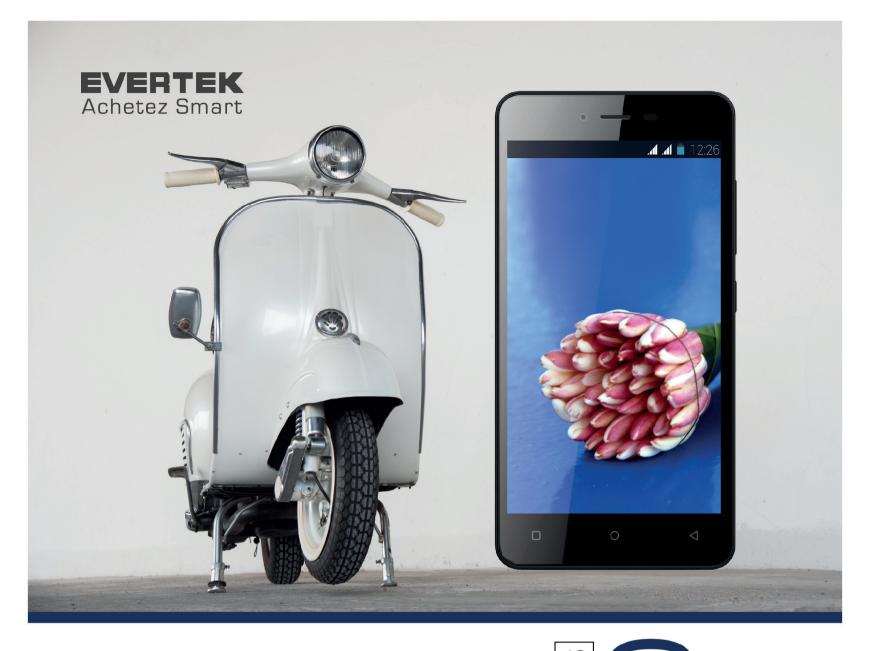
L'Offre globale porte sur la cession de 1 521 023 actions existantes, soit 36,1% du capital social.

Intermédiaire introducteur : MCP.

Evaluateur: MCP.

Il reste entendu que l'ouverture de l'offre publique, ainsi que l'admission définitive sont tributaires de la mise à la disposition du public d'un prospectus d'offre et d'admission visé par le Conseil du Marché Financier.





EVERTEK EverMiracle.

AVIEZ DU STYLLE





Survivance du latin et de la culture antique au Maghreb



Ammar Mahioubi

léradiquée ; mais, à l'évidence, elle n'a pu disparaître de facon subite. Elle n'a pu disparaître, non plus, sans laisser quelques traces. En Europe, dans les provinces latines de la rive opposée, on a pu suivre les évolutions décisives que le latin avait subies entre le VIIIe et le XIe siècle. Des textes, qui avaient enregistré ces évolutions, ont permis de retracer, plus ou moins partiellement, le processus de formation des diverses langues romanes, à l'instar du document célèbre des Serments de Strasbourg, prononcés en 842 et ponctuant une étape importante dans la construction, au nord de la France, de la langue d'oïl. Malheureusement, on n'a découvert iusqu'ici au Maghreb aucun document de ce genre, aucun écrit révélateur daté des trois premiers siècles qui ont suivi les premières incursions arabes, entre le milieu du VIIe et le milieu Xe siècle. →

omme on n'a pu cesser, pendant ces siècles, de graver en latin ne serait-ce que des épitaphes, on peut conjecturer que cette lacune est peut-être due au hasard des découvertes, comme l'avait déià suggéré S. Lancel : d'autant que dans nombre de sites archéologiques, les fouilleurs de l'époque coloniale s'étaient longtemps intéressés presque exclusivement aux niveaux qui documentent l'époque romaine, dédaignant ou même détruisant, pour y accéder, les niveaux supérieurs correspondants à l'antiquité tardive et au Haut Moyen Age.

On sait, cependant, qu'au moins jusqu'au milieu du VIIIe siècle, on continua dans l'Ifriqiya arabe de frapper des monnaies à légendes latines. Et on sait aussi que des historiens et chroniqueurs arabes, al-Bakri, al-Mâliki et al-Idrîsi en particulier, ont projeté quelques lueurs sur ces siècles de transition et, sans doute, de coexistence entre deux cultures. Jusqu'aux XIe et XIIe siècles, attestentils, des communautés chrétiennes continuaient à vivre normalement dans plusieurs villes du Sud, à Tripoli, Gabès, Gafsa, Tozeur et dans toute la région du Jérid actuel, ainsi qu'en Algérie à Tlemcen, Tiaret et la Qala'a des Beni Hammad. Ils disposaient, dans ces villes, d'une organisation religieuse particulière toujours active. Des lettres du pape Grégoire

VII, datées entre 1073 et 1076, indiquent qu'il y avait encore, à son époque, des évêques à Carthage et à Bougie. Auparavant sous Léon IX, en 1053, l'évêque de Gummi (identifié, semble-t-il à Mahdîya), avait disputé la primauté à celui de Carthage, se prévalant sans doute de la promotion de Mahdîva, sous les Fatimides. au rang de capitale.

A cette date, le Maghreb comptait encore cinq évêchés sur la quarantaine qui, au VIIIe siècle, avaient survécu à la fin de l'époque byzantine. Nombreuses étaient aussi les communautés sans évêques, quatre siècles après la conquête arabe. Les descendants des Romano-Africains qui les constituaient étaient appelés les Afarik et vivaient dans les grandes villes. D'après al-Idrîsî, Gabès avait même la réputation d'être «la ville des Afarik», dont beaucoup peuplaient également la région du Jérid, la Kastilia des textes arabes, c'està-dire la région des «châteaux», qui rappelle sans doute des castella, nombreux au sudouest de la province à l'époque romaine. On ne dispose malheureusement pas d'indications sur la langue que parlaient tous les jours les membres de ces communautés. Seul al-Idrîsi, qui avait passé au XIIe siècle de longues années à la cour de Roger II de Sicile et y avait donc connu des parlers romans, appelle cette langue parlée des chrétiens, à Gafsa en particulier, al-latinial ifrîki→







→ (le latin africain). Ce «latin africain» de tous les jours était sans doute différent du latin d'église, formellement correct, des épitaphes chrétiennes gravées par des lettrés et découvertes en Tunisie et en Tripolitaine. Un premier texte avait été exhumé à Kairouan en 1928. Publié à cette date par Ch. Saumagne 1, W. Seston en avait repris la publication en 1936, en incluant celle d'un fragment d'inscription provenant probablement du même endroit2. Pour que la date qu'il avait cru lire sur la pierre concorde avec celle de l'indiction, mentionnée également, il avait eu recours pour dater l'inscription à l'ère mondiale d'Alexandrie. En 1961, nous avions nous-même recueilli et publié un nouveau texte3, sorti fortuitement d'un puits creusé au même endroit. Grâce à une datation double, dionysienne et hégirienne, ainsi qu'une concordance parfaite avec l'indiction, ce texte daté de 1007 nous avait permis d'apporter corrections et compléments à la publication des deux inscriptions précédentes. Nous avions pu établir que la datation couramment utilisée par la communauté chrétienne, qui

vivait au XIe siècle à Kairouan, n'était point celle d'un comput oriental alexandrin de l'ère chrétienne, mais bien celle du comput chrétien usuel, fixé au début du VIe siècle par Denys le Petit. D'autant que cette date dionysienne était corroborée par sa concordance avec l'année hégirienne, librement et licitement désignée dans la communauté des chrétiens de la capitale musulmane par l'expression annorum infidelium (datation des infidèles). Nous avons pu donc établir que des deux textes complets exhumés jusqu'ici à Kairouan, l'un est daté avec certitude et sans difficulté de l'année 1007 et l'autre probablement de l'année 1019. Quant au fragment d'épitaphe, provenant du même endroit, nous avions réussi à le dater de l'année 1046, qui correspond à l'année hégirienne 438, tout en le complétant et en corrigeant la première lecture.

Une fouille systématique aurait peut-être permis de dégager à Kairouan, au moment de la découverte des premières inscriptions, un ensemble cultuel chrétien, comme l'indique

la mention d'un lector dans l'une des épitaphes, même si l'institution épiscopale n'est pas attestée. Mais en 1961, ces vestiges étaient enfouis sous les bâtiments d'une propriété privée, à sept mètres de profondeur. A Aïn Zara et En-Ngila, par contre, en Tripolitaine, on avait pu fouiller en 1927 des aires cimetériales comprenant plusieurs tombes dont les épitaphes, gravées ou peintes sur des caissons semicylindriques, s'échelonnent entre 945 et 1021 de l'ère chrétienne. Comme à Kairouan, la mention à En-Ngila d'un abba, qui était sans doute le chef de la communauté, montre l'existence d'une organisation religieuse toujours active. Tant en Tunisie qu'en Tripolitaine, ces épitaphes indiquent qu'à l'image des communautés mozarabes de l'Espagne, des communautés chrétiennes, urbaine à Kairouan et rurale à Ain Zara et En-Ngila, vivaient toujours au XIe siècle selon leurs traditions; avec sans doute une organisation civile propre - comme le suggère la mention d'un senior (donc d'une magistrature) dans l'un des textes de Kairouan et d'un iudex (d'un juge) à En-Ngila - et→

Tél: (+216) 72 570 625 / (+216) 72 572 498

Route Menzel Jamil, Menzel Abderrahmane 7035 Bizerte

www.afrikisol.com







Commerce Articles & Equipements de calorifugeage



The Insulators Supplier

arabes, qui avaient noté l'influence considérable

de certains chrétiens à la cour des Fatimides.

Indépendamment de ce « latin d'église », on a aussi relevé quelques survivances du langage courant des Afarik dans l'ensemble des pays musulmans du Maghreb. Il ne s'agit cependant que d'allusions incidentes à des noms de lieux ou de personnes dans des textes de géographes et de chroniqueurs arabes. On dispose, de même, du témoignage persistant de la toponymie actuelle et du souvenir de mots latins ou protoromans que les dialectes berbères et l'arabe dialectal maghrébin continuent de véhiculer4. A titre d'exemple, rappelons que le nom de la Mitidia dérive, semble-t-il, de celui de Matidia4, la nièce de l'Empereur Trajan, par l'intermédiaire d'un Matidia, cité par al-Bakrî. Le même auteur, ainsi qu'al-Idrîsi, signale

Medjana, un lieu-dit qui rappelle le toponyme latin Medianae (ou Medianum). L'héritage toponymique proprement latin est à vrai dire assez rare, car l'usage immémorial des noms de lieux libyco-berbères avait déjà résisté à la diffusion de la langue punique et avait aussi résisté par la suite à la romanisation de la province africaine. Quelques toponymes latins avaient cependant fini par s'imposer, comme le lieu-dit actuel de Fossato, dans le Jebel Nefoussa, qui garde le souvenir du Fossatum, dans le territoire militaire du limes romain : ou l'appellation actuelle de K'frida, en souvenir du centenarium d'Aqua Frigida, ou encore la dénomination de Hergla qui rappelle, après une série de déformations, les Horrea Caelia de l'époque romaine (les silos à grains appartenant à la famille Caelia). Le toponyme actuel de Zana, déformation de Diana, et celui de Henchir Balliš, dérivé de Vallis, la ville romano-africaine qui en occupait le site, sont aussi d'origine latine; alors que le toponyme de Monastir, issu du vocabulaire chrétien, est très proche du catalan monastiri, de l'italien monastero et de l'espagnol monasterio, sans compter bien entendu le français «monastère». Dans ce cas, la graphie des textes arabes paraît reproduire fidèlement le latin africain, que le dialecte tunisien a, par la suite, altéré avec la dénomination actuelle de Mistîr.

Mais, de facon générale, la romanisation n'avait fait que «latiniser» les toponymes de la province africaine qui étaient, dans une très large mesure, d'origine libycoberbère et, à un moindre degré, d'ascendance punique. A leur tour, les dialectes maghrébins n'avaient fait que les « arabiser ». Ainsi, en est-il, par exemple, pour Tûnis (Tunes), Haîdra (Ammaedara) et Oudhna (Uthina) dans le nord, Kesra, (Chusira), Ksar Lemsa (Limisa) et Henchir Meded (Mididi) dans le centre et Nefta (Nepte), Tozeur (Tusuros) et Zarzis (Gergis), dans le sud. Pour les villes portuaires d'origine punique, citons, à titre d'exemple, Benzart (dont le toponyme punique, devenu Hippo Diarrhytus à l'époque romaine, a été encore transformé à l'époque byzantine en Ippone Zarito), Carthage (Kart Hadacht à l'époque punique, puis Karthago à l'époque romaine) et les deux Leptis, magna et minor, devenues Lebda en Tripolitaine et Lamta dans le Sahel tunisien. Le nom même du Boukornine, la montagne omniprésente dans le paysage de Tunis, constitue une survivance du passé préromain; car cette dénomination, qui n'est pas arabe, conserve le souvenir de l'ancien temple du grand dieu carthaginois de l'Afrique romaine, Saturnus Balcaranensis, qui couronnait la



NOUVEAUTÉ BH

PACK SENIOR L'ASSURANCE D'UNE VIE TRANQUILLE

Avec le Pack Senior, vous bénéficiez d'une offre globale et personnalisée répondant à vos attentes et besoins et ce à un tarif unique et avantageux :

- Un Compte chèque
- Un service BH SMS
- Une carte Yasmine*

Mieux encore, et grâce à Assur SENIOR, vous êtes couverts en cas de survenance d'un aléa de la vie à travers la mise à votre disposition d'un capital, d'une rente mensuelle ou de prestations d'assistance à domicile.

Plus encore, profitez d'un privilège d'accès aux crédits à la consommation sans formalités médicales et à des taux préférentiels.









AVEC VOTRE PLAN HORIZON, **FRUCTIFIEZ VOTRE ARGENT EN TOUTE** SÉRÉNITÉ

de gestion

- · Placement à 100 % Garanti Vous bénéficiez d'un Taux Minimum GARANTI à vie
- Placement à 100 % Gagnant Votre argent est fructifié à un taux de rendement performant Vous bénéficiez d'un cadre fiscal très attrayant
- Placement à 100 % Souple Vous êtes libre de changer les montants et les fréquences de vos versements. Mieux encore votre argent reste disponible à tout moment.
- ... Vous faites le bon choix !

Assurances SALIM, l'assurance qui respecte ses engagements!



Furar (fabruarius), Mars, Ybrir (aprilis), Maiou (maius), Yuniou (junius), Yuliz (julius), Aghusht ou Awûssou (augustus), Shtamber (september), Ktûber (october), Wamber (november ou novembris) et Diamber (december). Mais beaucoup plus que dans les dialectes arabes, c'est surtout dans le langage berbère qu'on a recueilli un certain nombre de mots d'origine latine. A l'exemple de la dénomination de l'âne par « asnus » (latin asinus), de l'oiseau de proie par « afalku » (latin falco), ainsi que la désignation du jardin par «urtu», qui dérive de hortus, et Rendement 2014 celle de l'orme par «ulmu» qui provient de ulmus. On doit cependant reconnaître, avec S. Lancel, que «ce que l'on peut appréhender ce sont au mieux des mots isolés, pris dans la gangue d'un autre langage, qui n'a pas manqué de les altérer en les fossilisant». 5 net de frais

Mais le monde antique ne survit pas seulement dans ces mots isolés du langage actuel, ou dans les toponymes et le calendrier agraire. Nombre de traditions, de coutumes et de techniques en conservent encore l'empreinte. Dans un passé récent, celle-ci était encore nette dans le drapé généralisé des villageoises et paysannes du Sahel et du Sud tunisiens qu'on appelle el mélia. Elle était constituée, comme à l'époque romaine, d'une pièce d'étoffe de couleur vive, avec une dominante de bleus, de rouges et, dans une moindre mesure, de jaunes et de verts. On en agrafait les deux pans sur la poitrine, au bas des épaules, à l'aide de deux fibules d'argent, les khlels. Une ceinture de laine, serrée à la taille, faisait blouser le drapé sur le buste. Un autre vêtement, masculin cette fois et caractéristique du costume maghrébin, pourrait être lui aussi d'origine

→ Parmi les mots latins véhiculés par les parlers

maghrébins, ce sont naturellement les

vocabulaires agraires et ceux du monde rural

qui occupent une large place. On sait par exemple

que le calendrier agraire, toujours en usage

dans les campagnes du Maghreb, avait hérité

de l'époque romaine, avec des variantes plus

ou moins nombreuses, les mois du calendrier

julien qui, contrairement aux mois lunaires

de l'ère hégirienne, indiquent des repères stables

pour les travaux des champs. Dans les campagnes

tunisiennes, les paysans conservent encore le

souvenir des mois de Yunnar (januarius mensis),

antique, vraisemblablement romaine. Il s'agit du «burnous » dont le nom pourrait dériver du latin birrus ou burrhus, sorte de pèlerine munie d'un capuchon, qui ressemble effectivement au burnous. Dans un autre domaine, celui de l'architecture, et parmi les techniques du bâtiment léguées par l'antiquité, la plus remarquable est sans doute cette maçonnerie qualifiée à l'époque romaine d'opus africanum. Elle est caractérisée par des chaînages verticaux de pierres de taille, qui soutiennent et renforcent les assises de moellons, à l'instar des poutres bétonnées des constructions modernes. Généralisée dans les édifices de la province romaine, elle était cependant antérieure à cette époque, puisque déjà présente dans la cité punique de Kerkouane. Après la conquête arabe, elle était restée longtemps en usage, comme en témoignent encore, par exemple, les murailles du ribat de Monastir, construites et restaurées à plusieurs reprises aux VIIIe et IXe siècles, depuis les débuts du pouvoir arabe jusqu'à l'époque de l'émirat aghlabide.

la pierre est rare, comme Thysdrus (El Jem) ou Acholla (Henchir Botria), au nord de Sfax. des maisons pourtant ornées d'un décor de mosaïques des plus somptueux, avaient des murs construits en briques crues, sur une base de maçonnerie: cette technique, elle aussi, était de tradition punique; de même que le système de mesure en usage dans beaucoup de monuments de la province romaine. En effet, les ouvriers qui travaillaient à l'époque romaine dans les carrières, découvertes pour la plupart et mises en exploitation au temps de la Carthage punique, continuaient à tailler les blocs de pierre selon le système de mesure de la coudée phénicienne de 0.52m; si bien que cet étalon, qui était souvent utilisé dans les constructions d'époque impériale concurremment avec le pied romain de 0.296m, n'a cessé de l'être encore à l'époque contemporaine, notamment dans les campagnes, où la coudée (الشراع) concurrença longtemps le système métrique.

On a aussi constaté que dans les régions où

Ajoutons enfin dans l'architecture domestique une dernière tradition orientale, qui a connu une longévité exceptionnelle.

Depuis l'époque punique, en effet, la maison s'ordonne au Maghreb autour d'une cour intérieure. A Kerkouane, aucune demeure ou presque ne déroge à cette règle, alors que la maison dite « aux colonnes » présente une cour cernée par la colonnade d'un portique, selon un modèle répandu dans le bassin oriental de la Méditerranée à l'époque hellénistique. La conquête romaine ne fit que renforcer les liens du pays avec cette civilisation commune aux deux rives, que Carthage avait largement accueillie. Ce modèle architectural a, depuis, traversé les âges et sa présence, renouvelée des siècles durant, n'a amorcé un repli décisif qu'à partir de la fin des années cinquante du siècle dernier, devant la progression dans les nouveaux quartiers des villes tunisiennes d'un habitat d'immeubles et de villas particulières, qui était réservé à l'époque coloniale aux quartiers des résidents d'origine européenne.

La latinité et ses survivances, c'est bien le titre de cet article : oui mais une latinité particulière, pleinement acquise un temps donné, mais persistante seulement par quelques rémanences, dans un pays dont la personnalité culturelle était déjà faite. Une personnalité qui s'était dotée, avant sa romanisation, d'une langue et d'une civilisation marquées d'une empreinte orientale indélébile. Une personnalité dont la conquête arabe, en rattachant le pays à l'empire méditerranéen le plus avancé de l'époque médiévale, avait scellé le sort, lui traçant dès lors une voie distincte de celle des autres provinces latines.

> Professeur émérite, Université de Tunis

2-W. Seston, Sur les derniers temps du christianisme en Afrique, dans les Mélanges de l'Ecole Française de Rome, (M.E.F.R), L III, 1936, p 689-713.

5-S. Lancel, La fin et la survie de la latinité en Afrique du Nord. Etat des questions, Revue des Etudes Latines, LIX,

Site Web: www.salim-ins.com

Société • Média

Insaf Yahyaoui Protagoniste du service public

Journaliste polyvalente, Insaf
Yahyaoui a aussi bien arbitré des
débats culturels que traité les
questions, plus houleuses,
relatives à la politique et aux affaires de
société. L'une des particularités de l'animatrice
quadragénaire est qu'elle n'a jamais quitté le
service public, auquel elle offre sa présence et
ses compétences depuis le début de sa
carrière, entamée il y a une bonne vingtaine
d'années. Elle anime aujourd'hui « Kahwa Arbi»
sur al-Wataniya 1, où elle interviewe partout
dans le monde des
personnalités de tous domaines
et de tous bords. →



J'ai toujours voulu devenir journaliste», explique d'emblée Insaf Yahyaoui. Consommatrice effrénée de programmes radio, en particulier ceux de RTCI, elle explique avoir toujours voué une admiration fidèle pour l'animateur Nejib Khattab, qu'elle place parmi ses maîtres à penser. Lectrice précoce, elle lit dès son âge des auteurs féconds tels les incontournables Najib Mahfouz, Al-Manfalouti, Stendhal ou Agatha Christie. Son enfance paisible passée au Bardo lui permet de réussir brillamment dans ses études et de s'inscrire dans les années 1995 à la faculté des Sciences juridiques de Tunis.

«J'étais jeune étudiante lorsque Canal 21 et Radio Jeunes inauguraient leurs locaux et commençaient à émettre», explique-t-elle. C'est le coup d'envoi de sa carrière. «Je me suis tout de suite inscrite aux épreuves d'admission et j'ai démarré l'animation d'une émission médicale sur Canal 21, parallèlement à mes études universitaires», raconte Insaf Yahyaoui.

De poste en poste

Puis, tout s'accélère et s'enchaîne. Elle griffonne des papiers culturels pour un journal koweïtien. Et lorsque Tunis fut désignée capitale de la culture arabe, elle participe à la couverture de cette grande manifestation culturelle englobant tout le territoire national. Peu de temps après, elle réalise son rêve: collaborer avec Nejib Khattab. En endossant le costume de reporter de terrain pour les émissions qu'il dirige à la radio nationale: «Alwan wa Ajwaa» et «Nesmet al-Horria».

Ce notable gain d'expérience fait d'elle une journaliste appréciée, notamment par Jamel Eddine Berrahal qui, en 1998, la recrute en tant que présentatrice sur Canal 7. Elle anime pendant deux ans un programme culturel en direct qui revient sur l'actualité culturelle et les affaires de société. «C'est là que j'ai appris les subtilités de l'improvisation et la maîtrise des aléas du direct», dit-elle.









eaders N°68 • Janvier 2017 | 82

83 | N°68 • Janvier 2017 Leaders

→ Là encore, les choses s'enchaînent rapidement. Pendant les quatre saisons qui suivent, elle tient les rênes de «Tedhkra al akhira», émission de jeux produite par Faten Taarit et diffusée le week-end.

Deux ans plus tard, elle répond à la demande de la direction de TV7 de remplacer Nizar Chaari à l'animation de l'émission culturelle généraliste «Nesmet Sbeh», qu'elle prendra en charge jusqu'à 2010. Au même moment, elle anime «Rehlet al-amor», émission hebdomadaire consacrée aux personnes âgées et également diffusée sur TV7. «Ce qui a été enrichissant, dit-elle, c'est que je l'ai coanimée avec une dame de 85 ans, Zahida Azizi, une femme vivace, d'une jeunesse d'esprit invraisemblable, et surtout adorable.»

Correspondance avec ANB TV

Mais la cumulation ne s'arrête pas là. Car en parallèle, elle répond à la requête d'une chaîne libanaise, ANB TV, consistant à diriger un programme culturel à destination de la communauté maghrébine. Elle livre à la chaîne libanaise des interviews menées depuis la Tunisie avec de grandes figures emblématiques de la culture nord-africaine. Après la révolution, une nouvelle programmation s'impose à la première chaîne nationale, désormais baptisée Wataniya 1. Insaf Yahyaoui crée «Chehed

wa chawahed», émission d'enquêtes sur les faits de la révolution et d'entretiens avec des officiels de la scène politique tunisienne. «Ministres de Bourguiba, intellectuels et commentateurs politiques se sont succédé sur le plateau pour tenter de rétablir la vérité sur certains faits du passé et proposer des solutions à la crise», détaille-t-elle. Mais début 2014, la journaliste se voit obligée de quitter le service public suite à un accident de voiture. Cette trêve n'empêchera toutefois pas un retour en force.

Présentatrice de «Kahwa Arbi»

Elle décroche en effet, fin 2014, le poste d'animatrice de «Kahwa Arbi», qu'elle→











Adresse: Rue de Syrie-1002 Tunis Belvédère - Phone: +216 71 831 000 / + 216 71 831 200 - BNAphone: 88 40 00 20 - Email: bna@bna.com.tn - N° Vert: 80 100 505

Nouveau

2 Litres



→occupe encore aujourd'hui. L'idée est de réaliser autour d'un café des entretiens de 50 minutes partout dans le monde avec des leaders politiques ou d'opinion: Amr Moussa en Egypte, Bernard Pivot, Frédéric Mitterrand et Jack Lang à Paris, Mahmoud Abbas en Palestine, le réalisateur algérien Mohamed Lakhdar-Hamina... Tout ce beau monde fera partie des interlocuteurs auxquels elle demandera de décortiquer les enjeux et commenter les défis que devra relever le monde arabe dans sa globalité.

Le succès de l'émission ne tarde pas «Aujourd'hui, plusieurs ministres m'appellent pour s'inviter à déguster le fameux café télévisé!», sourit-elle. Insaf reste toutefois discrète sur la suite. Mais si elle ne souhaite pas dévoiler la liste des personnalités prévues pour les prochains épisodes, elle avoue vouloir solliciter d'autres acteurs de l'univers culturel et du milieu politique tunisien. A suivre.













DANS UN MONDE QUI CHANGE, **VOTRE BANQUE PEUT COMPTER SUR** UN RÉSEAU INTERNATIONAL.



UBCI, BANQUE DU GROUPE BNP PARIBAS

- Présence internationale dans 75 pays
- Première et unique banque certifiée ISO 9001 pour ses activités à l'international et monétiques
- Solidité et expertise reconnues

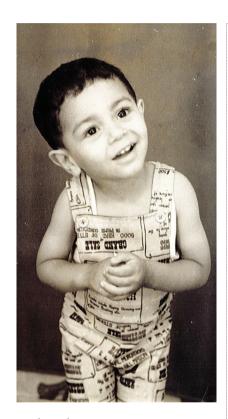
www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050

UBCI GROUPE BNP PARIBAS الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque d'un monde qui change

Saber Oueslati

Homme de théâtre reconverti dans la satire politique



Certains le trouvent « lourd », d'autres drôle et pertinent dans ses analyses satiriques sur la situation politique. Saber Oueslati, chroniqueur à IFM, est avant tout homme de théâtre. Disciple de Taoufik Jebali, à qui il doit une part de son parcours artistique sur scène, le chroniqueur satiriste a puisé sa soif d'écriture dans le vivier de ses expériences théâtrale dans le cadre desquelles il a aussi bien confirmé son talent d'acteur qu'endossé les costumes d'auteur et de metteur en scène.

aber Oueslati n'aime pas être qualifié d'humoriste. «Aux antipodes des humoristes qui font des blagues apolitiques et parfois, il faut le dire, un peu niaises, j'estime que ma conception de l'humour est plus recherchée», insistet-il. L'homme de 38 ans a des convictions. Car en plus de s'être forgé une culture politique en rejoignant les rangs de l'opposition de gauche sous le régime de Ben Ali, Oueslati est doté de cette propension à la provocation propre aux artistes. Pourtant, après l'obtention de son bac Lettres, c'est dans le domaine de l'informatique (à l'Imset) qu'il décide de poursuivre ses études universitaires, estimant qu'il s'agit d'un secteur économique prometteur pour les jeunes diplômés. Après un bref passage par la Téléperformance, il rejoint le service relations clients de Tunisiana, au moment où la compagnie inaugurait son club de théâtre.

Apparition sur scène

C'est là que tout se joue pour le futur acteur et scénariste. Friand de quatrième art, il s'y inscrit hâtivement et développe un talent d'acteur et d'auteur qui sera très vite reconnu par les professionnels de la scène. Car le club accueille les chevronnés du théâtre tunisien, parmi lesquels Atef Ben Hassine, pour initier les aspirants acteurs aux arcanes du métier. Petit à petit, il se fait entraîner par un condisciple au club du Teatro pour prendre des cours approfondis. Oueslati se met alors à collaborer avec Taoufik Jebali dans le jeu et l'écriture - il contribue à la conception scénaristique des pièces jouées par la troupe. «En seulement quelques mois, je me suis retrouvé sur scène, en 2009, à l'amphithéâtre de Hammamet pour jouer dans 'Manifesto Essourour', pièce écrite par Taoufik Jebali dans le cadre du centenaire d'Ali Douagi», explique l'acteur. S'il campe un rôle mineur, la représentation de la pièce au Festival international de Carthage lui garantira tout de même le plébiscite du public et le décollage de sa carrière.

En 2010, il figure parmi les comédiens de «Dernier Soupir» de Soumaya Bouallagui et de «Danse avec le singe» de Taoufik Jebalidont il coécrira le scénario. La production de «L'isoloir» (Al-Khalwa), dans laquelle il déploiera autant d'énergie que de créativité au côté de son mentor Jebali, sera pour lui l'occasion de révéler sa vocation d'auteur et de se découvrir un penchant marqué pour des genres particuliers de jeu, en particulier celui qui recourt à l'humour décalé. «C'est une pièce d'humour noir qui traite des élections et de la démocratie. On l'a jouée plus de cent fois, dont plusieurs à l'étranger», se réjouit-il.

«Le couffin et la gamelle» (qu'il a écrite), «Etre noir dans la verte», «Klem Ellil Zéro Virgule» ou encore «L'isoloir 2» figureront parmi ses prestations les plus acclamées.

Irruption médiatique

Son écriture s'améliore, son jeu s'affine et ses prestations pullulent. La popularité de l'acteur monte en flèche. Abordé en 2012 par Boubaker Ben Akacha, qui souhaite devenir son acolyte, Saber Oueslati accepte le défi consistant à construire un personnage satirique pour la radio. «Il a fallu que je fasse appel à→



Pour une vie pleine d'interaction.









éclatantes pour une image plus



télévision et vous offre des









→ l'aventurier qui sommeillait en moi, expliquet-il. Car la difficulté de la tâche me paraissait rédhibitoire. Les codes d'écriture de chroniques de format radio sont en tout point différents du style scénaristique de théâtre, plus littéraire et moins dépouillé.»

Mais défi accepté. Il se met à chroniquer au sein de la rubrique «Al Mouhannak Assyessi» de l'émission «A la page» animée par Boubaker Ben Akacha sur Mosaïque FM. Chroniques dont la préparation occupera tous ses weekends, jusqu'à 2014, et qui constitueront surtout un prétexte à l'expression d'opinions tranchées et railleuses visant à la dérobée l'ensemble de la classe politique.

Passage réussi à la télévision

La télévision lui fait également du pied et veut tirer profit de ses talents de dialoguiste et d'acteur. Entre 2013 et 2015, il jouera dans des sitcoms sur Nessma TV («Nsibti Laziza»), Attessia TV («Ambulance») et Hannibal TV («Dépanini» et «Dar al Ozzeb»). En mai 2013, il rejoint de nouveau - mais pour seulement deux mois- celui qu'il considère comme le mentor qui l'a familiarisé avec l'univers codifié de la radio, Boubaker Ben Akacha, dans son émission «Chokran ala al Houdhour», diffusée sur al-Wataniya.

Des anecdotes croustillantes, l'acteur en a à la pelle. Celle qu'il préfère concerne Béji Caïd Essebsi. Au cours d'une chronique tenue en sa présence, Oueslati, prononçant sans le savoir des oracles, demande au futur chef de l'Etat s'il ne serait pas disposé un jour à placer son fils à un poste de responsabilité politique s'il était élu président. «'Non, jamais!', avait répondu le futur président», rit-il.

En mai 2015, c'est dans «Klem Enness» qu'il chronique, sur al-Hiwar Ettounsi. «Je mettais l'accent sur les détails que les gens ne voient pas pour en exploiter l'absurde et la drôlerie au service de mes narrations, explique-t-il. Dans cette émission, j'ai aussi développé le concept d'Al-Koffa adhahabiyya, que je décernais aux flagorneurs et aux personnages les plus complaisants de la scène politico-médiatique.»

Depuis Ramadan 2015, Saber est chroniqueur à IFM, au sein de laquelle il tient une rubrique politique satirique quotidienne baptisée «Saber wou barra». Fidèle à sa méthode de travail, il use de la satire comme enveloppe du commentaire politique.

La suite en solo?

Actuellement, Saber prépare un show en solo qu'il n'arrive pas encore à définir. Sera-ce un one-man-show? Un monodrame? Un standup? Il ne le sait pas encore, mais il compte bien continuer à faire usage de l'humour noir. «Aucune arme n'est plus percutante pour dénoncer adroitement le ridicule et l'injustice».



Yadh Ben Achour

Tunisie : une révolution en pays d'Islam



Mounira Chapoutot-Remadi

Comment présenter Yadh Ben Achour. sinon rappeler qu'il est professeur émérite de la faculté des Sciences juridiques, spécialiste de droit public, membre du Comité des droits de l'homme aux Nations unies. Il est également un acteur important de la Tunisie révolutionnaire et un témoin. Il a dirigé la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution durant les mois cruciaux qui ont suivi la révolution tunisienne et rien que pour cela, son témoignage est précieux. Il livre en même temps au lecteur une analyse approfondie, mesurée des principaux moments de cette période transitionnelle ou transactionnelle.

Souvenons-nous en cette fin de 2016 que nous commémorons cette année le 60e anniversaire de l'Indépendance de la Tunisie et, à ce titre, nous clôturons de belle manière cette année à l'Académie par la présentation du beau livre de Yadh Ben Achour consacré à la révolution tunisienne : c'est l'œuvre à la fois d'un acteur, d'un témoin et d'un penseur.

Il s'avère qu'à ses qualités incontestables de juriste, il fait ici œuvre d'historien de la révolution et il y réussit parfaitement. On pourrait rétorquer que l'historien a besoin de recul pour écrire une telle histoire mais désormais ce qu'on appelle histoire immédiate ou histoire du temps présent a acquis sa place dans la recherche historique internationale et aussi ses lettres de noblesse.

Marc Bloch, qui avait écrit en 1940 L'étrange défaite, a raillé les personnes réticentes qui voulaient *«épargner à la chaste Clio de trop brûlants contacts».* Il a également écrit dans ce sens Apologie pour le métier d'historien et il est, rappelons-le, avec Lucien Febvre, l'un des pères fondateurs de l'École des Annales.

René Rémond, dont j'ai suivi les cours d'agrégation à la Sorbonne, déclarait en 2006: «La bataille pour étendre le champ de l'histoire jusqu'à celui de l'actualité est donc maintenant gagnée».

Tous ces préambules n'ont qu'un but à mes yeux, c'est pour adouber Yadh Ben Achour comme historien à part entière pour ce livre passionnant dont nous avons réellement besoin.

Tout au long de ce livre, l'auteur a mis en œuvre une documentation énorme et variée, 30 pages serrées de références bibliographiques en témoignent largement. Il a recours à des écrits émanant de plusieurs spécialistes de sciences sociales comme les sociologues, les anthropologues, les philosophes et les politologues. L'histoire du temps présent nécessite de se référer à l'événement; c'est encore une mode qui change en histoire, car dans les années 50 du siècle dernier, l'histoire événementielle était décriée à juste titre. Tout en évitant la partialité et la subjectivité, il a su garder la distance pour mieux exposer et clarifier les problèmes qui se sont posés au cours de ces six années de transition.

Il a pris soin d'ancrer dans le passé les faits contemporains, de rechercher dans le passé leur origine; c'est ce que fait Yadh chaque fois dans ce livre quand il évoque, avec précision, les révoltes passées du Centre-Ouest de la Tunisie, ou quand il rappelle, dans sa Ve partie «les compromis historiques de la Révolution», la déclaration du 17 juin 2003 et le fameux Comité du 18 octobre.

En sept parties toutes très charpentées

Ce livre très dense se déroule en sept parties toutes très charpentées, très documentées et très structurées, mais je ne poserai pas sept questions pour laisser au lecteur le loisir de s'en poser d'autres. L'auteur débute par un véritable plaidoyer pour la révolution comportant deux volets essentiels :

L'un est une lecture critique très documentée, très riche, sur les révolutions dans le monde, la révolution française, les révolutions espagnoles et la révolution bolchevique en particulier, pour conclure que la révolution est un concept européen. J'ai retrouvé avec plaisir les théories des grands historiens de la révolution française d'Albert Mathiez, d'Albert Soboul, de François Furet qui m'ont rappelé ma jeunesse, les cours de Soboul en particulier.



Il aurait peut-être fallu aussi, pour étayer davantage cette réflexion sur la Révolution de 1789, relire les travaux de Jacques Godechot et surtout, plus récemment, ceux de Jean Clément Martin sur la contre-révolution. L'auteur ne s'arrête pas non plus aux révolutions «colorées» ou «parfumées» qui sont plus proches de nous dans le temps du moins et peut-être que leurs réussites comme leurs échecs -je pense à l'Ukraine – montrent bien la fragilité du processus révolutionnaire.

L'autre volet de cette partie interroge, à raison, les mots de la révolution dans la culture islamique et leur signification négative. On pourrait ajouter d'autres termes à ceux qu'il a relevés car rien que dans les 'Ibar, Ibn Khaldoun emploie plusieurs mots pour désigner les révoltes qu'il a décrites et ils sont tous négatifs bien sûr; certains mêmes prêtent

un caractère animal aux rebelles: les verbes Intaza (il bondit), wathaba, rakaba 'ala, I'sawsaba, intaqadha, intafadha, Irtadda, les mots ridda, shaqq al-'asâ', naqdh al-ta'a. Une polysémie qui montre que même si la révolte était condamnée par le sacré, elle n'en a pas moins existé et provoqué des changements de dynasties. J'ai relevé certaines attitudes saisissantes à l'égard de la révolte :

Selon Ahmad Ibn Hanbal, «il n'est permis à personne de combattre le sultan, ni de se révolter contre lui, et quiconque agit de la sorte est un innovateur qui n'est plus dans la voie de la Sunna et la voie droite». Ou encore : «Quiconque meurt sans être lié par une bay'a meurt comme l'on mourait au temps de l'époque gentilice (la Jâhiliya)». Ibn Taymiyya, qui pourtant eut maille à partir avec le sultan mamluk et qui mourut finalement dans une tour de la citadelle

d'Alexandrie, déclarait : «Soixante ans avec un sultan tyrannique valent mieux qu'une seule nuit sans sultan»

Un autre de ses contemporains écrit dans le même sens : «Mieux vaut un prince injuste qu'un pays sans sultan, une ville sans gouverneur et sans cadi».

Ces remarques traduisent bien la peur du chaos et le quiétisme des élites savantes!

Malgré ce lourd passif dans la culture islamique, il a pourtant existé dans le passé «la révolution abbasside» et elle n'a pas été condamnée bien au contraire! Claude Cahen puis 'Abd al-Hayy Shaban qui ont étudié la prise de pouvoir des Abbassides, sous ce vocable de révolution, s'en expliquent. «Elle ne résulta pas d'une conspiration de palais ni

 Leaders
 N°68 • Janvier 2017
 92

→ d'un coup d'État mais de l'action réussie d'une propagande et d'une organisation révolutionnaire ramifiées, représentant et exprimant le mécontentement d'importants éléments de la population vis-à-vis du régime en place ».

Peut-être faut-il voir surtout les retombées de cette révolution au lieu de rester au niveau des théories car avec l'avènement des Abbassides, on assiste:

- au déclin du critère de la naissance noble, sharaf, et du prestige tribal;
- au déplacement du centre de gravité de l'empire de Damas à Bagdad;
- au changement de la nature du pouvoir
- à la marginalisation des guerriers arabes et à leur remplacement par une armée d'esclaves turcs à cheval.

L'auteur relève cependant que les penseurs de la Renaissance, Nahdha du XIXe siècle, ont rénové «réinitialisé» et validé le concept de révolution en donnant un sens nouveau au mot thawra et surtout en adoptant une nouvelle terminologie, dimuqratiya, qunstitusyun...pas très arabe tout ça en effet! Heureusement dawla ganuniya et destour le sont.

De belles définitions

Mais revenons à la révolution tunisienne, j'ai relevé dans le livre de belles définitions:

«La révolution casse le mur de la peur et détruit les barrages de l'impossible»

Quatre conditions cumulatives minimums (sont requises pour qu'il y ait révolution); citées en introduction:

- une protestation publique massive;
- la victoire de cette protestation entraînant la chute d'un pouvoir politique, ses hommes, ses symboles et sa constitution;
- une révolution est un message, un appel de tous les principes universels;
- une révolution doit être assumée et reconnue par le nouveau pouvoir.→







تابعوا "بوليتيكا" على الجوهرة FM

من الإثنين إلى الجمعة من 12:00 إلى 14:00

→Pour Yadh Ben Achour, il existe bien une révolution tunisienne et une de ses définitions est une litote : «c'est une révolution qui n'est ni une révolution idéologique ni une révolution partisane ni une révolution belligérante».

«C'est la révolution de la liberté et de la dignité». Merci de nous avoir évité cette révolution du jasmin que les médias étrangers se sont empressés de nous coller. La révolution qui signait la péremption de trois idées :

- celle de la démocratie importée de l'Occident:
- celle de l'exception arabe;
- la passivité de la rue arabe.

Une révolution paradoxale qui a fait du neuf avec du vieux. Expliquant comment on avait paré au plus pressé, en recourant aux articles 57 puis 59 de la Constitution de 1959 pour mettre en place un gouvernement provisoire et en choisissant comme président l'ancien président de la Chambre des députés. Bien d'autres définitions apparaissent au fil du développement et du raisonnement, rappelons-nous du moins qu'«une révolution n'est pas un miracle» mais c'est quand même une révolution de rêve car nous avons rêvé jusqu'au 23 octobre 2011!

Malheureusement, des crises de toutes sortes ont ouvert la voie du désenchantement.

Merci de nous faire revenir à «l'exception tunisienne»! Même si Michel Camau, il y a peu, nous a invités à ne pas y croire.

Le compromis ... et la société fracturée

A ce sujet, retenons cependant deux points essentiels:

Le compromis, et l'auteur y revient dans la Ve Partie sur «Les compromis historiques de la Révolution» et dans la VIIe partie intitulée «Batailles pour la Constitution» où il revient sur un point essentiel qui

caractérise cette période de notre histoire. à savoir l'option d'un *«État civil pour un* peuple musulman».

Le compromis, al-tawafuq, nous a sauvés du chaos, peut-être d'une guerre civile ou d'une solution à l'égyptienne. Pourtant, ce compromis ne contente personne, ni les faucons d'Ennahdha, ni les modernistes qui ont voté en 2014 contre la Troïka et contre Ennahdha. Ce compromis, ce vivreensemble a ses racines que Yadh Ben Achour n'a pas manqué de nous rappeler. On pourrait presque penser que la peur du chaos a des racines profondes dans notre passé.

Bien que la situation reste apparemment stable grâce au compromis, la Tunisie demeure une société «sans valeurs communes». La Tunisie du consensus, du tawafuq, est loin d'atteindre «le consensus social autour de ses valeurs». Le consensus qui a caractérisé les années de la période transitoire n'est qu'un consensus de partenariat politique. Mais l'enjeu est de taille, nous avons une situation éminemment originale.

Dans le chapitre II de la VIe partie «La Constitution est morte, vive la Constitution!» et dans la VIe partie intitulée «Batailles pour la Constitution», là aussi l'auteur prend soin encore une fois d'enraciner dans le passé notre tradition constitutionnaliste, en rappelant la Constitution de Carthage, le Pacte fondamental, la Constitution de 1861 et bien sûr celle de 1959, pour montrer ainsi la profondeur de notre tradition constitutionnaliste et notre attachement aux lois. C'est le juriste chevronné qui parle et analyse pour notre plus grand plaisir ce processus passionnant que nous avons suivi tout au long de ces quatre années jusqu'au 27 janvier 2014.

Pour finir, on ne peut que rappeler malgré tout, avec LeïlaToubel, que «le rêve s'est transformé en cauchemar» et qu'à l'ancienne Troïka a succédé une nouvelle, avec Ennahdha-Nida-RCD..

Pour pasticher Shakespeare, on pourrait dire qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Tunisie ou plutôt dans la IIe République, mais Yadh Ben Achour refuse la sinistrose.

«La société tunisienne est fracturée» et on a l'impression malgré tout qu'Ennahdha est à l'affût, prête à s'emparer de la moindre faille pour triompher et rester seul maître à bord mais, encore une fois, il refuse jusqu'au bout d'envisager le scénario catastrophe. Pourtant, le théâtre tunisien traduit bien la tension dans laquelle se meut la société tunisienne. Avec Disparition de Hichem Rostom et Violence de Jalila Baccar, ces pièces reflètent les dangers qui cernent les acquis de la révolution. L'auteur n'évoque pas la perméabilité du pays aux influences et pressions extérieures des pays amis et ennemis : n'oublions pas que nous sommes un bien petit pays! Les ingérences sont légion sans aller jusqu'au complotisme.

Le problème de la jeunesse est considérable dans une société en ébullition. Certes, le rejet de l'homosexualité est relaté; en fait on assiste aussi à une levée des tabous et pas toujours dans le bon sens, car la révolution a révélé d'autres failles, d'autres discriminations à l'égard des minorités comme celle à l'égard de nos concitoyens noirs, berbères ou de confession autre.

C'est un beau livre et j'espère avoir rendu, par cette lecture, un vibrant hommage au travail de Yadh Ben Achour. Le discuter et le raconter est ma manière de dire que ce livre est la mémoire des années, belles et moins belles, que nous avons intensément vécues.

M.C.R.

Tunisie : une révolution en pays d'islam De Yadh Ben Achoui Cérès éditions, décembre 2016, 388 pages, 22 DT Disponible aussi sur www.ceresbookshop.com

Publireportage Publireportage

UIB: Un regard sur l'avenir



L'UIB, version 2016, prépare l'avenir et met les moyens pour construire le meilleur. Au regard de son parcours, de ses performances, de ses initiatives récentes et de ses ambitions, l'UIB sait prévoir et construire l'avenir. Elle est, de surcroît, confiante en ses moyens humains et en sa capacité à maîtriser son devenir. D'où l'intérêt de dresser le tableau de ses initiatives et de ses projets tel qu'il est, et laisser parler sa cohérence et son ambition.



Une grande ambition pour la Tunisie

L'Union Internationale de Banques (UIB) est, depuis plus de 50 ans, un partenaire privilégié des acteurs engagés dans le développement de l'économie tunisienne. Son modèle diversifié à destination des entreprises et des institutionnels couvre, outre l'activité de financement, les métiers du conseil et de l'accompagnement à l'international, de la gestion d'actifs, de l'intermédiation boursière et du custody.

Filiale du Groupe Société Générale, leader mondial dans le domaine des financements structurés (financements export, financement de projets dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports...), l'UIB met au service de ses clients locaux et internationaux toutes les expertises du groupe, ses offres innovantes et ses capacités uniques en matière de conseil, d'arrangement, de structuration et de syndication de mégaprojets. Fidèles à leur engagement durable en faveur de l'économie tunisienne et confiants dans leurs perspectives de développement à long terme, l'UIB et le Groupe Société Générale ambitionnent de jouer un rôle de premier plan dans la réussite des projets stratégiques présentés à l'occasion de la Conférence Internationale pour l'Investissement Tunisia 2020.

Dans le cadre de la préparation de cet évènement majeur, l'UIB a multiplié les initiatives dans le sens de la promotion des investissements dans le pays. Dernière initiative en date, une réunion de haut niveau tenue le 16 novembre 2016 entre la Direction Générale de l'UIB accompagnée des premiers responsables des activités Financement Export de la Société Générale, d'une part, et des principaux responsables du ministère du Transport et des entreprises publiques du secteur, d'autre part. Les travaux dirigés par le secrétaire d'Etat au Transport, M. Hichem Ben Ahmed, ont permis d'échanger sur les solutions innovantes proposées par le groupe SG dans le domaine des Financements Export et de passer en revue les possibilités de leur mise en œuvre au bénéfice des projets d'investissement du secteur du transport en Tunisie.

Afin de mobiliser au profit des grands projets du secteur du transport toutes les expertises du Groupe Société Générale et de l'UIB, un projet de convention-cadre de financement, outil innovant et flexible permettant d'inscrire ce partenariat avec le ministère du Transport dans la durée, est aujourd'hui à l'étude.

Une orientation Corporate confirmée





L'action de l'UIB, au bénéfice des entreprises locales et internationales, prend de plus en plus d'ampleur. Sa stratégie corporate 2016-2018 est conçue comme l'un des moteurs de son développement. Dans ce cadre, la banque ne cesse d'œuvrer au renforcement de son dispositif d'accompagnement des entreprises. En témoigne, l'ouverture, en octobre 2016, d'un nouveau centre d'affaires à Sfax qui allie écoute et proximité des clients. Parallèlement au développement de son réseau de points de vente dédiés à l'entreprise, l'UIB continue d'enrichir son offre corporate avec des solutions de banque à distance adaptées aux besoins spécifiques des entreprises en termes de fonctionnalité et de sécurité, intégrant automatisation, numérisation et partage d'informations propre à mieux prévoir

Aujourd'hui, l'UIB, forte de son expertise et de son excellence commerciale et opérationnelle, est engagée dans une dynamique structurée, responsable et compatible avec les objectifs du programme national des réformes majeures au bénéfice de l'économie et de ses acteurs.

Société Générale Africa Business Network

L'Union Internationale de Banques a initié la première édition des rencontres business to business « Société Générale Africa Business Network ». Cette manifestation de grande envergure a enregistré la participation de plus de 200 opérateurs économiques et institutionnels et l'organisation de près de 70 rencontres B to B entre les chefs d'entreprise et les dix-sept responsables des filiales africaines du Groupe Société Générale. A l'ouverture du séminaire, Kamel Néji, Directeur général de l'UIB, s'est réjoui d'accueillir les convives autour d'un moment privilégié d'échange et de réseautage à même d'impulser un nouveau souffle aux projets de développement des opérateurs tunisiens sur le marché

Il a souligné, lors de son intervention, l'ambition grandissante de la banque en termes d'accompagnement des grands clients sur le continent; ambition nourrie, d'une part, par l'expertise et le savoir-faire de l'UIB, et d'autre part, par son adossement au Groupe Société Générale, acteur majeur du paysage bancaire africain. Le Directeur général a, par ailleurs, réitéré son engagement et celui de ses équipes à être constamment à l'écoute des clients pour continuer à apporter les réponses optimales à leurs attentes.

Etaient également au programme de cette édition, les perspectives économiques régionales présentées par Olivier de Boysson, économiste en chef Pays Emergents au sein du Groupe Société Générale, qui a mis l'accent sur la résilience dont témoignent les pays africains face à l'adversité de l'économie mondiale. Alexandre Maymat, directeur délégué Banque et Services Financiers Internationaux et président du Conseil d'administration de l'UIB, a, quant à lui, présenté la stratégie panafricaine du Groupe Société Générale dont les filiales s'égrènent, aujourd'hui, de la Tunisie à Madagascar.

Avec cet évènement, l'Union Internationale de Banques entend s'imposer en tant que partenaire clé des opérateurs tunisiens. Cette initiative vise à accompagner les entreprises tunisiennes dans leur recherche de nouvelles opportunités de business en Afrique dans un esprit de partenariat sud-sud fructueux et équitable et de les faire bénéficier des outils nécessaires pour la promotion de leurs exportations et/ou la réalisation de leurs projets de développement sur le continent. Le choix stratégique de l'UIB de densifier sa présence auprès des opérateurs économiques tournés vers l'Afrique procède de sa volonté de mettre davantage en valeur le gisement exceptionnel de croissance que recèle ce continent et d'être un véritable partenaire de l'internationalisation de ses clients d'aujourd'hui et de demain.



Un acteur de référence dans la conservation de titres en Tunisie

L'UIB-SGSS Tunisie vient d'être désignée, pour la deuxième année consécutive, par le magazine spécialisé de renommée mondiale Global Custodian, comme le meilleur dépositaire en Tunisie. La démonstration de l'expertise de l'UIB, dans ce domaine, est irréfutable. La banque a su relever le défi et se transformer, aussi souvent que nécessaire, pour obtenir cette troisième distinction successive de meilleur fournisseur de service de sous-dépositaire en Tunisie en 2016, après celles décernées par «Global Investor» et «Global Finance» en 2015.

Ces cinq prix internationaux consacrent, de fait, la qualité de la collaboration avec SGSS, la ligne métier Titres mondiale du Groupe Société Générale, d'une part, et les résultats exceptionnels de l'UIB obtenus à travers plusieurs mandats conclus avec des investisseurs institutionnels internationaux de premier plan, d'autre part. A la faveur de son expertise en matière d'offre de services de conservation, de compensation et de règlement pour toute classe d'actifs de titres et grâce à sa plateforme de conservation qui répond aux standards internationaux, l'UIB contribue à accroître l'attractivité de la place de Tunis à travers l'accompagnement des clients internationaux sur le marché tunisien et ambitionne d'être le premier acteur international de l'industrie des titres à fournir des services de conservation en Tunisie à une clientèle internationale d'investisseurs institutionnels.

L'UIB est, donc, en train de faire de ce métier un axe fort de ses actions, dans l'intérêt du pays et de son insertion la plus réussie possible dans l'économie

Un pas de plus vers le digital et la bancassurance

Pour être plus proche de sa clientèle, l'UIB poursuit l'extension de son réseau avec l'ouverture prévue, avant fin 2016, de deux nouvelles agences à El Menzah 5 et Aïn Zaghouan. La banque portera, ainsi, son réseau à 137 points de vente totalement rénovés de manière à porter la relation banque-client à son plus haut

niveau. Dans ce cadre, l'UIB ne cesse de mobiliser. aussi, son expertise et de hisser son capital humain au meilleur niveau de manière à continuer à offrir à sa clientèle une qualité de service irréprochable.

L'UIB, qui continue à développer son offre à l'adresse de sa clientèle, investit désormais le terrain de la banque privée, s'appuyant en cela sur ses atouts et ses compétences multiples. Elle propose à sa clientèle patrimoniale une approche personnalisée, met à sa disposition une offre évolutive en architecture ouverte et construit, chaque jour avec elle, une relation sous le sceau de la confidentialité. L'UIB accueille, à cet effet, sa clientèle patrimoniale dans des espaces dédiés et met à son service des conseillers qui mobilisent l'ensemble des métiers spécialisés de la banque et de

L'UIB, qui avait lancé en 2012 une ligne de produits de bancassurance, entend approfondir ses avantages dans ce domaine en lancant sa propre filiale d'assurance. Elle peut, en cela, compter sur l'expertise du Groupe Société Générale et de sa filiale spécialisée SOGECAP. Cette offre, à destination des clients de l'UIB, particuliers, professionnels et entreprises, confirme l'ambition de la banque d'être un acteur innovant à même de contribuer au développement du marché de l'assurance vie en Tunisie. Sur un autre plan, l'UIB poursuit son plan de transformation pour être en phase avec la mue comportementale observée chez les usagers des services bancaires. Dans le cadre de cette orientation, la banque met à la disposition de ses clients une multitude de canaux d'accès (téléphone, Internet, GAB...) et leur assure, ainsi, choix et souplesse en matière d'usage des nouvelles formes d'interactivité offertes par les nouvelles technologies.

Toujours dans la même dynamique, l'UIB lance, dès janvier 2017, une application mobile disponible sur les plateformes IOS, Android et Windows phone, à même de répondre aux besoins de sa clientèle en termes de mobilité et de disponibilité. Cette nouvelle expérience, porteuse d'autonomie et de liberté dans la relation banque-client, offrira aux usagers un panel de services allant de la gestion à distance des comptes, en temps réel, à la gestion des moyens de paiement. Cette offre traduit la capacité de l'UIB de donner la voix à chacun des clients, de prévoir les enjeux de long terme et de diffuser équitablement le progrès technique dans le respect de la protection des données à caractère personnel.

Une banque conforme aux exigences de bonne gouvernance financière

Près d'une année après l'obtention de la certification MSI 20000 en 2015, et après un audit qui vient d'être achevé en octobre 2016, l'Organisme de Certification et Agence de Notation Maghreb Corporate assure que l'UIB est toujours en conformité avec les exigences de la certification octroyée. Conformément au cahier des charges et à la réglementation du référentiel MSI 20000®, l'UIB a été évaluée sur la base de dix thèmes d'étude, analysés par sous-thèmes, à travers une sélection d'instruments et de modèles financiers. A chaque sousthème et instrument utilisé, est affecté un coefficient. attribué selon le degré d'importance du thème analysé; l'ensemble étant régi par un système de scoring dédié.

Le rapport d'audit 2016 dudit organisme 2016 conclut que : «Globalement et sur la base des modèles d'analyse et du protocole d'évaluation de l'organisation MSI® sur le référentiel MSI 20000®, la qualité financière de l'Union Internationale de Banques (UIB) est jugée, sur son secteur d'activité, conforme aux exigences de bonne gouvernance financière».

Cette certification, qui a nécessité plusieurs mois de travail, constitue une belle référence et permettra à l'UIB de bénéficier d'une confiance accrue de ses clients et de gagner davantage en visibilité sur la place de



Une approche dynamique sur le marché obligataire

La complexité des marchés financiers conduit, bien souvent, les grands acteurs de la place à accélérer la transformation de leurs modèles de refinancement et de gestion de liquidité; ceci dans un contexte de réallocation de portefeuilles, de volatilité des capitaux et de hausse des coûts des ressources intermediées. Dans un tel environnement et pour asseoir son modèle sur des bases pérennes, l'UIB a étroitement articulé sa stratégie avec les orientations prises par les marchés de capitaux.

Lors de ses différentes sorties sur le marché obligataire, l'UIB a bénéficié de la confiance renouvelée du Conseil du Marché Financier. A ce titre, l'UIB vient d'obtenir le visa du CMF pour son emprunt obligataire subordonné « UIB Subordonné 2016», émis pour un montant de 60 millions de dinars susceptible d'être porté à 75 millions de dinars; les souscriptions et les versements seront reçus à partir du 08/12/2016.

L'attractivité de l'UIB sur le marché est bien réelle. Elle est, aujourd'hui, forte de la confiance des souscripteurs qui lui ont toujours donné les moyens pour agir de façon responsable et engagée au bénéfice de l'économie tunisienne

Des résultats bien orientés

L'UIB continue à afficher des résultats bien orientés. Le Produit Net Bancaire s'élève à 182 MTND au 30 septembre 2016 vs 159,4 MTND au 30 septembre 2015, correspondant à une croissance de 14,2%. De plus, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'inscrit en hausse de 19,3% par rapport à la même période 2015 pour atteindre 93,7 MTND au 30 septembre 2016.

L'évolution soutenue de ses principaux indicateurs financiers permet à l'UIB d'occuper, aujourd'hui, la 4ème place dans le palmarès des banques privées de la place en termes de PNB, la 2ème place en termes de marge d'intérêt et la première place en termes de ROE.

Ce tableau traduit la résilience et les bienfaits de la transformation en profondeur du modèle de l'UIB et de sa stratégie de croissance durable, saine, conforme et rentable au bénéfice de ses clients et de l'économie.

Capital humain: une approche collaborative avec l'Institut Tunis Dauphine

L'UIB vient de sceller un partenariat en matière de formation et de développement des compétences avec l'Institut Tunis Dauphine, institution de référence dans le monde des Business Schools. Pour renforcer le niveau d'excellence de formation de ses collaborateurs, développer davantage la qualité des prestations offertes aux clients et soutenir la croissance de ses activités, l'UIB s'appuie désormais sur l'expertise du pôle régional de l'Université Paris-Dauphine.

L'accord, conclu le 22 novembre 2016, marque la volonté renouvelée de l'UIB de se positionner en tant que leader bancaire en Tunisie, reconnu pour la qualité de ses expertises et l'engagement de ses équipes, en phase avec les attentes de ses clients et les exigences du monde d'aujourd'hui et de

Il s'agit d'un bel exemple de synergies entre l'UIB et l'Institut Tunis Dauphine qui coïncide avec l'installation imminente de l'Académie de formation de la banque dans ses nouveaux locaux ; deux évènements qui marquent l'ambition de l'UIB de créer une vraie dynamique de formation d'excellence pour ses collaborateurs, avec, pour prochaine étape, l'ouverture de son académie aux équipes des filiales africaines du Groupe Société Générale, et ce en s'appuyant sur l'expertise de l'Institut Tunis Dauphine.



Vers un avenir assuré

Le présent de l'UIB augure d'un avenir assuré. La robustesse de son socle financier, son modèle conforme aux standards internationaux, sa capacité à se projeter dans la modernité, ses multiples développements technologiques et commerciaux, sans compter la qualité de ses collaborateurs et de ses expertises, laissent entrevoir de grandes promesses.

Son statut de banque prospère et responsable, son ancrage fort dans son environnement et la vision de progrès qui fonde sa propre expérience lui permettent de jouer, aujourd'hui, un rôle majeur dans la réponse aux défis sociaux et culturels, en créant ses propres programmes dans le cadre de ses deux fondations, Solidarité & Innovation by UIB et Arts & Culture by UIB.

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...





Béchir Garboui

Mohamed Maghrebi, qui vient de nous quitter, fut sans doute l'une des grandes figures de l'information de la Tunisie indépendante. Il n'était pas journaliste, au sens strict du terme, et pourtant il avait la formation, le flair, la réactivité et en même temps la nécessaire distance face à l'événement qui sont la marque du vrai journaliste. Il préféra être, aux différents postes qu'il a occupés, la courroie de transmission, le «facilitateur», comme il disait, qui rendait possible le travail des journalistes.

Mohamed Maghrebi

De l'information nationale à la communication diplomatique

n temps, ce diplômé de l'Institut français de presse, passé, entre autres, par l'école du *Monde* de Beuve-Méry, se rêva journaliste et même journaliste politique : il avait une belle plume, une vaste culture, notamment historique, une profonde compréhension de la politique internationale, mais il savait que, dans cette Tunisie qui sortait de la bataille de Bizerte et que l'«Orient compliqué» cherchait à entraîner dans ses querelles «subtiles, vaines et meurtrières» (ces mots sont les siens), le premier devoir était de protéger le pré carré national, et que le journaliste ne pouvait exercer sa profession qu'en s'inscrivant dans la dynamique de la nation qui se construisait.

Lycéen, Maghrebi fut destourien - la bataille pour la libération était engagée -; étudiant à Paris, il avait pris, comme beaucoup, divers virages à gauche; d'autres horizons s'ouvraient à lui, d'autres combats aussi, sans doute. Il allait en fait pouvoir exercer sa profession en accord avec lui-même, dans une des villes où la presse jouissait des plus grands espaces de liberté lorsqu'il décida de rentrer au pays. «Ce ne fut pas un coup de tête, dira-t-il plus tard, il ne pouvait en être autrement. Le pays!» Il était, pourtant, d'une certaine façon, marocain ; il l'était même avec fierté: «Je suis un Ba Omrane», aimait-il à répéter, en référence à la tribu des confins du Sahara occidental dont venait son père.

Mais les racines, c'est une chose, l'être une autre : ce Marocain aura été tunisien de



ÊTES SUR ÉCOUTE Tél: 72 279 188 VOUS

Fax: 72 279 177

Mobile: 28 222 601

E-mail: commercial@capradio.tn



→tout son être. Cela explique pour une grande part le parcours qui fut le sien. «J'étais au fond un contestataire, m'a-t-il confié, mais j'ai choisi de me mettre au service de l'Etat parce qu'avant de contester l'Etat, il fallait le construire,» Il n'avait pas d'illusion quant à la marge de liberté que le système bourguibien pouvait concéder à l'information, c'est là pourtant qu'il choisit de faire carrière, acceptant même d'être à l'initiative de ce qui allait devenir le premier des «appareils d'Etat»: la télévision nationale. Ridha Najjar vient de rappeler avec émotion les moments qu'il passa à ses côtés dans cette institution en apprenant beaucoup de lui – preuve, s'il en fût, qu'il faut aller à la forge pour devenir forgeron. Voilà en effet un homme que sa propre formation ne destinait pas à la télévision et qui était en rien de temps devenu formateur dans la profession. Pour moi qui ne l'ai pas connu à ce moment-là, il n'y a qu'une explication: l'instinct du métier, l'intelligence des situations et cette forte «réactivité» que je soulignais. Il avait un credo: il faut aller au charbon, on y va, on se pose plus tard les questions.

Peut-être cet esprit voltairien avait-il trop à faire, à cette époque-là, pour s'interroger sur la liberté d'expression, mais je sais qu'il n'a pas éludé la question. Car, c'est un fait, la télévision tunisienne ne fut guère, des années durant, un lieu de débats, il en souffrait, je suis sûr, mais il s'accommoda de la situation. «Bourguiba, me dira-t-il, une première fois, avait une priorité : la stabilité du pays qui ne pouvait se faire que par la cohésion autour du chef.» Il reviendra, une deuxième fois, bien plus tard, sur le sujet : le «printemps arabe » avait mis le feu dans un monde arabe qui ne demandait qu'à s'embraser, mais la Tunisie semblait avoir été globalement épargnée. Maghrebi me dira: « Tu vois, le despotisme de Bourguiba, ce n'était pas la politique de la terre brûlée; il a, par exemple, laissé le mouvement syndical suivre sa pente, en même temps que se construisait, autour de figures comme Mestiri ou Hassib ben Ammar. une sphère indépendante mi-partisane, mi-société civile, ça nous a protégés, tu ne crois pas ?»

Ce n'est pas le lieu, ici, d'aborder la question de la démocratie, de sa chronologie ou de ses limites – nous pouvions d'ailleurs avoir de profonds désaccords à ce sujet -, je sais simplement que s'il a pu se sentir, à divers moments, en difficulté avec lui-même, en se mettant au service du régime bourguibien, Maghrebi n'a pas eu, au final, le sentiment d'avoir trahi ses convictions.

L'arrivée de Ben Ali au pouvoir allait le trouver à la Ligue arabe. Car Maghrebi avait, entretemps, rencontré un homme qui devait le marquer de façon durable : Chédli Klibi. Klibi est un penseur, un pédagogue, un homme de culture. Lui aussi savait que Bourguiba, il fallait le prendre en totalité, avec ses excès et ses dérives, ou le rejeter en totalité. Il avait fait le choix d'adhérer à lui, conscient que c'est la seule voie à suivre quand on aime son pays et que l'on a conscience des turbulences infinies dont ce pays était entouré. Ce grand connaisseur de la civilisation arabe sera choisi. en 1979, par Bourguiba pour présider aux destinées de la Ligue, laquelle - grande revanche de l'Histoire pour le leader qui était considéré comme l'ennemi du panarabisme – venait d'être transférée à Tunis (et mieux encore, aux conditions fixées par Bourguiba). Maghrebi, qui fut le directeur général de l'information auprès de Klibi au ministère de l'Information, deviendra naturellement le conseiller du secrétaire général pour l'information. Ici, le récit n'est plus de seconde main, j'ai vécu les années de la Ligue aux côtés des deux hommes. Ils étaient inséparables, ils vont le rester jusqu'au bout : l'hommage rendu par Chédli Klibi à Mohamed Maghrebi, au moment où celui-ci s'en allait pour l'éternité, fut à cet égard bouleversant de vérité. Les deux hommes se ressemblaient, tant par la rigueur qu'ils mettaient dans les tâches qui leur incombaient que par le rejet des certitudes doctrinaires ou idéologiques (qui ne sont au mieux, disait Maghrebi, que des solutions de facilité) ou la vision sereine qu'ils avaient d'un paysage arabe où aux divisions chroniques sont venues s'ajouter la guerre du Liban, puis la première guerre du Golfe, sans parler du Sahara occidental, du Sud-Soudan ou des sporadiques incursions de Kadhafi au Tchad. Pour Maghrebi, il y avait, d'un côté, les exigences de la diplomatie, de l'autre, celles



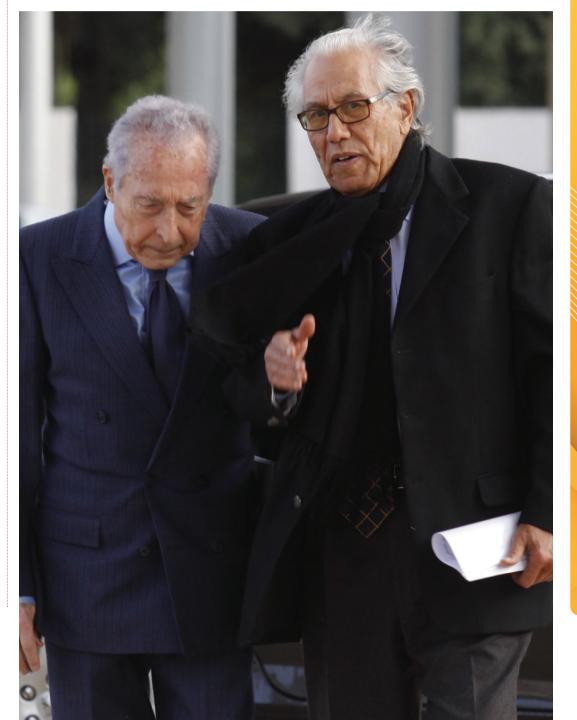


→ de la profession qui était, à la base, la sienne. Il savait mieux que personne que les journalistes qui le sollicitaient, et souvent le harcelaient, à l'occasion notamment des grandes conférences arabes, ne pouvaient se suffire de généralités ou de réponses ambivalentes, et qu'en même temps qu'il ne pouvait tout exposer. Et c'est là que j'ai pu constater avec quelle rapidité Maghrebi avait maîtrisé les fondements de la communication diplomatique, c'est-à-dire l'art de tout dire sans rien révéler de ce qu'il faut taire. Il était devenu l'ami des plus grands reporters parce qu'il n'était jamais en retard d'une confidence, d'une anecdote, d'un scoop même, sans rien divulguer pour autant d'une initiative, d'une visite secrète, d'une médiation en cours (ceux qui disent de toute la hauteur de leur ignorance que «la Ligue n'a pas libéré la Palestine» devraient, par exemple, réfléchir à tous les conflits que la Ligue de Klibi a désamorcés).

Que dire de plus? Les années que Maghrebi a passées par la suite au Conseil supérieur de la communication ou à la Radiotélévision nationale (il ne pouvait se résoudre à quitter ses premières amours) relèvent de ce dilettantisme assez particulier qui est celui de l'homme de devoir qui sait qu'il lui faut continuer à mettre sa vaste expérience professionnelle au service des autres, de son pays. «Ben Ali n'est pas Bourguiba, me disaitil, mais la Tunisie est toujours là.»

Il aimait la belle vie, «et l'information, disaitil, est la vie même». N'était l'amour de la patrie, il aurait vécu à Paris où il a connu tant de beaux moments qu'il évoquait avec gourmandise. Il s'y rendait aussi souvent qu'il pouvait, il y vivait, je crois bien, un peu par l'imagination, beaucoup par la mémoire. Et puis il aima une femme «comme nul jamais n'aima». Néziha, la compagne, l'inspiratrice, la mère des enfants, fut, il faut dire, admirable dans tous les domaines où elle voulut mettre à l'épreuve ses talents : la télévision, la peinture, la haute couture, la cuisine (je parle d'expérience)... Ses poèmes aussi mériteraient d'être publiés. Son départ, en 2001, le laissa inconsolé, il disait : «Quand on s'est élevé à une telle hauteur, on y reste. » B.G.









www.shemsfm.net



GAMMARTH IMMOBILIERE

SA au capital social de 1 000 000 DT
Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
Immeuble AL KARAMA HOLDING
Les berges du lac Tunis 1053
MF: 425194L/P/M/000

TEL:+ 216 71 962 218 - +216 71 960 100
GSM: +216 98 910 000 - Fax: +216 71 962 175
www.gammarth-immobiliere.tn
Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant A.O. N° 34/2016

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable pour le compte de l'Etat tunisien de Trois (03) Biens Immobiliers sis à Bir Bouregba et à Raf Raf (en Lots séparés):

Lot	Terrain	Titre Foncier	Emplacement	Superf.
1	Daoued	255 902,304 parts dans l'indivision du TF 524372 Nabeul	Bir Bouregba, à proximité de l'autoroute Hammamet Nord, surplombant la plage de Mrezga-Hammamet	255 902,304 m ²
II	Le Corail	2 000 parts dans l'indivision du TF 616226 Nabeul	Bir Bouregba, à proximité de l'autoroute Hammamet Sud et à 5 minutes de la zone touristique de Hammamet Sud	2 000 m ²
Ш	Raf Raf	45460 Bizerte	Raf Raf, à 5 minutes de la plage de Ain Mestiri - Bizerte	225 m ²

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobilière. tn, ou directement chez Gammarth Immobilière.

Tous les biens objet de la cession **sont libres de tous droits ou hypothèques** et relèvent de la propriété privée de l'Etat tunisien. La propriété a été acquise par l'Etat aux termes des décisions de confiscation et en application du Décret-loi n° 2011-13.

Les personnes intéressées par l'acquisition des terrains sont invitées à s'assurer le cas échéant auprès des autorités locales et des services techniques compétents de leur vocation avant de participer à la présente procédure de cession.

La vente porte sur les biens dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers techniques et juridiques sous sa propre responsabilité. Gammarth Immobilière et l'Etat garantissent que la possession soit paisible contre les troubles de droit du fait des tiers - garantie incidente et appel en garantie.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est invitée à retirer le cahier des charges (C.C), aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de cent cinquante dinars (150 DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Chaque candidat est admis à participer à un ou plusieurs lots séparément. Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre central de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire: Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n° 34 /2016

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenu des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C et fixé à dix mille dinars (10 000 DT) pour le lot l et à deux mille dinars (2 000 DT) pour chacun des lots II et III.

La date limite de remise des offres est fixée au Mardi 24 Janvier 2017 à 15H00, le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. La séance publique d'ouverture des plis sera tenue le même jour à 15H30 au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent cinquante** (150) jours à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+216 71 960 100 ou +216 71 962 218 ou +216 73 369 037 ou + 216 98 910 000)

Abdellatif Dahmani

Le militant, le dirigeant sportif et le chef d'entreprise



Abdellatif Dahmani, décédé fin novembre dernier à l'âge de 85 ans, aligne un parcours de militant patriote, d'ingénieur principal qui a su gérer de grandes entreprises publiques et de footballeur qui a fini par présider l'Avenir Sportif de La Marsa (ASM) et la Ligue tunisienne de football. Membre actif de la cellule destourienne de La Marsa, fin des années 40, alors qu'il n'avait que 18 ans, il avait pris part à différentes missions clandestines, puis, après l'indépendance, s'est hissé dans d'autres structures du parti de Bourguiba. Ralliant le camp des démocrates lors du congrès de Monastir 1 en 1971, Dahmani en paiera le prix d'un procès kafkaïen sous l'accusation farfelue de «Complot contre la sûreté de l'Etat ». Heureusement, un juge honnête l'a totalement blanchi, ce qui lui a permis de retrouver ses droits civiques et politiques. Ainsi, il a pu reprendre son activité professionnelle interrompue par deux années très difficiles (1973-1974). Durant cette traversée du désert, il est devenu pêcheur pour subsister, sa flottille

se limitait à une grande barque qui, chaque soir, prenait le large...

Le P.D.G. d'entreprises publiques

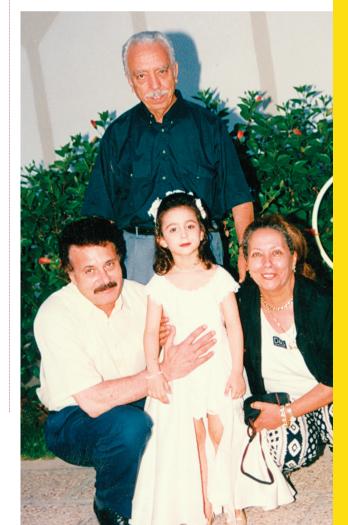
Sa carrière d'ingénieur, Abdellatif Dahmani la débutera en 1956 au sein de la Régie des ports de commerce de Tunisie jusqu'à prendre la direction du port de Tunis. On lui doit alors nombre de réalisations, dont la plateforme de l'autoroute Tunis-La Goulette, l'aménagement et la construction de nombreux quais du port de La Goulette et le renforcement des phares et balises.Près de dix ans après, il sera nommé en 1964 P.D.G. de la Socomena à Menzel Bourguiba pour lancer le montage et la fabrication de moteurs diesel destinés à l'industrie, à la pêche et à l'agriculture. Il y restera trois ans, avant de revenir aux ports, cette fois en tant que P.D.G. de la Stam (Société tunisienne d'aconage et de manutention), avec pour mission la restructuration de la société, la modernisation de ses prestations par la palettisation des marchandises, la mécanisation des bateaux et du stockage.

Suivra alors sa traversée du désert qui le mettra en hibernation professionnelle au ministère de l'Equipement, en tant que chargé de la gestion, de l'exploitation et de l'entretien du matériel des ponts et chaussées entre 1972 et 1981. Remis en selle, il sera nommé en 1981 P.D.G. de la SNT (Société nationale de transport). Il y restera en poste jusqu'à son départ à la retraite, en 1988.

Le dirigeant sportif

Footballeur dès son jeune âge, Abdellatif Dahmani a consacré l'essentiel de sa carrière sportive à l'Avenir Sportif de La Marsa dont il a été un membre actif, vice-président et président durant quelques années fastes de ce présumé petit club de banlieue. Sa réputation d'intransigeant sur les règles morales du sport et de l'égalité de traitement entre grands et petits clubs l'a conduit à siéger au bureau fédéral de la Fédération tunisienne de football qui lui a décerné la plus haute distinction, la Médaille d'Or, pour services rendus au sport et au football tunisiens.

Abdellatif Dahmani a alors cédé sa place aux plus jeunes mais on lui avait fait appel pour diriger les premiers pas de la Ligue tunisienne de football. Il avait accepté à condition de ne pas dépasser deux années d'activité. Son mandat fut prolongé deux fois.





La Tunisie, coupable idéale des malheurs de l'Europe

écidément, les tentatives de restaurer l'autorité et le prestige de l'Etat tunisien tournent au travail de Sisyphe. Il y a quelques semaines, les Tunisiens étaient sur un nuage, revigorés par les excellents résultats de la conférence internationale sur l'investissement Tunisia 2020. Pour la première fois depuis la révolution, ils entrevoyaient le bout du tunnel. C'était aller vite en besogne. A peine ont-ils réussi à sortir la tête de l'eau qu'ils se retrouvaient confrontés à deux évènements majeurs.

L'assassinat d'un ingénieur tunisien à Sfax dont personne, en dehors de son quartier, n'avait jamais entendu parler jusque-là. On savait qu'il était féru d'aviation et qu'il construisait des maquettes de drones dans son petit atelier. Il a fallu le communiqué du Hamas annonçant la disparition «d'un grand martyr de la révolution palestinienne, l'ingénieur Mohamed Zouari», tout en accusant le Mossad de l'avoir éliminé, pour que la thèse d'un assassinat politique prenne forme. Il est vrai que le mode opératoire dont les tueurs ont usé ressemblait à s'y méprendre à celui de l'assassinat d'Abou Jihad en avril 1988 à Sidi Bou Saïd. D'ailleurs, qui d'autre avait intérêt à liquider l'ingénieur? Le terrorisme d'Etat est consubstantiel à la création d'Israël. Dès 1948, le diplomate suédois, le comte Bernadotte, médiateur de l'ONU chargé de mettre en place le plan de partage de la Palestine, est assassiné par le groupe Stern, une organisation terroriste israélienne. D'autres victimes, pour la plupart des Palestiniens ou des sympathisants de la cause palestinienne, subiront le même sort à Beyrouth, Paris, Dubaï, Gaza.

«Peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur». C'est ainsi que le général de Gaulle qualifiait Israël au lendemain de la guerre des Six-Jours. 50 ans après, l'Etat hébreu ne s'est pas départi de son arrogance, confirmant même sa réputation de multirécidiviste des assassinats politiques. Dans le cas de la Tunisie, il a poussé le cynisme jusqu'à y envoyer, au lendemain de l'assassinat, un journaliste muni d'un vrai-faux passeport pour faire un reportage devant le domicile de la victime, interviewer les membres de sa famille avant de quitter le pays sans

être inquiété. Dans un pays encore en pleine effervescence révolutionnaire, ce n'est pas un exploit. A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire.

Les Tunisiens n'avaient pas encore digéré cette humiliation, qu'une autre est venue les achever. Le 20 décembre, un camion-bélier fonce sur la foule dans un marché de Berlin. Bilan : 12 morts et une cinquantaine de blessés. Comme à Nice, sur la Promenade des Anglais, l'été dernier, l'auteur est Tunisien. C'est aussitôt la curée, non pas contre la police qui avait arrêté cet individu avant de le relâcher, faute de preuves, mais la Tunisie, devenue coupable idéale. La presse française tire à boulets rouges sur «le terreau du terrorisme» et «le plus grand exportateur de terroristes par tête d'habitant» qu'est devenue la Tunisie.

Les Tunisiens seraient-ils donc porteurs du chromosome du tueur qui se serait exprimé brutalement? Personne n'a remarqué que les deux Tunisiens avaient quitté leur pays respectivement en 2005 et 2011 et qu'ils ont été radicalisés par des salafistes dans les prisons européennes, tout comme le Belgo-Marocain Brahim Abdesselem, l'auteur principal des attentats de Paris de novembre 2015, né, lui, à Molenbeek, un bourg de l'agglomération bruxelloise qui compte autant de mosquées que Tunis. Les réfugiés «syriens» qui ont afflué en Europe au cours de l'année 2016 ont été accueillis en Allemagne avec des bouquets de fleurs. Ce n'est pas la petite Tunisie qui menace aujourd'hui l'Europe, mais l'angélisme de ceux qui ont fait de leurs pays des sanctuaires pour les jihadistes et permis à des centaines de terroristes de s'infiltrer dans les rangs des réfugiés.

Le 23 décembre, un jeune agresse trois Africains à Tunis. C'était tout simplement un acte raciste. La Tunisie va à vau-l'eau. Le surmoi a disparu, la vie sociale n'est plus encadrée. C'est dans cette ambiance morose que les Tunisiens s'apprêtent à célébrer l'An six de la révolution, une fois de plus sur fond d'incertitudes du lendemain.

N°68 • Janvier 2017 1112